



# CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE POUR L'ACTIVITÉ DE CAMPING CONDITIONS PARTICULIÈRES

**Jaune** à renseigner par le candidat

Forêt domaniale :	LONGEVILLE
Département :	VENDÉE (85)
Commune :	SAINT VINCENT SUR JARD
Réf. dossier :	CSS_8320_D_LONGEVILLE_003

Entre **l'Office national des forêts**,

Établissement public de l'État à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé 2 bis avenue du Général Leclerc CS 30042 94704 MAISONS-ALFORT Cedex, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIREN 662043116 RCS CRETEIL, agissant selon les dispositions des articles D 221-3 du Code Forestier, R 2222-36 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Représenté par :	Monsieur Henri BUESTEL, agissant au nom de la Directrice Territoriale Centre Ouest Aquitaine en vertu de la délégation de signature du 1er septembre 2023.
En sa qualité de :	Responsable du pôle Valorisation du Patrimoine
Adresse :	15 boulevard Léon Bureau CS 16237 44262 NANTES CEDEX 2

ci-après dénommé « l'ONF », d'une part,

Et le **Bénéficiaire**,

<b>Société / Nom :</b>	
<b>Statut :</b>	
<b>Domicilié(e) à :</b>	
<b>Représenté(e) par :</b>	
<b>En sa qualité de :</b> [fonction]	
<b>Références fiscales :</b>	
<b>SIRET :</b>	
<b>Téléphone / Mail :</b>	
<b>Carte d'identité :</b> [pour les particuliers]	

dûment habilité(e) aux fins des présentes,  
ci-après dénommé « le Bénéficiaire » d'autre part.

Et collectivement appelées les Parties

# Terminologie

## Concernant la forêt et le site

- **« Aménagement forestier »** désigne les objectifs de gestion durable de la forêt sur une période de 20 ans généralement. Ce document, validé par arrêté ministériel, s'impose à l'ONF et à tous les usagers de la forêt domaniale.
- **« Site »** désigne l'ensemble du périmètre mis à disposition par l'ONF (terrain, bâtiment, accès...)
- **« Terrain »** désigne la portion de forêt domaniale gérée par l'Office national des forêts dont le périmètre est précisé à l'annexe 2.
- **« Bâtiment »** désigne les bâtiments propriétés de l'État, présents sur le terrain. Les bâtiments sont décrits dans leur forme et implantation en annexe 2.
- **« Accès »** désigne les pistes, chemins ou routes au sein de la forêt domaniale, à l'extérieur du terrain. Les accès sont identifiés géométriquement en annexe 2.
- **« Convention d'occupation temporaire »** désigne la présente convention définissant les règles d'occupation et d'utilisation du domaine privé de l'Etat conclu entre le Bénéficiaire et l'ONF. La convention d'occupation temporaire est régie par les présentes Conditions particulières et ses annexes, en ce compris et les Conditions générales (Annexe 1).
- **« Bénéficiaire »** désigne la ou les personne(s) morale(s) ou physique(s) cocontractante(s) de l'ONF autorisée(s) à occuper un ou des terrain(s) gérés par l'ONF en vue d'y exercer une activité, dans les conditions fixées à la convention d'occupation temporaire.
- **« Redevance »** désigne la contrepartie financière facturée par l'ONF pour la mise à disposition du site dans le cadre de la présente convention.
- **« Garantie financière »** désigne le dépôt de garantie versé par le Bénéficiaire à l'ONF à la signature de la convention, pour garantir le financement de la remise en état des lieux en cas de mauvais entretien des lieux pendant la durée de l'occupation.
- **« Délimitation »** désigne l'ensemble des opérations qui concourent à la définition, à la matérialisation et à la conservation d'une limite au sein d'une même propriété

## Concernant l'activité camping

- **« Camping »** désigne un terrain spécialement aménagé pour la location d'emplacements aux endroits destinés aux résidences mobiles de loisirs, hébergements légers de loisirs, tentes, caravanes, camping-cars, conformément aux autorisations réglementaires existantes à la date des présentes ou obtenues par le Bénéficiaire.
- **« Emplacement »** désigne la localisation des espaces réservés aux résidences mobiles de loisirs, hébergements légers de loisirs, tentes, caravanes, camping-cars et sont matérialisés par des bornes au sol.
- **« Nombre d'emplacement maximum »** indique le nombre d'emplacements de camping commercialisés ou utilisés en application de l'autorisation préfectorale permettant l'ouverture du site à une activité de camping. Ce nombre maximum peut être limité par la politique de l'ONF en faveur de sites forestiers.
- **« Plan de gestion durable du camping »** désigne le plan d'aménagement du camping tel que défini à l'annexe 6. Il est un élément contractuel opposable rédigé par le Bénéficiaire et validé par l'ONF. Il décrit la mise en œuvre des principes de l'aménagement forestier et les travaux d'aménagement du camping.
- **« Ecolabel Européen »** désigne un label écologique officiel européen visant à concevoir et promouvoir des produits (biens et des services) respectueux de l'environnement.
- **« Hébergements insolites »** désigne les hébergements touristiques originaux de par leur architecture, structure, et localisation.
- **« Espace naturel »** désigne un espace non linéaire de 150 m<sup>2</sup> minimum d'un seul tenant, constitué de végétation naturelle et/ou de forêt gérée durablement, matérialisé clairement sur le plan du site et sur le terrain (plots, lisses basses, ganivelles ou autre), non campé et hors stationnement
- **« Espace équipé d'infrastructures »** désigne des terrains comprenant du bâti et des équipements, des infrastructures (voirie, aire de jeux, piscine, sanitaires, espaces verts artificiels...)  
**« Espace dédié aux emplacements »** constitue l'espace n'étant ni un « espace naturel », ni un « espace équipé d'infrastructure », et conservant le caractère du milieu naturel du site (forêt, dune, ...).



## Préambule

Le camping a été géré de 1968 au 31 décembre 2016 par la commune de SAINT VINCENT SUR JARD

A la suite d'un appel à projets, l'entreprise FRERY a présenté une offre à laquelle l'ONF a répondu favorablement

Par acte en date du 08 mars 2017, l'ONF a accordé l'entreprise FRERY l'autorisation d'utiliser un terrain domanial de 2,6735 ha en forêt domaniale de LONGEVILLE – commune de SAINT VINCENT SUR JARD afin d'y maintenir le camping dit du Pied Girard.

Selon les dispositions de l'article 4 de la convention, l'autorisation d'occupation était accordée pour une durée de 9 ans, soit du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2025.

Compte-tenu de la compatibilité de l'exploitation du camping avec les objectifs de gestion et de mise en valeur de la forêt domaniale de LONGEVILLE, l'ONF émet un avis favorable à la poursuite de cette activité de camping.

Cette convention arrivant à expiration le 31 décembre 2025, l'ONF a organisé un appel à projet en vue du renouvellement du contrat.

## Rappel du contexte de l'occupation

L'ONF met à disposition des sites au profit de tiers pour leur permettre l'exercice d'activités compatibles avec la gestion durable des forêts et terrains dont l'ONF assure la gestion dans le cadre de sa politique de valorisation du domaine forestier.

La passation des conventions d'occupation temporaire est soumise à un principe général de mise en concurrence préalable à la signature de la convention. Une procédure de mise en concurrence a donc été mise en œuvre par l'ONF.

La présente convention a été conclue suite à une procédure organisée par l'ONF :

- |   |
|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> Mise en concurrence (appel à projets ou consultation sur une activité déterminée) |
| <input type="checkbox"/> Gré à gré  |

Organisée en date du : 04 juillet 2025

Pour une activité dénommée : Camping

Date de la commission d'attribution : XXX

Le Bénéficiaire s'engage, dans le cadre de la présente convention, à exercer son activité dans les conditions autorisées ci-après et dans le respect de la politique de gestion durable des forêts mise en œuvre par l'ONF.

## Nature juridique de la convention d'occupation

§1. La présente convention est passée entre l'ONF et le Bénéficiaire, sur le fondement de l'article L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, et L. 221-2 alinéa 2 du Code forestier.

§2. L'activité autorisée sur le(s) terrain(s) géré(s) par l'ONF ne peut en aucun cas être assimilée à un fonds de commerce et n'ouvre aucun des droits attachés à la propriété commerciale.

§3. Les règles du droit commun en matière de location de locaux ou sites à usage commercial et les lois spéciales sur les baux, et notamment les dispositions des articles L. 145-1 à L. 145-60 et R. 145-1 à R. 145-33 du code de commerce sont inapplicables en l'espèce.

§4. La présente convention ne constitue pas non plus une concession au sens des dispositions de l'article L. 1121-1 et suivant du Code de la commande Publique.

§5. Le Bénéficiaire de la convention ne dispose d'aucun droit réel sur la propriété forestière domaniale.

§6. Le Bénéficiaire ne peut recourir au crédit-bail pour financer lesdits ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier et il ne peut non plus les hypothéquer. Toute cession totale ou partielle des ouvrages, constructions et aménagements immobiliers réalisés par le Bénéficiaire est interdite.

§7. Elle confère au Bénéficiaire un droit d'occupation précaire et révocable du terrain mis à disposition.

## Article 1 - Éléments constitutifs de la convention

Les éléments constitutifs de la convention d'occupation temporaire sont :

- Les présentes Conditions particulières ;
- Annexe 1 – Conditions générales du 13.12.2022
- Annexe 2 – Description du site – Plans ;
  - Annexe 2.1 – Plan de situation du camping – Géoportail
  - Annexe 2.2 – Plan de zonage PLU (<https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/>)
  - Annexe 2.3 – Plan de délimitation du terrain (géomètre)
  - Annexe 2.4 – Plan existant - Schéma d'implantation des emplacements, des bâtiments, des accès pompiers et des voies de circulation à l'intérieur du camping
- Annexe 3 – Conditions techniques particulières ;
- Annexe 4 – État des lieux d'entrée/sortie (avec constat d'huissier si nécessaire pour la partie bâtie) ;

- Annexe 5 – Autorisations nécessaires à l'activité ;
- Annexe 6 – Plan de gestion durable du camping ;
- Annexe 7 – Fiche des pénalités contractuelles ;
- Annexe 8 – Diagnostic des bâtiments (amiante, performance énergétique...) ;

En cas de contradiction entre les Conditions générales (annexe1) et les Conditions particulières, les Conditions générales prévalent. En cas de contradiction entre les Conditions particulières et les Annexes 2 à 7, les Conditions particulières prévalent.

## Article 2 - Désignation du site

### 2.1. Références ONF

Forêt domaniale / code forêt :	LONGEVILLE / F09455Q	
Parcelle(s) forestière(s) / Aménagement forestier :	10	Aménagement 2023-2042
N° REFX /SAP des bâtiments / Désignation :	172957/346729	
Superficie terrain (ha) :	2 ha 52 a 07 ca	
Dont surface bâtie (m²) :	250.50 m2	

### 2.2. Références communales et cadastrales

Commune de situation :	SAINT VINCENT SUR JARD	
Code postal et département :	85520	VENDÉE
Références cadastrales :	Section AB n°808 et AB 899	

## Article 3 - Objet de l'occupation temporaire

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions d'occupation et d'utilisation par le Bénéficiaire de terrains situés en forêt domaniale, domaine privé de l'État, relevant du régime forestier et gérés par l'Office national des forêts (ONF) en vertu de l'article L.221-2 du Code forestier.

### 3.1. Activités autorisées sur le terrain

Activité autorisée<sup>1</sup> : **Camping**

Autres activités :

- Epicerie
- Service
- Aire de jeux enfants
- Aire pique-nique
- Location de vélos

### 3.2. Caractéristiques du camping

#### 3.2.1. Caractéristiques générales

Superficie occupée par le terrain camping et ses activités :	...2. ha ...52.ca...07 a...	
Classement Atout France :	<b>Nombre d'étoiles :</b> 2	<b>Date du classement :</b> 13 juillet 2022
Nombre d'emplacements maximum autorisés par l'ONF (inférieur à 45 / ha)	120	
Ratio emplacements autorisés par hectare :	45 / ha	

Pour mémoire, à la date de signature de la présente convention :

Nombre d'emplacements autorisés par Atout France : 120

Nombre d'emplacements existants : 128

<sup>1</sup> Conformément aux autorisations réglementaires existantes à la date des présentes ou obtenues par le Bénéficiaire

### 3.2.2. Répartition des emplacements autorisés par l'ONF

Le **nombre d'emplacements** défini au 3.2.1 se décompose à la signature de la façon suivante :

Nombre d'emplacements	
<b>Emplacements nus</b> (50 % minimum du nombre d'emplacements maximum)	Minimum autorisé ONF : 60 (120x50%)
	Proposition candidat XX
<b>Emplacements pour hébergements meublés locatifs</b> (HLL/RML et autres « hébergements insolites ») 50 % maximum du nombre d'emplacements maximum :	Maximum autorisé ONF : 60 (120*50%)
	Proposition candidat XX
Nombre d'hébergements meublés locatifs en période de fermeture	
<b>Fixes - Non démontés</b> 35 % maximum du nombre total d'emplacements	Maximum autorisé ONF : 42 (120*35%)
	Proposition candidat XX
<b>Démontés</b> (15 % minimum du nombre total d'emplacements)	Minimum autorisé ONF : 18 (120*15%)
	Proposition candidat XX
<b>Emplacements de l'aire de stationnement pour autocaravanes</b> (0 actuellement faisant l'objet du classement Atout France)	Maximum autorisé ONF : 0
	Proposition candidat XX

### 3.3. Description des immeubles et des aménagements paysagers autorisés

L'ONF autorise le Bénéficiaire, sous réserve d'obtention des autorisations administratives nécessaires pour l'exploitation de camping requises par les textes légaux et réglementaires, à exploiter les installations suivantes et détaillées en Annexe 2.

La superficie totale (m²) des bâtiments à la signature de la présente convention est de :

250.50 m2

### 3.4. Autres autorisations à l'extérieur du terrain objet de la convention

Accès véhicules / passage pendant l'exploitation	L'accès aux installations du Bénéficiaire se fera par la voirie existante, par la rue de la forêt (SAINT VINCENT SUR JARD), voie publique goudronnée ouverte à la circulation publique.
Passage sur un chemin pour réalisation de travaux	Non concerné
Accès plage / Passages piétons / Portail (en forêt domaniale et hors périmètre de l'occupation définie au 3.1-Activités autorisées sur le terrain)	
Voirie interdite :	Non concerné
Chemin privatif :	Non concerné
Clôtures :	Le périmètre occupé devra être clos. Le Bénéficiaire est tenu de maintenir à ses frais le terrain clos en limite de la forêt domaniale. Il est autorisé à aménager et maintenir des portails et portillons d'accès pour les secours et pour les piétons.
Autres autorisations	Tous travaux doivent être sollicités par écrit auprès de l'ONF

### 3.6. Réseaux

	Raccordement au réseau d'électricité :	<input type="text" value="oui"/>
	Raccordement au réseau téléphonique :	<input type="text" value="oui"/>
	Raccordement au réseau d'adduction d'eau potable :	<input type="text" value="oui"/>
	Assainissement :	<input type="text" value="non"/>
	Gaz :	<input type="text" value="non"/>
Réseaux :	<p>Les réseaux divers (électricité, téléphone, assainissement, eau potable, etc.) situés à l'intérieur du périmètre, sont mis à disposition du bénéficiaire jusqu'au raccordement au réseau public. Les installations du bénéficiaire sont raccordées aux réseaux publics existants. Tous les travaux éventuels d'entretien ou d'investissement sont à la charge du bénéficiaire sous réserve de l'obtention des autorisations réglementaires et après accord de l'ONF.</p> <p>Toute nouvelle tranchée devra être réalisée en concertation avec le représentant local de l'ONF de manière à limiter au maximum les atteintes aux peuplements traversés ou riverains, notamment à leur système racinaire. Le bénéficiaire devra rechercher le tracé qui permet d'éloigner le mieux possible l'emprise de la tranchée des peuplements riverains, quand bien même celui-ci génère un surcoût en raison d'un allongement de l'ouvrage. Une distance de préservation de deux mètres par rapport aux arbres concernés sera recherchée.</p> <p>Le bénéficiaire prendra toutes les dispositions pour que le tracé des ouvrages enterrés soit matérialisé et que ceux-ci résistent aux passages des engins chargés de l'exploitation des bois ou des travaux de tous ordres effectués sur le site.</p> <p>Un plan des réseaux présents sur le site est en annexe 2.5 <a href="#">ou</a></p> <p><b>En l'absence de plan détaillé des réseaux, le Bénéficiaire s'engage à faire réaliser un plan des réseaux par un géomètre dans les 3 ans après la signature de la présente convention. Ce plan sera alors annexé au contrat par avenant.</b></p>	

### 3.7. Engagements du Bénéficiaire liés à l'activité de camping en forêt domaniale

#### 3.7.1. Fermeture du site

Le camping sera fermé au public :

#### 3.7.2. Interdiction de garage pendant la période de fermeture

Le garage mort ou le stationnement de tout véhicule, notamment les caravanes, les auvents et les terrasses sont interdits pendant la période de fermeture du camping, sans que leur stationnement ne puisse excéder 9 mois consécutifs.

#### 3.7.3. Réalisation du « Plan de gestion durable du camping »

§1. L'exercice de l'activité autorisée à l'article 3.1 doit être compatible avec la gestion forestière de l'ONF et l'accueil du public en forêt domaniale.

§2. Le Bénéficiaire propose dans un « Plan de gestion durable » un ensemble d'aménagements compatibles avec les engagements sylvicoles, paysagers et environnementaux de l'ONF sur le site.

§3. Le « Plan de gestion durable » (annexe 6), est le document décrivant l'ensemble des travaux et d'entretien sur le site sur la totalité de la durée de la présente convention. Une fois validé par l'ONF et sous réserve de l'obtention par le Bénéficiaire des autorisations administratives requises pour effectuer les travaux décrits, ce document devra être mis en œuvre par le Bénéficiaire. Le Bénéficiaire s'engage à fournir ce plan de gestion durable **au plus tard 12 mois après la signature de la convention.**

§4. Le Bénéficiaire a la qualité de maître d'ouvrage pour les travaux à réaliser sur les bâtiments, les équipements et agencements du terrain objet de la présente convention, tels que prévus au sein du « Plan de gestion durable ».

§5. Les travaux ou actions d'entretien non prévus au « Plan de gestion durable du camping » sont interdits sans l'obtention préalable de l'accord de l'ONF dans les conditions prévues à l'article 7.2.

#### 3.7.4. Classement ATOUT France

§1. Il est rappelé au Bénéficiaire que la décision de classement Atout France revêt un caractère exécutoire, notamment s'agissant du respect du nombre d'emplacements mentionné.

§2. Le Bénéficiaire est tenu d'exploiter le camping selon les critères et prescriptions correspondant au classement ATOUT France (annexe 5). Le Bénéficiaire informera sans délai l'ONF de toute modification du classement ATOUT France par courrier recommandé.

§3. L'ONF prendra en considération dans le mode de calcul de la redevance, ce nouveau classement dès sa présentation par l'exploitant (avant la 1<sup>ère</sup> échéance de facturation) si elle intervient avant la date de facturation ou sinon, à compter de la redevance de l'année n+1.

#### 3.7.5. Obtention de l'Écolabel Européen ou équivalent

§1. Le Bénéficiaire s'engage à obtenir la certification Écolabel européen ou équivalent, au plus tard 36 mois après la signature de la convention.

- §2. Le Bénéficiaire s'engage, sans attendre la certification Écolabel européen à ne pas utiliser des produits phytopharmaceutiques (herbicides, insecticides et fongicides) sur l'ensemble du site mis à disposition.
- §3. La non-obtention de cet écolabel (ou équivalent) ou de sa perte en cours d'exécution de la convention donnera lieu à l'application d'une pénalité contractuelle indiquée en Annexe 7.
- §4. Elle pourra être passible d'une résiliation de la convention dans les conditions de l'article 21.3 des Conditions générales.

## Article 4 - Durée de la convention

### 4.1. Dates de début et de fin de l'autorisation

La convention est conclue à compter de la date de sa signature par les parties et prendra fin à l'expiration de la date sus-indiquée.

Durée :	15 ans
Date d'effet / début :	01 janvier 2026
Date de fin :	31 décembre 2040

### 4.2. Calendrier prévisionnel d'état des lieux

La date d'état des lieux de sortie devra être fixée avant le terme de la convention.  
Pour les bâtiments, un état des lieux particulier est réalisé le cas échéant par un huissier, à la charge du Bénéficiaire.

Date prévisionnelle de l'état des lieux d'entrée :	15 jours après la signature du contrat
Date prévisionnelle de l'état des lieux de sortie :	15 jours avant la fin du contrat

### 4.3. Terme de la convention

§1. La convention d'occupation ne pourra en aucun cas être prorogée tacitement et la poursuite de l'occupation le cas échéant fera l'objet d'une mise en concurrence.

## Article 5 - Conditions financières

### 5.1. Principes généraux de la condition financière

#### 5.1.1. Calcul de la condition financière

Le terrain est mis à disposition moyennant le versement d'une contrepartie financière constituée des frais de dossier, des frais de déboisement le cas échéant, d'une redevance annuelle pour l'occupation du terrain et d'un intéressement annuel sur le volume d'activité réalisé.

- Les frais de dossier et de déboisement.** Les frais de dossier correspondent au temps passé par les services au moment de l'instruction du dossier. Les frais de déboisement correspondent au prix des arbres coupés calculés par l'ONF selon la valeur actuelle et selon la valeur d'avenir ;
- La redevance annuelle** pour l'occupation du terrain mis à disposition : elle est fixée sur la base des valeurs locatives locales pour des terrains similaires lorsqu'elles sont connues, ou d'une valeur fixée par l'ONF en fonction des caractéristiques du terrain mis à disposition prenant en compte son emplacement, la pression foncière et sa rareté. Cette redevance fait l'objet d'une facturation au 1<sup>er</sup> janvier pour l'année civile à venir (condition financière « à échoir »).
- L'intéressement annuelle** versé à l'ONF est établi selon :
  - o Un pourcentage au chiffre d'affaires réalisé l'année n-1 ;
  - o Un montant minimum garanti, quel que soit le chiffre d'affaires réalisé.

### 5.2. Montant de la condition financière

- §1. Les **frais de dossier** sont dus à la signature de la convention, quelles que soient les dates d'entrée et de sortie des lieux.
- §2. Les **frais de déboisement** sont dus à l'issue des travaux réalisés.
- §3. La **redevance annuelle** est calculée au *prorata temporis* des dates d'entrée et de sortie des lieux pour la première et dernière année.
- §4. L'**intéressement annuel** est calculé sans *prorata temporis*.

#### 5.2.2. Frais de dossier et de déboisement

<b>Frais de dossier :</b>	1 000 € HT (mille euros hors taxes) TVA = 20% soit 1200 € TTC (mille deux cents euros TTC)
<b>Frais pour déboisement :</b> Estimation de calcul transmise séparément	Non concerné

#### 5.2.3. Redevance liée à l'occupation du terrain – élément A

<b>Redevance annuelle :</b> Hors champ de T.V.A.	20 000€ (vingt mille euros)
---	-----------------------------

#### 5.2.4. Intéressement – élément B <sup>2</sup>

Pourcentage sur le chiffre d'affaires réalisé	XX % à la signature proposé par le Bénéficiaire (3 % minimum)
<b>B1 – Montant minimum garanti par an :</b> T.V.A. 20 %	Proposé par le Bénéficiaire dans sa réponse à appel à projets € (Minimum 3000 €)
<b>B2 – Calcul de l'intéressement</b>	% x CA (si > minimum garanti)
Pour la première année de la présente convention, l'intéressement est calculé sur le CA estimé dans le <i>business plan</i> de l'offre, et sera régularisé l'année suivante au vu du CA réel de l'exercice comptable définitif, soit :	Soit % x CA = XX €

### 5.3. Révisions

Conformément à l'article 13.3 des Conditions générales, les valeurs de la redevance annuelle et du minimum garanti sont révisées annuellement de +1,5%.  
Première révision à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

### 5.4. Garantie financière

La garantie financière est celle prévue à l'article 7.2 des Conditions générales, exigible à l'entrée dans les lieux, et correspond à une année pleine de la redevance annuelle.

### 5.5. Communication du volume d'activité réalisé

#### 5.5.1. Obligation de communication du chiffre d'affaires

- §1. En complément de l'article 13.2 §2 des Conditions générales, le Bénéficiaire s'engage à communiquer à l'ONF, de bonne foi, volontairement et sans délai, toutes informations de nature à modifier l'intéressement de la redevance annuelle.
- §2. L'absence de communication spontanée dans le délai raisonnable utile pour actualiser l'intéressement entraînera automatiquement, après une mise en demeure restée infructueuse, l'application d'une pénalité (Annexe 7).

#### 5.5.2. Présentation du chiffre d'affaires

- §1. Le chiffre d'affaires rassemble toutes les recettes réalisées sur le site et grâce au site durant la période comptable.

La période comptable du Bénéficiaire s'étend du : 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre

Afin de permettre de calculer l'assiette de la redevance annuelle, le Bénéficiaire s'engage à adresser à l'ONF :

- La **déclaration annuelle du chiffre d'affaires** total net HT de la période comptable n-1 certifiée par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes. La déclaration fera état du chiffre d'affaires total net HT correspondant aux recettes de toutes natures réalisées par le Bénéficiaire et ses sous-locataires autorisés par l'ONF sur le site, y compris le montant des autorisations saisonnières ou activités annexes du camping, constatées au cours de la période comptable n-1. Ce montant est diminué des commissions versées aux tour-opérateurs, aux agences de voyages ainsi que des coûts matières et achats vivres liés aux activités annexes identifiées ;
- Le **compte de résultat**, le bilan comptable, le solde intermédiaire de gestion (SIG) ;
- Un **suivi détaillé du chiffre d'affaires** sera fourni par nature d'activités.

Les documents sont à remettre à l'ONF au plus tard le : 15 avril de chaque année  
1<sup>er</sup> décembre pour la dernière année de la convention

- §2. Conformément à l'article 13.2§2 des Conditions générales, le Bénéficiaire s'engage à conserver pendant quatre ans ses registres de comptabilité et à les mettre à la disposition de l'ONF, ainsi qu'à faciliter toutes les vérifications jugées nécessaires.

## Article 6 - Modalités de paiement

- §1. L'ONF percevra une redevance annuelle, à terme à échoir, par année civile, au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année civile.

Les factures seront adressées au Bénéficiaire à l'adresse suivante :

Date de facturation des frais :	<b>À la signature de la convention</b>	
Date de facturation de la redevance liée à l'occupation du terrain – élément A :	A la signature puis : 1 terme soit 100 % au 1 <sup>er</sup> janvier	
Date prévisionnelle de facturation liée à l'intéressement :	Minimum garanti – élément B1 :	1 <sup>er</sup> juin
	Intéressement %CA année N-1 – élément B2 :	1 <sup>er</sup> octobre 15 décembre 2040 pour la dernière année du contrat*
Délais de paiement :	<b>30 jours</b>	

<sup>2</sup> L'intéressement est égal au pourcentage du chiffre d'affaires ne pouvant être inférieur au minimum garanti.



§2. Le retard de paiement de la redevance donnera lieu à l'application de pénalités de retard (annexe 7).

\*Le chiffre d'affaires de la dernière année du contrat sera transmis avant le 1<sup>er</sup> décembre de cette même année. A défaut de transmission, l'ONF utilisera le dernier chiffre d'affaires connu.

## Article 7 - Travaux, entretien et suivi sur le terrain

Le Bénéficiaire s'engage à respecter les prescriptions du cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF) disponible sur [www.onf.fr](http://www.onf.fr).

### 7.1. Connaissance des lieux par le Bénéficiaire

Le Bénéficiaire affirme avoir pris connaissance des lieux dans les conditions décrites à l'article 7.3. des Conditions générales.

### 7.2. Travaux autorisés

§1. Conformément à l'article 3.7.3 de la présente convention, le Bénéficiaire a présenté un « plan de gestion durable du camping » qu'il s'engage à mettre en œuvre. L'ONF autorise les travaux nécessaires à la mise en œuvre de ce « plan de gestion durable », réputé compatible avec les engagements sylvicoles, paysagers et environnementaux de l'ONF sur le site.

§2. Les bâtiments présents sur le site devront être affectés exclusivement à l'activité de. Toute autre affectation est interdite. En particulier, les bâtiments ne pourront pas être affectés au logement permanent du Bénéficiaire, des exploitants de campings et de leurs préposés.

§3. Le Bénéficiaire a la qualité de maître d'ouvrage pour les travaux à réaliser sur les bâtiments, les équipements et agencements du terrain objet de la présente convention, tels que prévus au sein du « Plan de gestion durable ».

§4. De manière exceptionnelle, l'ONF pourra refuser les travaux prévus au « Plan de gestion durable » si leurs modalités de réalisation ne sont pas compatibles avec les engagements de l'ONF.

### 7.3. Mise en œuvre des travaux autorisés

§1. Le Bénéficiaire engage les travaux prévus au « Plan de gestion durable » au rythme prévu dans ce document.

§2. L'ensemble de ce programme de travaux est réalisé à ses frais, risques et périls exclusifs.

§3. Le bénéficiaire fera son affaire de l'obtention de toutes les autorisations préalables émanant des administrations ou des tiers, nécessaires à la réalisation de ces travaux ou à l'exploitation de l'activité de camping.

§4. Le Bénéficiaire s'engage à entretenir et à procéder à toutes réparations et travaux d'entretien du terrain objet de la présente convention et des ouvrages et installations qui y sont présents.

§5. En cours d'exécution de la convention, toute construction, aménagement ou démolition non prévus au « Plan de gestion durable » devra être autorisée par écrit par l'ONF avant tout commencement d'exécution. La réalisation de tels travaux fera l'objet de la conclusion d'un avenant à la présente convention.

§6. Si les travaux réalisés ne sont pas conformes aux plans et descriptions fournis par le Bénéficiaire, ou si le délai de réalisation n'est pas respecté, le Bénéficiaire sera redevable de plein droit de la pénalité contractuelle fixée en Annexe 7.

§7. La non-conformité des travaux aux plans et descriptions, et le non-respect du délai pourra entraîner la résiliation de la convention par l'ONF dans les conditions de l'article 21.3 des Conditions générales, après mise en demeure restée infructueuse.

### 7.4. Débroussaillage, DFCI

Le Bénéficiaire de la présente convention est impérativement tenu de réaliser les travaux DFCI dans l'hypothèse où il existe une servitude légale de débroussaillage s'appliquant :

- Soit en vertu d'un arrêté préfectoral ou municipal à raison des ouvrages mis à disposition de l'occupant ou créés par celui-ci ou à raison des activités qu'il exerce (art L 131-11 CF) ;
- Soit à raison d'un plan de prévention des risques (art L 131-18 et L 134-5 CF) ;
- Soit en vertu de l'article 134-6 CF applicable aux territoires classés à risque d'incendie (art L 132-1 CF) et aux départements mentionnés à l'article L 133-1 CF où les bois et forêts sont particulièrement exposés au risque d'incendie, il appartient au Bénéficiaire de satisfaire à ses frais au respect des obligations légales de débroussaillage ainsi prévues.

### 7.5. Visite et contrôle

Les agents de l'ONF pourront pénétrer sur les terrains objet de la convention et dans les locaux pour contrôler la bonne exécution des conditions de la convention, sous réserve d'en avoir préalablement informé le Bénéficiaire.

#### 7.5.1. Audit

§1. L'ONF pourra à tous moments organiser une visite d'audit du site et pourra être accompagné d'experts compétents.

§2. Le Bénéficiaire sera informé du passage des auditeurs par courrier **au plus tard 15 jours avant l'audit**.

### 7.6. Inexécution des travaux à la charge du Bénéficiaire

§1. Le Bénéficiaire est tenu de procéder aux travaux prévus au sein de la présente convention.

§2. Conformément à l'article 11.8 des Conditions générales, le Bénéficiaire est tenu de procéder aux éventuels travaux rendus nécessaires pour le respect des réglementations applicables au terrain et à l'activité objet de la présente convention.

§3. Le Bénéficiaire encourt la mise en œuvre des pénalités contractuelles en Annexe 7 en cas d'inexécution des travaux qu'il est tenu d'effectuer.

### 7.7. Remise en état du site

L'état des lieux de sortie et la remise en état du site se fera conformément à l'article 15 des Conditions générales.

## Article 8 - Sous-occupation

### 8.1. Contrats d'occupation saisonniers

Le Bénéficiaire a une obligation d'accueil des saisonniers  
(travaillant sur le camping ou dans la commune) :

OUI / NON

XX emplacements réservés aux saisonniers

### 8.2. Hébergements appartenant à un tiers

§1. Sous réserve de l'obtention de l'accord préalable écrit de l'ONF et des autorisations réglementaires nécessaires, le Bénéficiaire peut conclure annuellement avec des tiers des contrats saisonniers aux fins d'installer sur le terrain objet de la présente convention d'occupation et dans la limite définie en article 3.2.2 (Répartition des emplacements autorisés par l'ONF) :

- Des résidences mobiles de loisirs ;
- Des hébergements légers de loisirs ;
- De tentes ou des caravanes sur les emplacements nus.

§2. Le Bénéficiaire respectera et fera respecter à ses cocontractants le caractère saisonnier de ces contrats.

§3. La date d'expiration des contrats consentis par le Bénéficiaire ne pourra être postérieure à la date d'expiration de la présente convention.

§4. Ces contrats préciseront que les parties ont bien pris connaissance de l'ensemble des conditions de la présente convention. Un exemplaire du contrat type sera communiqué pour information à l'ONF.

### 8.3. Commerces saisonniers

§1. Sur le fondement de l'article 11.7 des Conditions générales, l'ONF autorise le Bénéficiaire à mettre à la disposition de ses clients, des produits et services de première nécessité. Dans ce cadre, le Bénéficiaire est autorisé à conclure avec des tiers des contrats saisonniers pour l'exploitation de ces commerces.

§2. Une copie du contrat définitif, signé par les parties, sera communiquée pour information à l'ONF. Les recettes générées par ces activités entrent dans le calcul du chiffre d'affaires global du camping (art 5.5)

§3. Le Bénéficiaire peut, moyennant une notification écrite de sa demande auprès de l'ONF, adjoindre des activités connexes et complémentaires, à l'exception de toutes professions qui, par le bruit, les odeurs ou les émanations qui s'en dégageraient, seraient nuisibles ou désagréables.

§4. Ces activités complémentaires seront validées par avenant.

### 8.4. Responsabilité du Bénéficiaire vis-à-vis des contrats d'occupation saisonniers

§1. Le Bénéficiaire demeure seul responsable, vis-à-vis de l'ONF, de l'exécution de l'ensemble des obligations mises à sa charge par le présent contrat, y compris vis-à-vis des contrats mentionnés ci-dessus, sans que l'ONF soit tenu de mettre directement en cause, pour quelque raison que ce soit, les Bénéficiaires desdits contrats.

§2. Ces derniers n'auront pas davantage de droits que ceux que le Bénéficiaire tire de la présente convention, et ne pourront exciper d'aucun droit locatif opposable à l'ONF. Ils ne pourront donc pas bénéficier du statut du bail commercial.

### 8.5. Accueil des personnels de l'ONF

Les personnels de l'Office National des Forêts, pouvant justifier d'une assurance couvrant leur responsabilité civile seront admis gratuitement, hors taxe de séjour et hors consommables (eau, électricité, etc...) sur le terrain concédé au bénéficiaire dans la limite de **5 emplacements occupés simultanément**. Toutefois, si ces emplacements ne font pas l'objet d'une réservation préalable, qui sera d'un mois à l'avance pour juillet et août et d'une semaine à l'avance pour les autres mois, le bénéficiaire pourra en disposer librement.

## Article 9 - Références administratives et financières de l'ONF

Service de gestion :

Office National des Forêts  
Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine - Pôle Valorisation du Patrimoine  
15 boulevard Léon Bureau - CS 16237  
44262 NANTES CEDEX 2

Gestionnaire du contrat :

Mme Laetitia BOURQUARD  
Courriel : laetitia.bourquard@onf.fr  
Tel : 06.24.62.89.58

Responsable terrain :

Karl REMAUD  
Maison forestière de Bellevue - 27 rue de l'Océan - 85520 Jard sur Mer  
Tél : 06 11 18 12 49  
Courriel : karl.remaud@onf.fr

Les paiements sont à adresser  
à :

Office National des Forêts - Agence comptable secondaire  
15 boulevard Léon Bureau - CS 16237  
44262 NANTES Cedex 2

Coordonnées bancaires :

		<b>BRED BANQUE POPULAIRE</b>		<b>Relevé d'identité bancaire</b>	
83-ONF-ACS COA				Code banque <b>10107</b>	Code guichet <b>00118</b>
100 BOULEVARD DE LA SALLE BP 25 45760 BOIGNY SUR BIONNE				Code BIC <b>BREDFRPPXXX</b>	Clé <b>93</b>
				Numéro de compte <b>00816068513</b>	
				Domiciliation : <b>BRED PARIS AGENCE RAPEE</b>	
				<b>0820336118</b>	
				Numéro de compte bancaire international : <b>FR76 1010 7001 1800 8160 6851 393</b>	
<small>Toute utilisation frauduleuse de ce document est passible de sanctions. Ce document n'est à utiliser qu'après vérification par le bénéficiaire.</small>					

## Article 10 - Références administratives et financières du Bénéficiaire

Service de gestion :	
Service et adresse de facturation :	SIRET du Bénéficiaire à ajouter
Coordonnées de l'interlocuteur principal pour l'ONF :	Adresse : Messagerie électronique : Téléphone :
Pour les Bénéficiaires dématérialisés :	Code service : Code d'engagement : Durée de validité :
Commentaires :	En cas de modification des code service et/ou numéro d'engagement juridique, le Bénéficiaire fournira les nouvelles références au service de gestion de l'ONF dont les coordonnées sont précisées ci-dessus, minimum un mois avant la date de facturation

## Article 11 - Caractère personnel de la convention

- §1. La présente convention est accordée à titre personnel.
- §2. Le Bénéficiaire ne pourra céder à un tiers, ni la présente convention, ni les droits qui lui sont conférés sans l'autorisation expresse et préalable de l'ONF.
- §3. Le Bénéficiaire ne pourra pas céder les ouvrages, y compris par démembrement de la propriété, indivision, partage ou tout autre procédé ayant des effets équivalents.
- §4. Toute cession non autorisée des droits attachés à la présente convention et/ ou des ouvrages sans autorisation préalable de l'ONF donnera lieu à la résiliation du contrat dans les conditions de l'article 21.3 des Conditions générales.

## Article 12 - Pénalités

- §1. Tout manquement du Bénéficiaire à ses obligations contractuelles fera l'objet de plein droit, sans mise en demeure préalable, de l'application des pénalités fixées à l'annexe 7.
- §2. Les pénalités seront facturées au Bénéficiaire en sus de la redevance.
- §3. Les manquements sont constatés par les agents de l'ONF.
- §4. Les pénalités contractuelles ne font pas obstacle au paiement de dommages et intérêts dus en cas de dégradation des lieux et autres préjudices subis par l'ONF

## Article 13 - Résiliation de la convention

- §1. Eu égard à la spécificité de l'activité de camping, le délai de préavis de résiliation de la convention d'occupation est porté à douze mois par le Bénéficiaire avant la fin de chaque année d'occupation. Le Bénéficiaire doit demander la résiliation de la convention par lettre recommandée adressée à l'ONF.
- §2. L'ONF se réserve le droit de résilier la convention dans les conditions définies au sein de l'article 21 des Conditions générales.
- §3. Le Bénéficiaire sera tenu d'évacuer les lieux au jour de la date d'effet de la notification de la décision de résiliation. Passé ce délai, l'occupation sera considérée sans titre.

## Article 14 - Occupation sans titre et abandon des lieux

§1. Conformément à l'article 17 des Conditions générales, dans l'hypothèse où le Bénéficiaire se maintiendrait illégalement sur les terrains à l'expiration de sa convention d'occupation temporaire, l'occupation sans droit ni titre entraînera la facturation d'une indemnité d'occupation sans titre destinée à compenser la perte de jouissance des lieux par l'ONF et qui ne pourra jamais être inférieure au montant de la redevance qui aurait été due en cas d'occupation régulièrement autorisée par une convention.

§2. L'indemnité d'occupation sans titre facturée ne vaudra en aucun cas reconnaissance d'une autorisation ou d'un titre d'occupation.

Fait et passé, en 2 exemplaires originaux signés et paraphés, à ....., le .....(date apposée par l'ONF)

Pour le Bénéficiaire,

*Signature*

Pour l'ONF,

La Directrice Territoriale,

Johanne PERTHUISOT



# Annexe 1

## Conditions générales du 13 Décembre 2022

Les Conditions générales en vigueur à signature de la convention, paraphées et signées par le Bénéficiaire.



### ANNEXE 1 - CONDITIONS GENERALES APPLICABLES AUX CONVENTIONS D'OCCUPATION TEMPORAIRE (COT)

#### I - PRINCIPES GENERAUX

L'Office national des forêts (ONF) est un établissement public à caractère industriel et commercial sous tutelle de l'Etat assurée par les ministres chargés des forêts et de l'environnement. Définies de façon précise dans le Code forestier, ses missions sont de :

- Mettre en œuvre le régime forestier dans les bois et forêts de l'Etat et des collectivités (1er alinéa de l'article L221-2 du Code forestier) ;
- Gérer et équiper les forêts domaniales (2ème alinéa de l'article L221-2 et 1° de l'article D221-2 du Code forestier) ;
- Conduire des missions d'intérêt général pour le compte de l'Etat (article D221-4 du Code forestier) ;
- Réaliser des prestations de services pour le compte de personnes publiques ou privées en faveur des espaces naturels et des paysages (article L221-6 du Code forestier) ;
- Accomplir des activités particulières à des fins d'intérêt général qui lui sont imposées par l'Etat ou qu'il consent à accomplir à la demande d'autres personnes publiques (article D221-4 du Code forestier).

#### Article 1. Objet

Les présentes Conditions générales ont pour objet de déterminer les conditions applicables aux conventions d'occupation temporaire, consenties par l'ONF à un Bénéficiaire sur le Terrain situé en forêt domaniale (domaine privé de l'Etat), géré par l'Office national des forêts en vertu de l'article L221-2 du Code forestier.

#### Article 2. Terminologie

« Accès » désigne les pistes, chemins ou routes au sein de la forêt domaniale, à l'extérieur du Terrain. Les Accès sont identifiés géométriquement en annexe 2.

« Aménagement forestier » désigne le document qui définit les objectifs de gestion durable de la forêt et approuvé par arrêté ministériel (article L212-1 et 2 du Code forestier). Ce document s'impose à l'ONF et à tous les usagers de la forêt.

« Bâtiment » désigne les bâtiments propriétés de l'Etat ou de l'ONF, présents sur le Terrain. Les bâtiments sont décrits dans leur forme et implantation en annexe 2.

« Bénéficiaire » désigne la personne morale ou physique qui est autorisée par l'ONF à occuper le Terrain objet de la COT.

« Construction » désigne les édifices construits par le Bénéficiaire.

« COT » se réfère à la convention d'occupation temporaire, définissant les règles d'occupation et d'utilisation du Terrain situé sur le domaine privé de l'Etat conclu entre le Bénéficiaire et l'ONF.

« Equipements » désigne les infrastructures aménageant le site (voies d'accès, canalisations souterraines ou aériennes, réseaux d'alimentation en énergie...).

« Garantie financière » désigne le dépôt de garantie d'un montant équivalent à un an de Redevance, versé par le Bénéficiaire à l'ONF à la signature de la COT, pour garantir le financement de la remise en état des lieux en cas de mauvais entretien des lieux pendant la durée de la COT.

« Intéressement » désigne la somme versée à l'ONF par le Bénéficiaire au regard des bénéfices financiers réalisés par l'activité autorisée sur le Terrain objet de la COT.

« ONF » ou « Office » désignent l'Office national des forêts.

« Redevance » désigne la contrepartie financière due à l'ONF par le Bénéficiaire, pour la mise à disposition du Site dans le cadre de la COT.

« Site » désigne le Terrain et les Bâtiments, Constructions et Equipements.

« Terrain » désigne l'ensemble du périmètre foncier non bâti mis à disposition dans le cadre de la COT par l'ONF au Bénéficiaire.

« Déboisement » désigne l'exploitation des bois dans le cadre d'une vocation forestière maintenue à long terme.

#### Article 3. Eléments contractuels

##### 3.1. Généralités

Toute COT d'un Terrain et/ou d'un Site en forêt domaniale est régie :

- d'une part, par les présentes Conditions générales qui fixent au niveau national l'ensemble des principes contractuels communs à toutes les COT ;
- d'autre part, par des Conditions particulières.

##### 3.2. Les Conditions générales

Les Conditions générales sont approuvées par le Conseil d'administration conformément au 13° de l'article D222-7 du Code forestier et arrêtées par le Directeur général de l'ONF. Elles s'imposent au Bénéficiaire sans réserve.

##### 3.3. Les Conditions particulières

Les Conditions particulières répondent, cas par cas, aux spécificités de chaque activité prévue par la COT. Elles sont négociées localement et précisent au moins :

- l'identité et les coordonnées du Bénéficiaire de la COT ;
- le lieu d'exécution de la COT : identification de la forêt domaniale, de la ou des parcelles intéressées, surface objet de l'occupation ;
- la durée de la COT : si la COT ne prévoit pas de durée, il est prévu de convention expresse que la durée est fixée à un an, durée non renouvelable par tacite reconduction ;
- le montant initial de la Redevance ;
- les modalités de paiement : adresse et coordonnées de facturation de l'ONF.

Y sont annexées :

- Annexe 1 : Les Conditions générales en vigueur visées à l'article 3.2 ;
- Annexe 2 : La liste et la définition géométrique des terrains mis à disposition du Bénéficiaire par la COT : les plans avec le périmètre du Terrain ;
- Annexe 3 : Les conditions techniques particulières propres à l'occupation et à la gestion du Terrain ;
- Annexe 4 : Les états des lieux d'entrée et de sortie ;
- Annexe 5 : Les autorisations administratives ;

- Annexe 6 : Les travaux autorisés ;
- Annexe 7 : Les pénalités contractuelles.

#### 3.4. Hiérarchie contractuelle

En cas de contradiction entre les Conditions générales (annexe 1) et les Conditions particulières, les Conditions générales prévalent. En cas de contradiction entre les Conditions particulières et les Annexes 2 à 7, les Conditions particulières prévalent.

#### Article 4. Cadre juridique applicable aux forêts domaniales

##### 4.1. Code forestier et régime forestier

§ 1. Les forêts de l'Etat, confiées en gestion à l'ONF se voient appliquer le régime forestier (Livre II du Code forestier), régime juridique d'ordre public. L'ONF met en œuvre le régime forestier et assure la gestion durable et multifonctionnelle, l'équipement et l'exploitation des forêts domaniales, dans l'esprit et en conformité avec les principes de la politique forestière nationale, exposés notamment aux articles L121-1 et L121-4 du Code forestier.

§ 2. Dans ce cadre, chaque forêt domaniale est dotée d'un aménagement forestier qui constitue une garantie de gestion durable au sens de l'article L124-1 du Code forestier. Les objectifs fixés dans l'aménagement forestier prévalent sur toutes occupations et utilisations de la forêt domaniale. Celles-ci ne peuvent donc en aucun cas contrevenir ou remettre en cause les prescriptions de l'aménagement forestier.

§ 3. Certaines forêts domaniales situées au sein des départements d'Outre-mer ne se voient pas appliquer le régime forestier et en conséquence, ne sont pas dotées d'un aménagement forestier. Dans cette circonstance uniquement, les stipulations relatives à l'aménagement forestier présentes au sein des Conditions générales, ne trouvent pas à s'appliquer, sans que cela soit de nature à justifier une quelconque dérogation aux présentes Conditions générales.

##### 4.2. Primauté de la gestion durable forestière

La COT est accordée par l'ONF dans la mesure où l'activité envisagée s'intègre dans la gestion durable forestière, sans compromettre les objectifs fixés dans l'aménagement forestier et sans remettre en cause l'adhésion de l'Office à la certification de gestion forestière durable PEFC (« Program for the Endorsement of Forest Certification schemes ») ou FSC (Forest Stewardship Council®) évoquée à l'Article 5.

##### 4.3. Statut foncier spécial propre au domaine forestier de l'Etat

§ 1. Les forêts domaniales font partie du domaine privé de l'Etat. Leur gestion patrimoniale relève de la législation du Code civil.

§ 2. Les bois et forêts de l'Etat ne sont aliénables qu'en vertu d'une loi d'autorisation préalable ou dans le cadre d'une opération déclarée d'utilité publique, et sauf les cas de dérogation exceptionnellement susceptibles d'un accord de l'Etat dans le strict respect des conditions prévues à l'article L3211-5 du Code général de la propriété des personnes publiques. Toute aliénation du Terrain à des fins privées est donc exclue.

§ 3. Le Bénéficiaire ne peut bénéficier ni d'une appropriation du sol domanial, ni d'un droit réel sur la propriété forestière domaniale.

##### 4.4. Droit de propriété

§ 1. Le Bénéficiaire reconnaît le droit de propriété détenu par l'Etat sur le Terrain d'emprise concerné par sa COT. Il reconnaît ne disposer d'aucun droit réel sur ce Terrain et ne tenir de la COT qu'un droit personnel à occuper le Terrain.

§ 2. Le Bénéficiaire reconnaît de même que l'ONF est, au sens du 2ème alinéa de l'article L221-2 du Code forestier, gestionnaire légal du Terrain objet de la COT. Il reconnaît qu'à ce titre l'ONF a tous pouvoirs techniques et financiers pour administrer ce Terrain (article D221-2 du Code forestier) et que l'Office est donc son seul interlocuteur direct en charge de veiller au respect de la COT.

#### Article 5. Engagement environnemental

##### 5.1. Engagement de l'Office

Dans le cadre de la gestion durable des massifs forestiers qui lui sont confiés, l'ONF respecte les cahiers des charges PEFC ou FSC.

##### 5.2. Cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers

Les exigences correspondantes aux engagements PEFC de l'ONF sont, pour l'essentiel, retranscrites dans le Cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF) approuvé par le Conseil d'administration de l'Office (résolution n° 2019-16 du 28 novembre 2019). Ce document est mis à jour en fonction des évolutions du contexte réglementaire ou de la politique environnementale de l'ONF et est téléchargeable sur le site internet [www.onf.fr](http://www.onf.fr).

##### 5.3. Engagement du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à :

- prendre connaissance du CNPTSF et à en respecter les dispositions concernant plus particulièrement son occupation du Terrain,
- informer ses salariés, préposés, prestataires, ayants droit, etc. des prescriptions du CNPTSF et des prescriptions particulières éventuelles à respecter dans leurs interventions en forêt au titre de la COT.

#### Article 6. Situation du Bénéficiaire

Le fait pour l'ONF d'accorder une COT du sol forestier domanial ne préjuge en rien de la situation de son Bénéficiaire au regard des lois et règlements étrangers à l'objet de la COT, l'Office n'ayant aucun motif pour connaître de ces situations qui lui sont extérieures.

## II - DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

#### Article 7. Etat des lieux et entrée dans les lieux

##### 7.1. Obligation de réaliser un état des lieux d'entrée

§ 1. Il doit être procédé à un état des lieux avec le Bénéficiaire de la COT avant toute prise effective de possession du Terrain et/ou Site par le Bénéficiaire.

§ 2. Les modalités de réalisation de l'état des lieux sont définies en Annexe 4.

§ 3. Dans les seuls cas où le Terrain ne contient pas d'immeubles bâtis ou si l'activité n'implique pas des constructions, ouvrages, infrastructures, etc., l'ONF peut se limiter à un descriptif sommaire des lieux et inviter le Bénéficiaire à prendre possession des lieux sans autre formalité. Il appartient alors au Bénéficiaire d'alerter l'ONF par courrier dans les dix jours suivant son entrée dans les lieux s'il constate une situation



quelconque qu'il estime non conforme au descriptif fourni par l'ONF. À défaut, il est réputé acquiescer à ce descriptif.

- § 4. Si pour un motif quelconque l'ONF ne semble pas en mesure d'organiser l'état des lieux, le Bénéficiaire est fondé, pour ne pas retarder son entrée en jouissance du terrain, à recourir à ses frais à un huissier de justice pour y faire procéder. Le Bénéficiaire prend alors soin d'adresser, par courrier recommandé avec avis de réception à l'ONF, un exemplaire de l'acte établi par l'huissier.

## 7.2. Dépôt de garantie

A la signature de la COT, et excepté le cas où les Conditions particulières prévoient un autre type de garantie, le Bénéficiaire verse un dépôt de garantie équivalent à une année de la Redevance annuelle fixe hors taxes. Cette somme est restituée au Bénéficiaire après état des lieux de sortie et restitution du Terrain tel que prévu à l'article 16 des Conditions générales.

## 7.3. Déclaration

Le Bénéficiaire déclare avoir pris connaissance des lieux et les connaître parfaitement. Il reconnaît les prendre dans l'état dans lequel ils se trouvent lors de la prise de possession, sans pouvoir élever ultérieurement une quelconque protestation ou réclamation pour quelques motifs que ce soit se rapportant à la nature du sol, du sous-sol, des peuplements forestiers, de l'environnement et des bâtiments ou constructions qui s'y trouvent.

# Article 8. Délimitation du Terrain objet de la COT

## 8.1. Obligation

Il appartient à l'ONF, avant toute entrée du Bénéficiaire en jouissance des lieux, d'identifier et de matérialiser la délimitation du Terrain concerné, par un piquetage sommaire.

## 8.2. Définition du terrain

Le périmètre géométrique du Terrain est précisé dans l'Annexe 2 des Conditions particulières de la COT.

## 8.3. Délimitation physique du terrain

§ 1. La délimitation physique du Terrain est à la charge du Bénéficiaire. Elle est réalisée *a minima* par un piquetage peint permettant une identification claire des points singuliers du périmètre concédé et ceci pendant toute la durée de la COT.

§ 2. Lorsqu'un bornage du Terrain a été réalisé, les bornes géodésiques figurent sur le plan de l'Annexe 2.

## 8.4. Entretien des limites du terrain

§ 1. Le Bénéficiaire est tenu d'entretenir régulièrement le périmètre de manière à maintenir visible sur le Terrain le dispositif matérialisant l'emplacement du périmètre (la délimitation physique).

§ 2. En cas de carence de sa part, et après une mise en demeure, par Lettre recommandée avec avis de réception (LRAR), restée infructueuse à l'issue du délai imparti, l'ONF peut procéder ou faire procéder, aux frais du Bénéficiaire, aux travaux d'entretien et de nettoyage du périmètre.

# Article 9. Respect des peuplements forestiers

## 9.1. Cas général

L'ONF exploite librement les arbres dans le cadre de l'aménagement forestier, lorsque ce dernier est en vigueur sur le Terrain mis à disposition dans le cadre de la COT.

## 9.2. Intervention sur les peuplements

Le Bénéficiaire ne dispose d'aucun droit à disposer des arbres, arbustes, *« morts-bois »*, buissons composant le milieu naturel forestier sis dans le périmètre du Terrain objet de la COT, l'ONF disposant seul à la fois en sa qualité de gestionnaire légal, et au titre du régime forestier, du pouvoir d'intervenir sur les peuplements.

## 9.3. Coupes d'arbres ponctuelles - Travaux d'exploitation ponctuels

§ 1. Les coupes d'arbres sont à la charge soit de l'ONF soit du Bénéficiaire, selon la valeur marchande des bois.

§ 2. L'estimation de la valeur marchande des bois est faite par l'ONF dans le cadre de l'aménagement forestier au moment de la reconnaissance et du marquage des bois.

§ 3. Si les bois ont une valeur marchande, ils sont vendus par l'ONF à son profit.

§ 4. Si les bois n'ont pas de valeur marchande, ils peuvent être cédés par l'ONF au Bénéficiaire. L'exploitation est alors à la charge de ce dernier. Dans ce cas, les bois doivent être enlevés dans un délai de deux mois après le marquage des bois par l'ONF.

§ 5. Lorsque le Terrain mis à disposition dans le cadre de la COT ne relève pas du régime forestier et ne fait pas l'objet à ce titre d'un document d'aménagement, les Parties peuvent organiser au sein des Conditions particulières, les modalités relatives aux coupes d'arbres ponctuelles et à l'exploitation des bois.

## 9.4. Cas particulier de danger imminent

§ 1. Le Bénéficiaire est responsable du Terrain et/ou Site qui est mis à sa disposition. En ce sens, dans le cas de danger imminent pour les personnes et les biens, le Bénéficiaire peut réaliser les travaux de mise en sécurité en prenant toutes les précautions qui s'imposent pendant les travaux. Le cocontractant en informe rapidement l'ONF.

§ 2. Le Bénéficiaire est tenu d'informer l'ONF sans délai s'il constate un danger grave et imminent aux abords du périmètre du Terrain et/ou Site qui menacerait son activité, ses équipements ou les personnes amenées à être présentes sur le Terrain et/ou Site.

## 9.5. Déboisement - Respect des semis et régénérations

§ 1. La conservation des peuplements forestiers et leur renouvellement constituant un des objectifs essentiels de la gestion forestière durable dont l'ONF est le garant, le Bénéficiaire s'interdit impérativement toute intervention dans les peuplements forestiers ayant pour effet de supprimer, endommager, détruire, même à une échelle modeste, les peuplements et les jeunes plants (parcelles en régénération).

§ 2. Toute intervention de sa part pouvant produire un impact sur les peuplements et régénérations ne peut s'opérer que sur accord écrit préalable de l'ONF et dans le respect des prescriptions dont l'Office a pu assortir son autorisation. Le Bénéficiaire doit informer au moins deux semaines à l'avance l'ONF de la date du début du chantier autorisé, ceci pour permettre à l'Office, s'il le souhaite, de venir contrôler le déroulement des travaux.

§ 3. Il appartient à l'ONF d'opérer un constat des lieux en fin de chantier pour s'assurer de la bonne exécution des travaux.

## 9.6. Plantations

§ 1. Toute plantation d'arbres, arbustes, végétaux divers est interdite sans l'accord préalable de l'ONF.

§ 2. En cas de plantations réalisées sans l'accord de l'ONF, celui-ci peut – après mise en demeure (LRAR) restée sans effet à l'expiration du délai accordé – procéder à leur suppression aux frais du Bénéficiaire.

## 9.7. Elagage de branches

L'ONF et le Bénéficiaire peuvent convenir au sein des Conditions particulières, des modalités techniques et financières de l'élagage des branches d'arbres présents sur le Terrain objet de la COT.

# Article 10. Obligations de l'ONF

## 10.1. Garantie de la libre jouissance des lieux par le Bénéficiaire

§ 1. L'ONF gestionnaire légal de la forêt domaniale pour le compte de l'Etat, s'engage à ne porter aucun trouble à la libre jouissance des lieux par le Bénéficiaire de la COT. Sont exclus de la jouissance des lieux les droits de chasse et de pêche.

§ 2. Toutefois, en cas d'impératif lié à des enjeux forestiers particuliers (mesures de prévention contre des périls sanitaires, lutte contre le feu, remise en état des lieux et reboisements après aléas climatiques ou incendie de forêt, etc...), l'ONF est fondé à procéder sur le Terrain à tous travaux utiles et nécessaires de traitement phytopharmaceutique, nettoyage, débroussaillage, élagage, abattage, préparation des sols et semis ou plantations etc., sans que le cocontractant puisse prétendre à indemnité à raison d'éventuels troubles de jouissance des lieux qu'il aurait subis à cette occasion.

§ 3. En dehors de l'hypothèse prévue à l'article 10.1. § 2, toute intervention de l'ONF au titre de la gestion et de l'exploitation courante du domaine forestier s'effectue dans le respect des droits du Bénéficiaire. Celui-ci est prévenu au moins deux semaines à l'avance de tout chantier que l'ONF entend effectuer, ceci de manière à lui permettre de prendre toutes dispositions utiles.

§ 4. Le Bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnité dès lors que les troubles éventuels causés à l'occasion de ces travaux n'excèdent pas ceux qui résultent normalement d'un chantier forestier mené dans les règles de l'art.

## 10.2. Information du Bénéficiaire en cas de transfert de propriété

§ 1. En cas de mutation foncière entraînant transfert du droit de propriété de l'Etat sur tout ou partie du Terrain objet de la COT, celle-ci prend fin de plein droit au jour de la signature de l'acte de cession sans indemnité due, ni par l'Etat, ni par l'ONF.

§ 2. L'ONF s'engage à informer son cocontractant du projet de mutation foncière lorsqu'il en est informé, au moins six mois avant la signature de l'acte, de manière à donner au Bénéficiaire un délai suffisant pour opérer son retrait des lieux.

## 10.3. Données à caractère personnel

§ 1. Conformément au règlement général relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD) entré en vigueur au sein de l'Union européenne le 25 mai 2018, les informations à caractère personnel fournies par le Bénéficiaire dans le cadre de l'exécution de la COT sont traitées par les personnels habilités de l'ONF, ainsi que par ses éventuels sous-traitants et ne donnent lieu à aucune autre utilisation sans son autorisation.

§ 2. Les données personnelles ne sont conservées que pour une durée strictement nécessaire à l'exécution de la COT et aux contraintes légales et réglementaires en vigueur.

§ 3. À tout moment, le Bénéficiaire ou son représentant personne physique, a la possibilité de demander à l'ONF l'accès, la rectification, l'effacement ou la portabilité de ses données. Celui-ci a également la possibilité de demander la limitation du traitement ou de s'opposer à celui-ci.

§ 4. Le Bénéficiaire peut exercer ces droits en s'adressant au responsable de traitement à l'adresse postale ou à l'adresse de la messagerie électronique mentionnée ci-après, en joignant un justificatif de son identité valide : le Directeur général, 2 bis avenue du Général Leclerc, 94704 Maisons - Alfort CS 30 042 ou le délégué à la protection des données personnelles : [dpo@onf.fr](mailto:dpo@onf.fr).

§ 5. En cas de réclamation, ou pour plus d'informations, le Bénéficiaire peut contacter la Commission nationale informatique et liberté en se rendant sur son site internet : [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

# Article 11. Obligations du Bénéficiaire

## 11.1. Caractère personnel de la COT

§ 1. La COT est accordée à titre personnel.

§ 2. Le Bénéficiaire ne peut céder ou louer à un tiers, ni la COT, ni les droits qui lui sont conférés sans l'autorisation expresse et préalable de l'ONF prévue au sein des Conditions particulières.

§ 3. La COT ne peut faire l'objet d'une cession par le biais d'un apport en société.

## 11.2. Propriété des constructions et équipements

§ 1. Le Bénéficiaire est propriétaire pendant la durée de la COT, de toute Construction qu'il édifierait sur le Terrain objet de la COT, et de tout Equipement qu'il y installerait.

§ 2. Le Bénéficiaire ne peut pas céder les Bâtiments, Constructions et Equipements, y compris par démembrement de la propriété, indivision, partage ou tout autre procédé ayant des effets équivalents.

## 11.3. Apport ou allumage de feu

Sauf disposition contraire dans les Conditions particulières, l'allumage ou l'apport de feu sur le Terrain objet de la COT est rigoureusement interdit.

## 11.4. Sécurité incendie / DFCI

§ 1. Le Bénéficiaire de la COT est impérativement tenu de réaliser les travaux de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI) dans l'hypothèse où il existe une servitude légale de débroussaillage s'appliquant :

- soit en vertu d'un arrêté préfectoral ou municipal à raison du Terrain mis à disposition du Bénéficiaire ou des Constructions édifiées par celui-ci ou à raison des activités qu'il exerce (article L131-11 du Code forestier),
- soit à raison d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles en matière d'incendies de forêt (articles L131-18 et L134-5 du Code forestier),
- soit en vertu de l'article L134-6 du Code forestier applicable aux territoires classés à risque d'incendie (article L132-1 du Code forestier) et aux départements et régions mentionnés à l'article L133-1 du Code forestier ou les bois et forêts sont particulièrement exposés au risque d'incendie,

§ 2. Il appartient au Bénéficiaire de satisfaire à ses frais au respect des obligations légales de débroussaillage ainsi prévues.

## 11.5. Modification des lieux

§ 1. Sauf clause particulière contraire, le Bénéficiaire ne peut entreprendre des travaux de nature à modifier l'état des lieux tels que la création d'une aire de stationnement, l'implantation de canalisation aérienne ou souterraine, la création d'ouvrage bétonné,



l'implantation d'abri démontable, la pose d'une clôture et d'une manière générale toutes constructions ayant un impact sur l'aspect du Site ou la nature des sols, sans avoir obtenu au préalable l'accord exprès de l'ONF, quand bien même il aurait obtenu les autorisations administratives nécessaires.

- § 2. A cette fin, il est tenu de l'informer par écrit (LRAR) au moins deux mois avant le début des travaux projetés.
- § 3. Il appartient à l'ONF, en sa qualité de gestionnaire du domaine privé forestier, représentant légal de l'Etat propriétaire, de faire connaître par écrit (LRAR) dans les six semaines qui suivent la réception de cette information, à son cocontractant son acceptation, son refus ou toute demande de précision sur les travaux projetés. Le silence de l'Office à l'issue des six semaines vaut refus.
- § 4. L'ONF peut assortir son autorisation de certaines Conditions particulières précisées à l'annexe 3 visant à assurer la protection des peuplements, le respect du milieu naturel, une meilleure intégration des ouvrages dans ce milieu (notamment au plan paysager), la prévention des incendies, etc...
- § 5. L'ONF peut faire établir un état des lieux contradictoire avant le début du chantier et après son achèvement.
- § 6. L'autorisation donnée par l'ONF au titre de la gestion du domaine privé forestier de l'Etat ne préjuge en rien des déclarations d'intention, autorisations ou permis que le Bénéficiaire doit solliciter auprès des autorités publiques compétentes au titre d'autres législations (notamment Code de l'urbanisme et Code de l'environnement).

#### 11.6. Destruction d'ouvrage existant

Le Bénéficiaire ne peut en aucun cas procéder à la démolition d'ouvrages, bâtiments, hangars, abris, infrastructures, équipements préexistants à son entrée dans les lieux sans avoir obtenu l'accord écrit de l'ONF.

#### 11.7. Sous-location et co-location

Sauf s'il a obtenu l'accord écrit de l'ONF, le Bénéficiaire de la COT ne peut accorder à un tiers un droit à occuper les lieux, qu'il s'agisse d'une sous-location, colocation ou toute situation assimilable à une telle sous-location ou colocation.

#### 11.8. Réglementations non forestières

- § 1. Le Bénéficiaire a l'obligation de s'informer et de respecter les éventuels statuts et réglementations applicables au Terrain intéressé.
- § 2. Il appartient au Bénéficiaire de faire toutes démarches utiles auprès des autorités administratives compétentes pour s'informer des éventuels statuts (sites classés...) et réglementations susceptibles de s'appliquer sur le terrain concerné. L'ONF ne peut en aucun cas être tenu responsable d'une absence d'information sur ce type de sujets.
- § 3. La COT est accordée sous réserve que le Bénéficiaire procède aux déclarations et obtienne sous sa seule responsabilité les diverses autorisations de toutes nature résultant des réglementations applicables à l'usage de cette COT. Elle est réputée caduque si ces autorisations ne sont pas obtenues ou si elles sont retirées durablement.
- § 4. Le Bénéficiaire s'engage à respecter les diverses réglementations en vigueur. Il est responsable personnellement de leur observation. Il s'assure de leur respect auprès de tout intervenant le cas échéant.
- § 5. Les travaux qui pourraient être rendus nécessaires pour le respect de la réglementation sont réalisés par le Bénéficiaire, à ses frais et après accord de l'ONF.
- § 6. En cas de manifestations ou de rassemblements, le Bénéficiaire est tenu de présenter au préalable à l'ONF une notice de sécurité au format demandé par le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS).

#### 11.9. Entretien pendant la durée de la COT

- § 1. Le Bénéficiaire s'engage à maintenir les lieux, Bâtiments et installations mis à disposition et les rendre en fin de COT, en bon état d'entretien, de fonctionnement, de sécurité, de propreté et de réparation de toute nature, en accomplissant à temps toutes les réparations locatives et d'entretien, y compris celles prévues aux articles 606 et 1720 alinéa 2 du Code civil, ou définies par l'usage, y compris les grosses réparations et remises en état rendues nécessaires par les activités du Bénéficiaire, sans pouvoir réclamer aucune indemnité.
- § 2. En tout état de cause, l'ONF ne rembourse pas les travaux d'entretien réalisés par le Bénéficiaire ou ne prend pas en charge les éventuels coûts financiers liés à ces travaux.
- § 3. L'élagage de branches des arbres présents sur le terrain objet de la COT fait partie de l'entretien courant des lieux.

#### 11.10. Litiges avec les tiers

- § 1. L'activité du Bénéficiaire ne peut nuire aux usagers de la forêt.
- § 2. Le Bénéficiaire n'exerce aucun recours contre l'ONF du fait de tout éventuel litige ou réclamation émanant de tiers à la COT en ce compris des ayants droit de la forêt (acheteur de bois, locataire du droit de chasse, etc...). Il s'engage à garantir l'ONF de toute condamnation civile pouvant être prononcée contre lui du fait d'action engagée contre l'ONF en raison de la COT.
- § 3. Le Bénéficiaire déclare faire son affaire personnelle de tout litige et de toute contestation pouvant survenir avec des tiers se rapportant à l'exploitation de l'activité autorisée ou liée à l'implantation ou à l'entretien de ses Constructions et du Site mis à disposition.

### Article 12. Responsabilités de chaque partie

#### 12.1. Responsabilité civile du Bénéficiaire

- § 1. Le Bénéficiaire reconnaît être civilement et solidairement responsable de tous dommages corporels et matériels, directs et indirects, causés à l'Etat, à l'ONF ou aux tiers, de son fait ou du fait de ses préposés et salariés, à l'occasion de l'exercice des droits qu'il tient de la COT. Le Bénéficiaire est également responsable de tout dommage résultant de l'exercice de son activité.
- § 2. Le Bénéficiaire est responsable en qualité de gardien, au sens de l'article 1242 (1<sup>er</sup> alinéa) du Code civil, de tous ouvrages, infrastructures, biens meubles ou immeubles présents sur le Terrain mis à disposition dont il est propriétaire ou dont il a la détention, la maîtrise et l'usage soit dans un cadre contractuel soit de fait à quelque titre que ce soit.
- § 3. Le Bénéficiaire supporte seul toutes les conséquences des dommages que son activité pourrait générer aux tiers et aux usagers de la forêt.
- § 4. En cas de recours amiable ou contentieux exercé contre l'Etat ou l'ONF par des préposés, salariés, prestataires, fournisseurs du Bénéficiaire à raison de l'exercice de la COT, le Bénéficiaire s'engage à les garantir solidairement des condamnations qui pourraient être prononcées contre eux.

#### 12.2. Assurance responsabilité civile du Bénéficiaire

- § 1. Le Bénéficiaire est impérativement tenu de souscrire une assurance responsabilité civile qui couvre, pendant toute sa durée, l'ensemble des risques liés à l'exercice de la COT, notamment les risques d'incendie de forêt.
- § 2. L'attestation de police d'assurance établissant que le Bénéficiaire est garanti pour les risques précités est exigible par l'ONF au moment de la signature de la COT, et durant toute la durée de son exécution.
- § 3. L'ONF se réserve le droit de ne pas signer la COT en cas de non-présentation de l'attestation d'assurance.

#### 12.3. Responsabilité de l'Office

- § 1. En revanche, l'ONF reste gardien des peuplements forestiers, végétaux, ouvrages et infrastructures dédiés à la gestion forestière et à la protection de la forêt, ainsi que des rochers et pierres qui participent naturellement de la propriété forestière.
- § 2. En cas de préjudices causés au Bénéficiaire et à ses biens, à raison de chute d'arbre, de branche, pierre ou rocher etc., faisant naturellement partie de la propriété forestière domaniale, il est admis de convention expresse que, par dérogation au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1242 du Code civil, l'ONF ne peut voir sa responsabilité engagée qu'en cas de faute.
- § 3. L'ONF n'est en aucun cas responsable des éventuels différends ou litiges nés entre le Bénéficiaire de la COT dans ses relations avec les tiers.

#### 12.4. Dommages liés au fonctionnement des installations en lien avec l'activité

- § 1. Le Bénéficiaire est gardien des Bâtiments, Constructions, et Equipements pendant toute la durée de la COT au sens de l'article 1242 du Code civil.
- § 2. Le Bénéficiaire est donc responsable de tous les dommages directs ou indirects causés par l'existence ou le fonctionnement des installations visées à l'article 12.4§1 de la COT, présents sur le Terrain.

## III - CONDITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

### Article 13. Conditions financières

#### 13.1. Paiement d'une Redevance

- § 1. Le Terrain ou Site est mis à disposition du Bénéficiaire par l'ONF, en contrepartie d'une Redevance pour l'occupation du Terrain et d'un intéressement sur le volume d'activité commerciale réalisé.
- § 2. La Redevance pour l'occupation du Terrain mis à disposition est fixée par les services de l'ONF sur la base des valeurs locatives locales pour des terrains similaires lorsqu'elles sont connues, ou d'une valeur fixée par l'ONF en fonction des caractéristiques du Terrain mis à disposition prenant en compte son emplacement, la pression foncière et sa rareté.
- § 3. La Redevance annuelle est fixée dans les Conditions particulières.
- § 4. Sur la première et la dernière année, la Redevance est calculée au *pro rata temporis*. En cas de résiliation ou départ pendant la période de la COT, toute année commencée est due intégralement sauf dérogation inscrite aux Conditions particulières.
- § 5. La capitalisation des Redevances est interdite.
- § 6. La Redevance annuelle ne peut être inférieure à 400 €HT par COT, sauf si l'ONF a fixé un barème particulier propre à l'activité exercée sur le Terrain.

#### 13.2. Paiement d'un intéressement

- § 1. L'intéressement versé à l'ONF est établi selon :
- un pourcentage du chiffre d'affaires réalisé l'année n-1 ;
  - un montant minimum garanti, quel que soit le chiffre d'affaires réalisé.
- § 2. L'ONF se réserve le droit de demander au Bénéficiaire sans justification, les comptes certifiés de toutes les activités réalisées en relation directe et indirecte avec la COT, afin d'évaluer le bénéfice qui en est retiré par le Bénéficiaire et d'accorder la valeur de l'intéressement avec ce bénéfice.

#### 13.3. Révision de la Redevance

- § 1. En l'absence de clause de révision spécifique prévue aux Conditions particulières de la COT, les dispositions suivantes s'appliquent.
- § 2. La Redevance est augmentée tous les ans de +1,5%.
- § 3. La première révision a lieu le 1<sup>er</sup> janvier suivant la date du début de la COT.

#### 13.4. Frais administratifs complémentaires à la Redevance

- En plus de la Redevance, le Bénéficiaire doit verser :
- Les frais de dossier correspondant au temps passé par les services pour l'instruction du dossier. Leur montant ne peut être inférieur à 150 € HT, montant dû en une seule fois avant la signature de la COT, en plus de la Redevance annuelle. Ces frais peuvent être précisés au sein des Conditions particulières ;
  - Les frais de déboisement correspondant, le cas échéant, au prix des arbres coupés, et calculés par l'ONF.

#### 13.5. Frais de recherche d'adresse et de coordonnées du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à signaler par écrit à l'ONF sa nouvelle adresse ainsi que ses coordonnées pour le paiement dématérialisé le cas échéant et ce dans un délai maximum de deux mois après que le changement est intervenu. Passé ce délai de deux mois, l'ONF peut facturer des frais supplémentaires d'au moins 250 € hors taxes par COT, à titre de frais de recherche et d'administration.

#### 13.6. Modalités de paiement

- § 1. Les frais de dossier et les frais de Déboisement sont facturés à la signature de la COT.
- § 2. Le premier règlement de la redevance est effectué à la signature de la COT.
- § 3. La redevance et l'intéressement sont facturés ensuite au 1<sup>er</sup> janvier pour l'année civile à venir (condition financière « à échoir »), sauf stipulations contraires prévues aux Conditions particulières.

#### 13.7. Délai de paiement, pénalité de retard

- § 1. Le paiement doit être encaissé dans les 30 jours suivant la date d'émission de la facture, sauf si les Conditions particulières précisent une modalité de paiement différente.
- § 2. Passé le délai de 30 jours, les pénalités de retard sont applicables à hauteur de 5 % du montant facturé pour le premier mois de retard, 10 % du montant facturé pour le second mois de retard, avec un montant minimum de 50 €. Passé ce délai, la résiliation de la COT peut être prononcée par l'ONF pour faute du Bénéficiaire selon les dispositions de l'article 21.3 des Conditions générales.

#### 13.8. Taxes



- § 1. Le Bénéficiaire devra supporter la charge de tous les impôts auxquels sont ou pourraient être assujettis les activités, Constructions, aménagements et installations quelles qu'en soient l'importance et la nature et notamment :
- la taxe foncière sur les propriétés bâties ;
  - la taxe d'habitation ;
  - la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ;
  - les taxes éventuelles assises sur les activités développées à partir du Site mis à disposition.

§ 2. La taxe foncière sur le foncier non bâti est à la charge de l'ONF.

#### 13.9. TVA

Le cas échéant, la TVA en vigueur s'applique en fonction des caractéristiques du Terrain mis à disposition.

### Article 14. Enregistrement et publicité foncière

- § 1. La COT n'est pas soumise à la procédure de l'enregistrement.
- § 2. A la demande du Bénéficiaire et si la COT est d'une durée excédant douze ans, elle peut être passée en la forme authentique aux fins d'être publiée au fichier immobilier du service chargé de la publicité foncière territorialement compétent conformément au § b) du 1<sup>er</sup> de l'article 28 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière.
- § 3. La publication est faite à l'initiative du Bénéficiaire. Les frais de rédaction de l'acte authentique et de publicité foncière sont à la charge du Bénéficiaire de la COT.

## IV - LIBERATION DU TERRAIN OU SITE

### Article 15. Remise en état et état des lieux de sortie

#### 15.1. Obligation de remise en état

- § 1. Quel que soit le motif mettant fin à la COT, son Bénéficiaire est tenu de libérer et remettre en état les lieux, à ses frais, en détruisant les Constructions, Equipements, et toutes infrastructures établis par lui durant son occupation. L'évacuation des débris ou déchets restants est incluse dans l'obligation de remise en état par le Bénéficiaire.
- § 2. Les travaux nécessaires à la remise en état du Site sont à la charge du Bénéficiaire.
- § 3. Dans le cas où le Bénéficiaire n'aurait pas réalisé les travaux nécessaires à la remise en état du Site, l'ONF réalise les travaux d'office après présentation d'une facture prévisionnelle de travaux adressée au Bénéficiaire. Dans cette hypothèse, le dépôt de garantie est conservé en tout ou partie par l'ONF, sans préjudice des éventuelles pénalités applicables et prévues aux Conditions particulières.

#### 15.2. Etat des lieux de sortie

- § 1. Un état des lieux de sortie est réalisé au plus tard le jour de fin de la COT. L'ONF est présent ainsi que le Bénéficiaire.
- § 2. Une visite complète est réalisée afin de constater les écarts avec l'état des lieux d'entrée conformément à l'article 7.1 des présentes Conditions générales. Cet état des lieux de sortie est l'occasion de remettre tous les justificatifs de travaux réalisés.
- § 3. A l'issue de cet état des lieux, il peut être décidé par l'ONF la réalisation de travaux de remise en état à la charge du Bénéficiaire.
- § 4. A défaut d'état des lieux de sortie contradictoire ou d'état des lieux établi par un huissier à l'initiative du Bénéficiaire, le Bénéficiaire est considéré responsable des désordres constatés par l'ONF dans les trois mois qui suivent la libération des lieux.

### Article 16. Délais de remise en état des lieux

- § 1. Au moment de la remise en état des lieux, l'ONF peut choisir de conserver gratuitement les Constructions réalisées sur le site par le Bénéficiaire ou de demander la remise en état intégrale des lieux aux frais du Bénéficiaire.
- § 2. Au jour de l'expiration de la COT, les lieux doivent être remis en état. En cas de résiliation anticipée de la COT par rapport à la date prévue de son expiration, l'ONF fixe le délai accordé au Bénéficiaire pour la remise en état.
- § 3. Des pénalités de retard sont appliquées en cas de retard dans la remise en état et la restitution du Site.
- § 4. Au-delà du délai imparti au Bénéficiaire pour procéder à la remise en état du Site, le Bénéficiaire qui se maintient dans les lieux sans droit ni titre fait l'objet d'une procédure d'expulsion par la voie judiciaire. Une pénalité forfaitaire par jour de retard dans la restitution du Site, fixée aux Conditions particulières, est en outre appliquée sans mise en demeure.

### Article 17. Occupation sans titre et abandon des lieux

- § 1. L'« occupation sans titre » est caractérisée dès lors que l'occupant, qui ne peut se prévaloir d'une COT en cours de validité, ne détient pas de droit à occuper le Terrain.
- § 2. L'« occupation sans titre » rend l'occupant illégitime et redevable d'une pénalité d'occupation sans titre.
- § 3. La pénalité d'occupation sans titre est égale à un pourcentage du montant total annuel constitué du cumul de la redevance et de l'intéressement, facturé au titre de l'année précédente ou, à défaut, prévu au contrat. Cette pénalité est calculée *pro rata temporis* de la durée de l'occupation sans titre constatée. Elle est forfaitairement fixée à 130 % du montant total annuel durant les six premiers mois, puis à 200 % du même montant à partir du septième mois d'occupation illicite.
- § 4. Cette pénalité est indépendante de toute indemnité pouvant être due à raison d'un préjudice subi par l'ONF du fait de cette occupation sans titre.
- § 5. En cas d'« abandon des lieux » sans remise en état et nettoiement complet, l'ONF signifie par huissier à son ancien cocontractant le montant des travaux qu'il reste à accomplir et fixe un ultime délai pour qu'il y procède de lui-même. En cas d'inexécution à l'issue de ce délai, l'ONF y procède d'office aux frais de son ancien cocontractant.
- § 6. L'ancien cocontractant est tenu de s'acquitter du remboursement des frais ainsi avancés par l'ONF auxquels s'ajoute une pénalité contractuelle minimum de 3 000 euros.

### Article 18. Biens délaissés après la libération des lieux

- § 1. Le Bénéficiaire de la COT expirée ou résiliée est tenu d'enlever du Site tous les biens meubles lui appartenant lors de la libération des lieux.
- § 2. Si à l'expiration du mois qui suit la date à laquelle la COT a pris fin, le Bénéficiaire a quitté les lieux en y délaissant des biens et objets mobiliers tels que véhicule automobile, vélo ou cyclomoteur, abri démontable, outillages divers, etc., ces objets

et mobiliers sont expressément réputés abandonnés et sans maître, et l'ONF peut alors en disposer librement.

## V - TERME - SANCTIONS - LITIGES

### Article 19. Terme de la COT

- § 1. Sauf résiliation anticipée, la COT prend fin à son terme contractuel.
- § 2. Aucune reconduction tacite n'est possible.

### Article 20. Pénalités contractuelles

- § 1. Tout manquement du Bénéficiaire à ses obligations contractuelles fait l'objet de plein droit, de l'application des pénalités fixées à l'annexe 7 de la COT sans mise en demeure préalable.
- § 2. Les pénalités sont facturées au Bénéficiaire en sus de la redevance. Les manquements sont constatés par les agents de l'ONF.
- § 3. L'application de ces pénalités ne fait pas obstacle au paiement de dommages et intérêts que l'ONF est susceptible de réclamer au Bénéficiaire en cas de préjudices subis du fait de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de ses obligations contractuelles, ni à la capacité pour l'ONF de procéder à une résiliation-sanction de la COT dans les conditions prévues à l'article 21.3.

### Article 21. Résiliation

#### 21.1. Résiliation à l'initiative du Bénéficiaire

- § 1. Le Bénéficiaire peut décider à tout moment de mettre fin à la COT. Dans ce cas, il informe l'ONF de cette intention au moins six mois avant la date prévue de prise d'effet de la résiliation par LRAR.
- § 2. Le Bénéficiaire étant à l'initiative de la résiliation, il ne peut réclamer aucune indemnité quand bien même il prétendrait avoir réalisé récemment des investissements non encore amortis.
- § 3. Dans le cas où une procédure collective serait ouverte à l'encontre du Bénéficiaire et que ce dernier ou son représentant souhaiterait mettre fin à la COT, l'ONF et le Bénéficiaire ou son représentant peuvent s'accorder sur la date prévue pour son terme.

#### 21.2. Résiliation à l'initiative de l'Office

- § 1. En-dehors de toute faute imputable au Bénéficiaire, l'ONF peut résilier la COT avant son terme en respectant un préavis de six mois, signifié par LRAR si sa décision est motivée par un impératif sérieux lié à :
- un objectif nouveau de gestion durable forestière ;
  - la protection des milieux naturels et de la biodiversité ;
  - la prévention d'un risque naturel ;
  - l'accueil du public en forêt domaniale aux abords des terrains occupés.
- § 2. L'ONF peut également prononcer la résiliation de la COT de plein droit, sans mise en demeure préalable, dans les cas suivants :
- expiration ou retrait des autorisations administratives permettant au Bénéficiaire d'exercer son activité ;
  - ouverture d'une procédure collective à l'encontre du Bénéficiaire dans le respect des dispositions prévues au Code de commerce ;
  - aléas naturels tels qu'incendie de forêt, éboulement, inondation, glissement de terrain...

#### 21.3. Résiliation-sanction pour faute du Bénéficiaire

- § 1. La COT peut être résiliée par l'ONF pour faute du Bénéficiaire ou ses préposés ou salariés, prestataires, fournisseurs, après mise en demeure restée infructueuse, pour tout manquement à ses obligations contractuelles et notamment pour les motifs suivants :
- refus ou retard de paiement répété des Redevances et frais de dossier ;
  - exercice d'une activité non autorisée sur le Terrain ou le Site mis à disposition ;
  - réalisation de travaux d'implantation et de construction non conforme aux études de faisabilité validées par l'ONF ;
  - cession non autorisée des droits attachés à la COT et/ ou des ouvrages sans autorisation préalable de l'ONF ;
  - dommages causés au milieu forestier, notamment incendie de forêt.
- § 2. La résiliation pour faute est prononcée sans préjudice des éventuelles pénalités prévues aux Conditions particulières. L'ONF se réserve en outre le droit de solliciter la réparation de ses préjudices, notamment en cas de surcoûts induits par la résiliation pour faute de la COT.
- § 3. Indépendamment du motif de résiliation, les redevances sont dues jusqu'à la date de prises d'effet de la décision de résiliation de l'ONF. Par ailleurs, aucune indemnité ou dommages intérêts de quelque nature que ce soit, ne sont versés au Bénéficiaire en cas de résiliation pour les motifs prévus au présent article 21.3, quand bien même il prétendrait avoir réalisé des investissements non encore amortis.

### Article 22. Litiges – Compétence de juridiction

- § 1. Les contestations qui pourraient s'élever entre les parties au sujet de l'exécution ou de l'interprétation des Conditions de la COT font l'objet d'une tentative d'accord amiable.
- § 2. En cas d'échec, tout litige est porté devant la juridiction compétente du lieu de la situation des terrains faisant l'objet de la COT.
- § 3. Il est expressément souligné que le juge judiciaire est seul compétent lorsque le litige porte :
- sur le refus de l'ONF d'autoriser une modification des lieux ;
  - une destruction d'ouvrages anciens ;
  - un Déboisement, ces refus étant indissociables de la gestion du domaine privé forestier ;
  - sur une demande d'expulsion exercée après résiliation ou expiration de la COT, l'absence de tout titre d'occupation impliquant nécessairement la compétence du juge judiciaire pour occupation sans titre du domaine privé de l'Etat.

Les présentes Conditions générales prennent effet au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Elles ont été approuvées par la résolution n° 2022-25 du Conseil d'administration de l'ONF en date du 13 décembre 2022 et arrêtées par la Directrice générale le

43/44/2022 :

La Directrice Générale

Valérie METRICH HECQUET

4/4

paraphes : \_\_\_\_\_

Conditions générales applicables aux Conventions d'occupation temporaire en forêt domaniale – 1<sup>er</sup> janvier 2023

# Annexe 2

## Description du site

### Documents présentés

- Annexe 2.1 – Plan de situation du camping – Géoportail
- Annexe 2.2 – Plan de zonage PLU (<https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/>)
- Annexe 2.3 – Plan de délimitation du terrain (géomètre DPLG)
- Annexe 2.4 – Schéma d'implantation des emplacements, des bâtiments, des accès pompiers et des voies de circulation à l'intérieur du camping

### Date de réalisation du document

Juin 2025

Juin 2025

Juin 2025

Juin 2025

## Article 1 - Délimitation sur le terrain

### 1.1. Périmètre du terrain mis à disposition

§1. Le terrain mis à disposition est précisé à l'annexe 2 du présent contrat.

§2. Conformément à l'article 8 des Conditions générales, il est rappelé que la matérialisation physique de ce plan sur le terrain est à la charge du bénéficiaire.

§3. À tout moment, un plan de récolement rapportant la cohérence entre la matérialisation physique et le plan de délimitation (annexe 2) pourra être demandé au bénéficiaire. Ce plan, réalisé par un géomètre DPLG indépendant, sera à la charge du bénéficiaire.

### 1.2. Identification des emplacements sur le site

§1. La localisation des emplacements est présentée par le bénéficiaire sur un schéma (annexe 2.5).

§2. La matérialisation des emplacements est discrète (bornes au sol, piquets, galets...) et est réalisée par le Bénéficiaire. Pour mémoire, les haies séparatives sont à éviter au profit, le cas échéant, de bosquets paysagers.

## Article 2 - Plan de zonage

- « **Espace naturel** » désigne un espace non linéaire de 150 m<sup>2</sup> minimum d'un seul tenant, un espace de végétation naturelle et/ou de forêt gérée durablement, un espace matérialisé clairement sur le plan du site et sur le terrain (*plots, lisses basses, ganivelles ou autre*), un espace non campé et hors stationnement
- « **Espace équipé d'infrastructures** » désigne des terrains comprenant du bâti et des équipements, des infrastructures (voirie, aire de jeux, piscine, sanitaires, espaces verts artificiels...)
- « **Espace dédié aux emplacements** » constitue l'espace n'étant ni un « espace naturel », ni un « espace équipé d'infrastructure », et conservant le caractère du milieu naturel du site (forêt, dune, ...).

### Bilan surfacique

	Superficie (ha)	% surface totale
Espaces naturels :		%
Espaces équipés d'infrastructures (< 25%) :		%
Espaces dédiés aux emplacements :		%
Total :		100 %

Le bénéficiaire s'engage à renseigner ce tableau et à le transmettre à l'ONF au maximum 12 mois après la signature du contrat.

## Accès

### Nombre et désignation

Véhicules clients :	L'accès aux installations du Bénéficiaire se fera par la voirie existante, par la rue de la forêt de SAINT VINCENT SUR JARD, voie publique goudronnée ouverte à la circulation publique
Piétons :	0 portails
Secours / Pompiers :	1
Service :	0
Accès plage :	

## Article 3 - Inventaire des installations

§1. Le Bénéficiaire est autorisé à maintenir sur le terrain objet de la convention d'occupation temporaire, les installations présentes au moment de la signature. L'ensemble des installations inventoriées sont situées sur le schéma d'implantation (annexe 2.5). Les aménagements et équipements existants sont récapitulés ci-dessous.

§2. **Remarque** : L'état initial est défini par l'ONF selon trois niveaux visuels d'appréciation et ne présage en rien des rencontres fonctionnelles et sécuritaires des équipements et installations concernées :

- Ruine : l'équipement présente l'aspect visuel d'une ruine.
- Mauvais : l'équipement présente un aspect visuel dégradé.
- Bon : l'équipement paraît utilisable et fonctionnel et son aspect est satisfaisant.

### 3.1. Aménagement des espaces en plein air et en extérieur

	Superficie (m²) - facultatif	
<b>Espaces naturels :</b>		Nature des peuplements
Forêt :	1 ha 70 a	Couvert forestier au-dessus des emplacements
Végétation :	0	Pas d'espaces naturels protégés
	Superficie (m²) - facultatif	
<b>Cheminements :</b>		Nature du revêtement
Cheminements piétons :		
Routes bituminées :		Voirie principale en enrobé
Escaliers et rampes d'accès PMR :		Accès PMR bâtiments
<b>Aménagements pour véhicules :</b>		Nature du revêtement
Parking :	Environ 400 m2	Enrobé
Zone camping-car :		Aire de vidange avec dalle béton
Zone de lavage de voitures :		
<b>Terrains de détente :</b>		Nature du revêtement
Terrasse :		
Aire de pique-nique :		
Aire de barbecue :		
Terrains de sport + aire de jeux :		Terrain de pétanque en graves et aire de jeux bois sur terrain naturel
Piscine :		
<b>Infrastructures extérieures :</b>		Nature du revêtement
Containers poubelles et tri :	30 m2	Dalles amovibles et terrain naturel

### 3.2. Equipements et clôtures

<b>Clôtures :</b>	Linéaire - facultatif	Nature et localisation
Clôtures extérieures :	998 ml	Lisse bois et ganivelle bois
<b>Contrôle des accès au site :</b>	Nombre	Nature et localisation
Barrières :	1	Barrière automatique à l'entrée du site

Portails :	1	Issue de secours
Vidéo-surveillance :		
<b>Equipements ponctuels :</b>	Quantité / Situation	Nature et localisation
Extincteurs :		
Panneaux d'information ONF :		
Antenne télécom :	1	
Antenne WIFI (interne) :		
Autres :		

### 3.3. Bâtiments

La liste définitive et l'état des bâtiments et des surfaces sont présents dans le constat d'huissier.

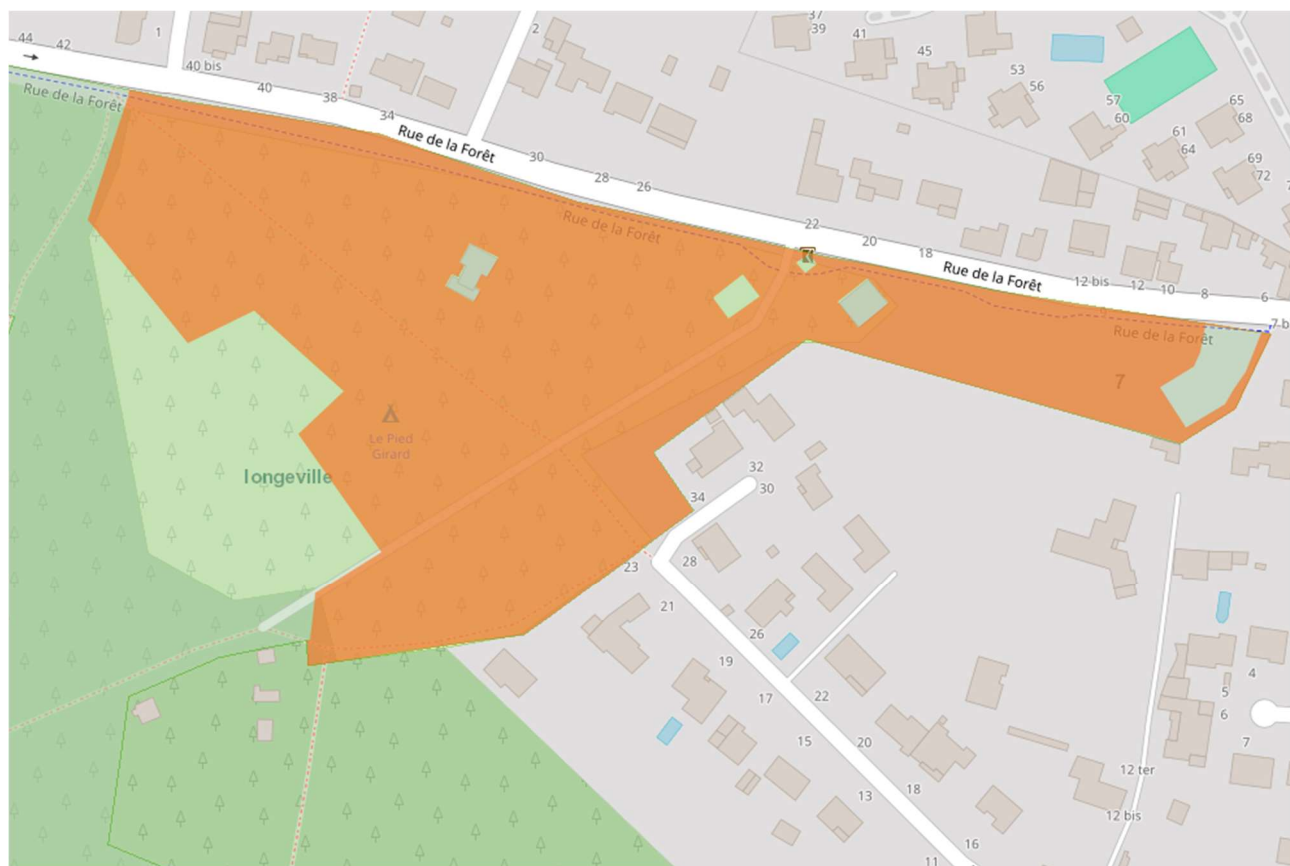
	Superficie (m²)	Localisation / commentaires
<b>Accueil :</b>		
Espace accueil :		
Logement de fonction :	119 m2	
2 espaces sanitaires :		
<b>Blocs sanitaires :</b>		
Bloc 1 :	131.50 m2	
Bloc 2 :		
<b>Garages et locaux techniques :</b>		
Local vélo :		
Chaufferie :		
<b>Total :</b>	250,50 m2	

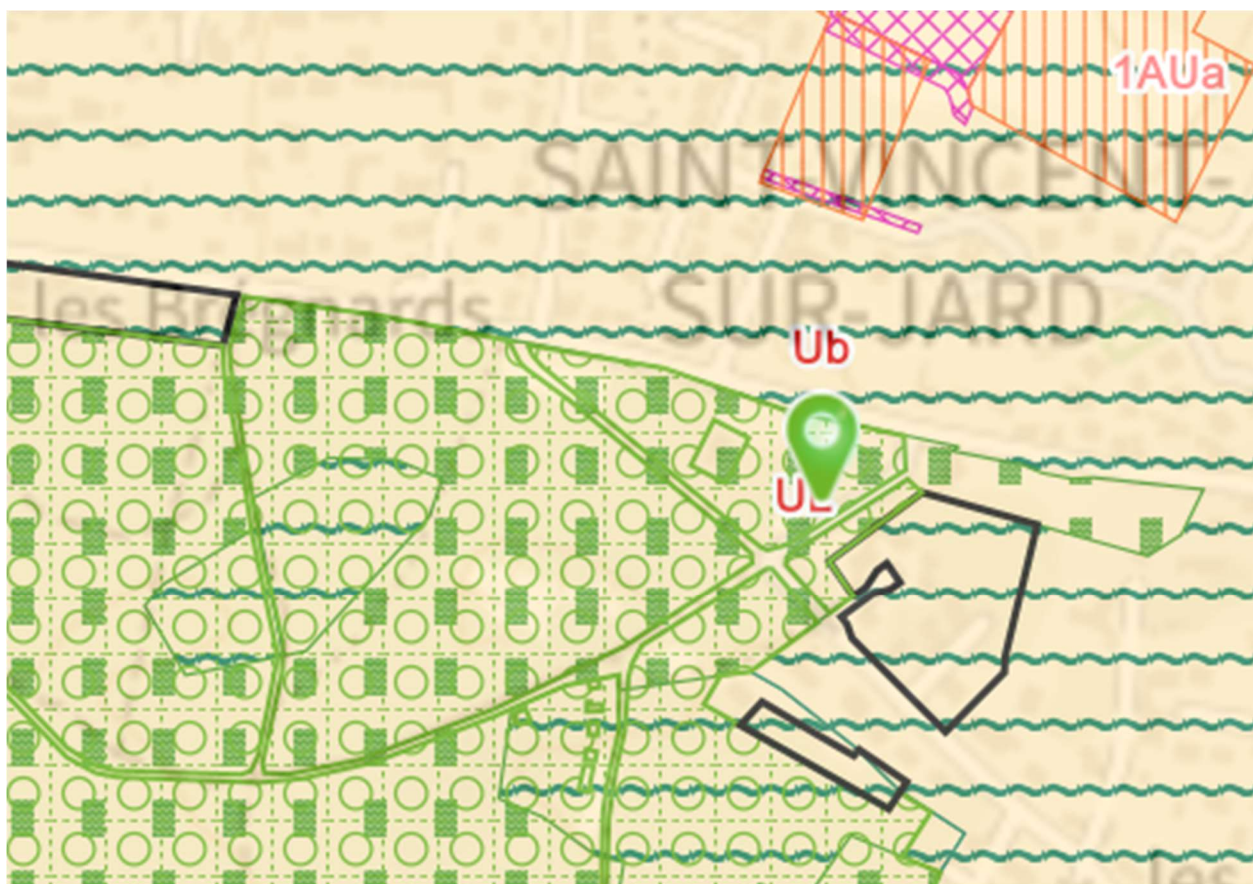






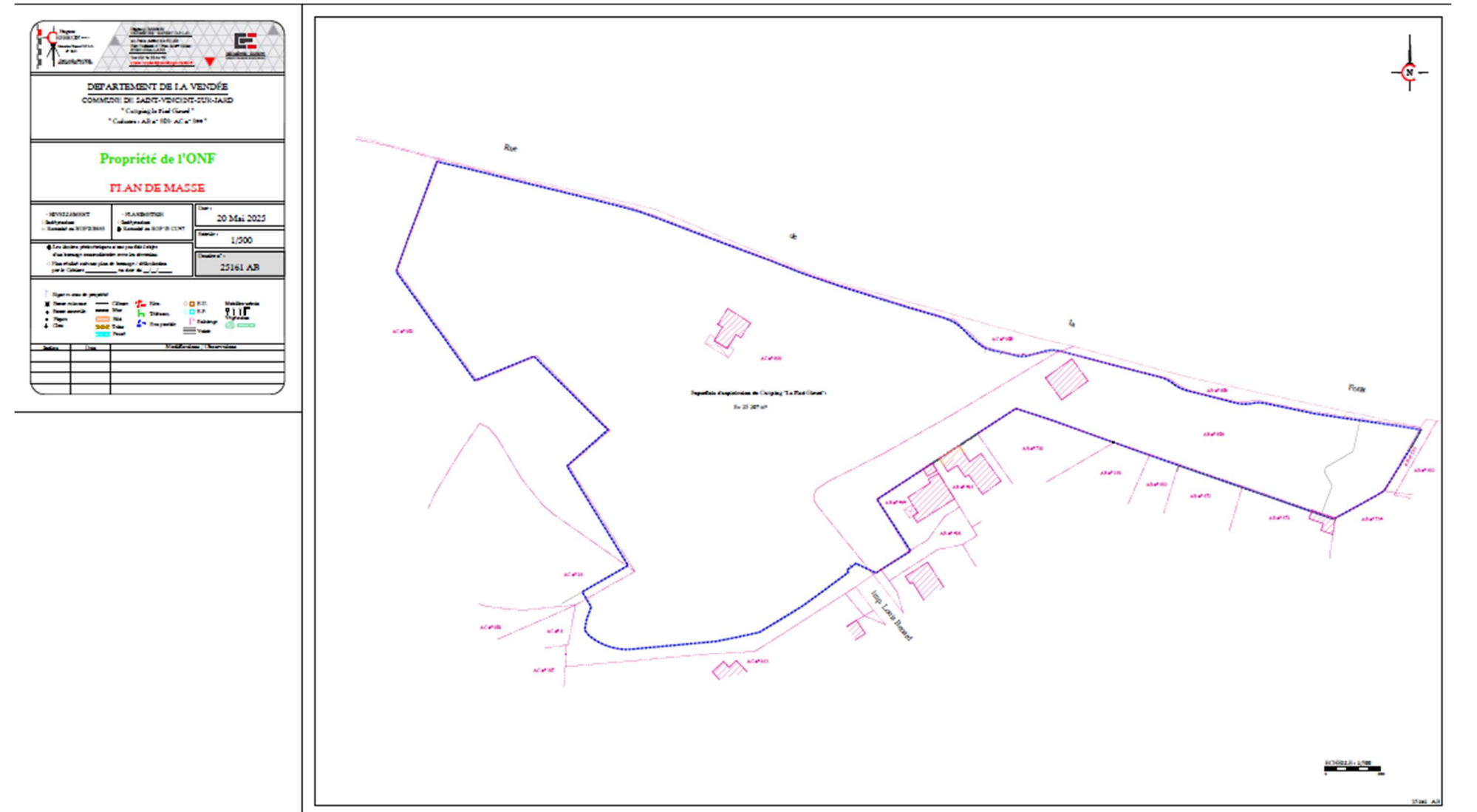




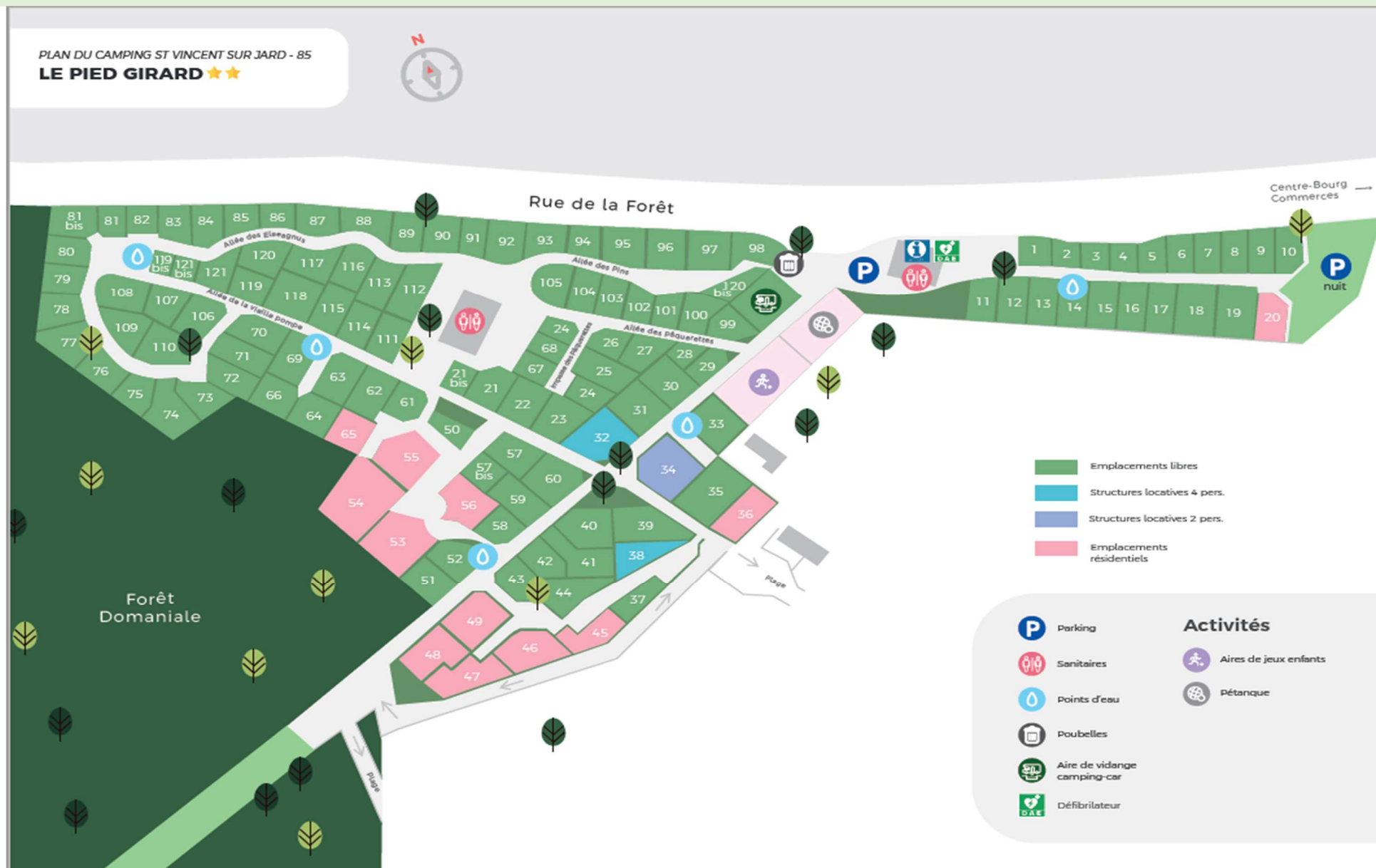




Annexe 2.3. - Plan de délimitation du terrain (géomètre DE)



Annexe 2.4. - Schéma d'implantation des emplacements, des bâtiments, des accès pompiers et des voies de circulation à l'intérieur du camping



# Annexe 3

## Conditions techniques particulières liées à l'occupation du terrain par un camping

Le Bénéficiaire a pris connaissance de toutes les réglementations applicables au site ainsi que l'aménagement forestier. Il en applique toutes les prescriptions.

### Article 1 - Aménagement forestier

#### 1.1. Aménagement forestier

Forêt domaniale : LONGEVILLE

Période : 2020 - 2039

Date  
d'approbation : 12 août 2020

### Article 2 - Règlementations et contraintes locales

En complément de l'Art 11.8 des Conditions générales applicable (annexe 1), les renseignements ci-après sont donnés à **titre indicatif** afin de faciliter la compréhension des contraintes réglementaires et des classements s'appliquant au site à la date des présentes.

#### 2.1. Respect des autres usagers de la forêt domaniale

Le bénéficiaire jouit raisonnablement des lieux occupés, c'est-à-dire qu'il s'abstient de porter atteinte au milieu naturel à caractère forestier qui fait l'objet de la présente convention.

##### Respect de l'environnement de l'ensemble du site

Le bénéficiaire est le seul responsable des troubles ou des incidents qui pourraient survenir à l'intérieur du terrain occupé.

Sont strictement interdits :

- les feux ouverts ;
- les activités bruyantes. Le bénéficiaire s'engage à n'utiliser aucun haut-parleur ou autre moyen de diffusion susceptible d'être entendu hors des lieux occupés, afin d'éviter de nuire à la tranquillité des promeneurs et autres utilisateurs du milieu forestier. Il s'engage à prendre toutes mesures utiles pour empêcher toute gêne, notamment par bruits excessifs ou odeurs désagréables. ;
- toutes activités susceptibles de troubler l'ordre public, la quiétude des lieux, d'engendrer des troubles de voisinage (bruit excessif, odeurs désagréables, etc.) ou de mettre en péril la sauvegarde du massif forestier.

#### 2.2. Calendrier de chasse et de travaux forestiers

Le Bénéficiaire s'engage à demander au technicien forestier local le calendrier de chasse et de travaux forestiers.

#### 2.3. Entretien des abords

Le bénéficiaire devra maintenir le terrain occupé en parfait état d'entretien et de propreté ainsi que ses abords immédiats sur une largeur de 10 mètres.

#### 2.4. Réglementation DFCI – Défense forestière contre l'incendie

Le Bénéficiaire doit prendre connaissance de l'arrêté préfectoral relatif à la défense et la lutte des incendies en forêts en vigueur au jour de la signature de la présente convention. Il est également tenu de s'informer des éventuelles modifications, abrogations de cet arrêté.

Le bénéficiaire prendra toutes mesures utiles et nécessaires pour prévenir les risques de départ de feu et éviter toute propagation d'incendie vers le massif forestier.

*Précisions complémentaires : Il est notamment interdit de fumer sur le site, toute l'année. Cette interdiction doit faire l'objet d'un affichage permanent à l'accueil*

#### 2.5. ZNIEFF

ZNIEFF type 2 (partie parcelle cadastrale AC-899)

#### 2.6. Réglementation NATURA 2000

Sans objet



## 2.7. Communication particulière à l'ONF

Le bénéficiaire s'engage à informer l'ONF :

- Immédiatement de tous incidents qui se seraient produits dans les lieux occupés, quand bien même il n'en résulterait aucun dégât apparent. A défaut, le bénéficiaire sera tenu personnellement de payer à l'ONF le montant du préjudice direct ou indirect résultant pour lui de ce sinistre et du retard apporté à sa déclaration aux assureurs ;
- Sans délais et dans tous les cas, des différents comptes rendus ou procès-verbaux concernant le site ;
- De toute visite des commissions de sécurité ou autres organismes institutionnels sur les lieux, de manière à ce que l'ONF puisse être présent s'il le souhaite ;
- Sur sa simple demande écrite, toutes les pièces lui permettant de remplir sa mission de contrôle et de surveillance.

Les impôts inhérents à l'occupation établis au nom de l'ONF seront remboursés par le bénéficiaire à l'ONF dans le délai d'un mois, suivant présentation des avis, notifications ou bordereaux d'imposition, ou de leur copie, relatifs à la présente convention

## 2.8. Gestion des déchets et ordures

Aucun déchet, rebut, matériel ou matériau usagé ne pourra être maintenu sur le site.

Les déchets seront collectés, triés et évacués par le bénéficiaire, à ses frais, selon les règles en vigueur. Les ordures ménagères devront être stockées dans des conteneurs étanches qui devront être maintenus en bon état de propreté.

## 2.9. Plan local d'urbanisme (PLU)

Compatibilité de l'activité avec le document d'urbanisme en vigueur

Etat des servitudes applicables

Le PLU est accessible sur [Plan Local d'urbanisme - Mairie de Saint-Vincent-sur-Jard](#)

## 2.10. Prescriptions liées au CNPTSF

Le bénéficiaire s'engage à prendre connaissance du CNPTSF disponible sur [www.onf.fr](http://www.onf.fr) et à en respecter les dispositions.

## 2.11. Diagnostics immobiliers

Un diagnostic amiante a été réalisé le 20 mai 2025. La synthèse est disponible à l'annexe 8.

Le bénéficiaire dispose du diagnostic amiante en sa totalité.

Le bénéficiaire informera l'ONF préalablement aux travaux rendus nécessaires par les préconisations du diagnostic. Ceux-ci devront être réalisés, aux frais du bénéficiaire, en tenant compte des préconisations du rapport effectué et dans le respect de la réglementation en vigueur.

## 2.12. Risques

Dans le cadre de la Loi du 30 juillet 2003 sur l'obligation d'information du locataire sur l'état des risques réglementés, les fiche ERRIAL et IAL sont annexées à la suite de l'Annexe 3. **La fiche ERRIAL devra faire l'objet d'une signature par le propriétaire et le futur bénéficiaire.**

Un état des risques est accessible sur <https://www.georisques.gouv.fr/mes-risques/connaitre-les-risques-pres-de-chez-moi>

Etat des risques naturels, miniers et technologiques

L'état « Risques et Environnement » établi à partir des informations mises à disposition par le préfet est annexé aux présentes ainsi que, le cas échéant, mention de l'arrêté concerné et des extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte prévus à l'article R. 125-24 du code de l'environnement.

- Arrêté préfectoral N°15-DDTM85-435 du 30 octobre 2015 portant approbation du Plan de préservation des risques littoraux (PPRL).
- Arrêté Cadre Interdépartemental relatif à la mise en place de mesures de prévention des incendies de forêt et de protection des forêts contre l'incendie 2023-DRAAF-39
- Arrêté N°14 SIDPC-SDIS 246 réglementant la prévention contre les risques d'incendie et de paniques sur les terrains de campings, caravanage, aires d'accueil d'autocaravanages, parcs résidentiels de loisirs à gestion hôtelière et installations assimilées
- Arrêté N°22/CAB-SIDPC/429 portant approbation de la liste des terrains de camping exposés aux risques majeurs dans le département de la Vendée

## 2.13. Espace boisé classé / Site classé

Proximité avec le site classé de la Maison Clémenceau

## 2.14. Loi Littoral

Sans objet

# Article 3 - Conditions particulières liées à l'activité de camping

Les conditions particulières d'occupation du terrain pour une activité de camping concernent, en plus du suivi du « plan de gestion durable du camping » (annexe 6) :

- Les actions et interventions sur les arbres ;
- Les accès, réseaux et clôture ;
- Des contraintes de gestion et exploitation courante ;

### 3.1. Actions et interventions sur les arbres

En complément de l'article 9 des Conditions générales, les interventions qui relèvent de l'entretien courant du terrain occupé à la charge du Bénéficiaire sont les travaux :

- Nécessaires à la **pérennité du domaine forestier**, à l'entretien et au renouvellement des boisements ;
- Nécessaires à la **mise en sécurité des sites** : coupes et enlèvement d'arbres ou branches, sur pied ou chablis, secs ou dépérissant, gênants ou dangereux. Dans ce cas, le Bénéficiaire interviendra sans délai en informant l'ONF de la nature des travaux à réaliser et en signalant les arbres qu'il estimerait dangereux pour la sécurité des personnes ou de ses biens ;
- **D'élagage des arbres** compris dans l'enceinte occupée et surplombant l'emprise de la voirie publique ou des propriétés riveraines ;
- **D'abattage des arbres dangereux** dans et en dehors de l'enceinte occupée mais susceptibles d'impacter cette enceinte. Les abattages d'arbres sont soumis à l'autorisation de l'ONF.

Le Bénéficiaire s'engage à respecter les arbres existants sur le terrain. En cas de dommage les affectant, il devra en informer l'ONF au plus tôt et sera tenu à indemnisation si sa responsabilité est établie.

### 3.2. Accès et réseaux

#### 3.2.1. Prescriptions liées aux accès et voiries

§1. Les voiries et réseaux divers (électricité, téléphone, assainissement, eau potable, etc.) situés à l'intérieur du périmètre, sont occupés par le Bénéficiaire jusqu'au raccordement au réseau public. Les installations du Bénéficiaire sont raccordées aux réseaux publics existants.

§2. Tous les travaux éventuels sont à la charge du Bénéficiaire.

§3. Toute tranchée devra être réalisée en concertation avec le représentant local de l'ONF de manière à limiter au maximum les atteintes aux peuplements traversés ou riverains, notamment à leur système racinaire.

§4. Le Bénéficiaire devra rechercher le tracé qui permet d'éloigner le mieux possible l'emprise de la tranchée des peuplements riverains, quand bien même celui-ci génère un surcoût en raison d'un allongement de l'ouvrage.

§5. Une distance de préservation de deux mètres par rapport aux arbres concernés sera recherchée.

#### 3.2.2. Clôtures

§1. Le périmètre occupé devra être clos.

§2. Le Bénéficiaire est tenu de maintenir à ses frais le terrain clos en limite de la forêt domaniale.

§3. Il est autorisé à aménager et maintenir des portails et portillons d'accès pour les secours et pour les piétons.

### 3.3. Contraintes de gestion et d'exploitation courante

#### 3.3.1. Respect de l'environnement de l'ensemble du site

§1. Le Bénéficiaire est le seul responsable des troubles ou des incidents qui pourraient survenir à l'intérieur du terrain occupé.

§2. Sont strictement interdits : Barbecue, feux ouverts et nuisances sonores nocturnes et diurnes.

#### 3.3.2. Propreté

§1. Le Bénéficiaire devra maintenir le terrain occupé en parfait état d'entretien et de propreté, et ses abords dans un rayon de 10m.

§2. Aucun déchet, rebut, matériel ou matériau usagé ne pourra être maintenu sur le site.

§3. Les déchets seront collectés, triés et évacués par le Bénéficiaire, à ses frais, selon les règles en vigueur. Les ordures ménagères devront être stockées dans des conteneurs étanches qui devront être maintenus en bon état de propreté.

#### 3.3.3. Lutte contre l'incendie

Le Bénéficiaire prendra toutes mesures utiles et nécessaires pour prévenir les risques de départ de feu et éviter toute propagation d'incendie vers le massif forestier. Il appartient au bénéficiaire de satisfaire à ses frais au respect des obligations légales de débroussaillage ainsi prévues.

Périmètre DFCI : 50 m au-delà de la délimitation du camping ou réglementation en vigueur selon les arrêtés préfectoraux

#### 3.3.4. Sauvegarde du sol et matières dangereuses

§1. Le Bénéficiaire s'abstiendra de provoquer toute dégradation du sol domanial.

§2. Il sera tenu d'exécuter à ses frais les travaux nécessaires pour réparer les éventuelles dégradations provenant de son activité.

§3. Le Bénéficiaire s'engage à ne pas introduire dans les lieux occupés de matières dangereuses et notamment aucun produit explosif ou particulièrement inflammable autre que le gaz et le fuel pour l'exploitation normale des installations.

#### 3.3.5. Nuisances sonores

§1. Le Bénéficiaire s'engage à n'utiliser aucun haut-parleur ou autre moyen de diffusion susceptible d'être entendu hors des lieux occupés, afin d'éviter de nuire à la tranquillité des promeneurs et autres utilisateurs du milieu forestier.

§2. Le Bénéficiaire s'engage à prendre toutes mesures utiles pour empêcher toute gêne, notamment par bruits excessifs ou odeurs désagréables.

#### 3.3.6. Publicité et panneaux d'information

§1. Toute publicité étrangère à l'activité du Bénéficiaire est interdite à l'intérieur du terrain occupé, les panneaux qu'il pourra installer pour la publicité de son activité seront soumis à l'agrément de l'ONF et conforme à la charte mobilier et signalétique.

### **3.3.7. Travaux dunaires (le cas échéant)**

Les accès à la plage, passant par le milieu dunaire accentuant la pression touristique et entraînant une fréquentation accrue de la dune, génèrent des dégradations spécifiques du milieu dunaire directement imputable au camping.

Le Bénéficiaire financera :

- Les aménagements nécessaires à la circulation des usagers du camping au travers de la dune pour accéder à la plage
- Les travaux d'entretien renforcé du cordon dunaire.
- Les études nécessaires à la définition des travaux, la définition et l'évaluation minimum des travaux nécessaires seront effectuées en concertation avec l'ONF qui en présentera la description et l'estimation au Bénéficiaire.

### **3.3.8. Zéro traitement phytopharmaceutique en forêt publique**

Le bénéficiaire n'est pas autorisé à utiliser des produits phytopharmaceutiques (herbicides, insecticides et fongicides) sur l'ensemble du site occupé.

### **3.3.9. Exploitation des bois**

En complément de l'article 9 des clauses générales, le bénéficiaire prendra à sa charge l'évacuation des rémanents d'exploitation résultant des coupes effectuées, lorsqu'elle est nécessaire. L'arasement des souches et leur évacuation seront également à la charge du bénéficiaire si celui-ci juge leur évacuation nécessaire.

Tout abattage d'arbres effectué en infraction aux dispositions de la présente convention ou à celles du code forestier fera l'objet d'un procès-verbal à l'encontre du bénéficiaire



## **PRÉFET DE LA VENDEE**

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°16-DDTM85-83**

#### **portant approbation du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Littoraux (PPRL) Pays Talmondaïs**

Le Préfet de la Vendée  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du mérite

**VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.562-1 à L.562-9 et R.562-1 à R.562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

**VU** le code de l'environnement en son titre II du livre 1er, notamment les articles L123-1 et suivants et R123-1 et suivants concernant les enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;

**VU** le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L.161-1, L.153-60, L.163-10, L.152-7 et L.162-1 ;

**VU** la loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

**VU** la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

**VU** le décret n°95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, modifié par le décret n°2005-3 du 4 janvier 2005 et le décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** la circulaire du 3 juillet 2007 relative à la concertation dans l'élaboration des plans de prévention des risques ;

**VU** la circulaire du 27 juillet 2011 relative à la "prise en compte de la submersion marine dans les plans de prévention des risques littoraux" ;

**VU** la circulaire du 2 août 2011 relative à la mise en œuvre des plans de prévention des risques naturels littoraux sur le territoire national ;

**VU** le plan de gestion des risques d'inondation du bassin Loire-Bretagne 2016-2021 approuvé le 23 novembre 2015 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 12-DDTM/SERN/SIDPC 426 du 6 juillet 2012 prescrivant l'établissement du Plan de Prévention des Risques naturels Littoraux (PPRL) Pays Talmondaïs ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 15-DDTM85-244 du 9 juin 2015 prorogeant le délai d'établissement du Plan de Prévention des Risques naturels Littoraux (PPRL) Pays Talmondaïs ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°15-DRCTAJ/1-606 du 4 décembre 2015 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique préalable à l'approbation du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Littoraux « Pays Talmondaïs » ;

**VU** la consultation des services et des collectivités prévue à l'article R.562-7 du code de l'environnement, effectuée par courrier du 12 octobre 2015 et dont les avis ont été consignés ou annexés aux registres de l'enquête publique ;

**VU** l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Vendée, en date du 23 octobre 2015 ;

**VU** l'avis favorable du conseil municipal de la ville de Jard sur Mer, par délibération en date du 12 novembre 2015 ;

**VU** l'avis du Conservatoire du Littoral, en date du 19 novembre 2015 ;

**VU** l'avis favorable du conseil municipal de la ville de Saint Vincent sur Jard, par délibération en date du 23 novembre 2015 ;

**VU** l'avis favorable du conseil municipal de la ville de Talmont Saint Hilaire, par délibération en date du 23 novembre 2015 ;

**VU** l'avis défavorable de la Chambre d'Agriculture, en date du 23 novembre 2015 ;

**VU** l'avis réservé de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de la Vendée, en date du 26 novembre 2015 ;

**VU** l'avis du Comité Régional de la Conchyliculture des Pays de la Loire, en date du 3 décembre 2015 ;

**VU** l'avis de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire, en date du 14 décembre 2015 ;

**VU** la décision n°E15000289 /44 du Président du tribunal administratif de Nantes, en date du 20 novembre 2015 par laquelle le président du tribunal administratif a désigné la commission d'enquête ;

**VU** le rapport de la commission d'enquête publique relative au présent plan, ses conclusions motivées ainsi que son avis favorable avec réserve en date du 29 février 2016 ;

**VU** le rapport de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Vendée proposant l'approbation du PPRL Pays Talmondaï, en date du 18 mars 2016 ;

**CONSIDERANT** que les aléas littoraux et d'inondation terrestre sur les communes de Talmont Saint Hilaire, Jard sur Mer et Saint Vincent sur Jard, sont de nature à engendrer des risques pour les personnes et les biens qui y sont exposés ;

**CONSIDERANT** que le projet de plan de prévention des risques littoraux a pour but de limiter la vulnérabilité des personnes et des biens à ces aléas (de submersion marine, d'érosion et d'inondation terrestre) en délimitant des zones exposées aux risques et en déterminant, en fonction de l'intensité du risque encouru, les interdictions de constructions ou les autorisations avec prescriptions, ainsi qu'en définissant des mesures de prévention, de protection ou de sauvegarde ;

**CONSIDERANT** que la procédure de PPRL a fait l'objet d'une concertation auprès des personnes associées ou intéressées (au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement) notamment par des réunions du comité de pilotage, une réunion publique et des réunions et échanges avec les élus ;

**CONSIDERANT** que l'enquête publique portant sur le projet de plan s'est déroulée du 28 décembre 2015 au 29 janvier 2016 inclus, sur les communes de Talmont Saint Hilaire, Jard sur Mer et Saint Vincent sur Jard, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2015, et que la communication et la participation du public ont été satisfaisantes ;

**CONSIDERANT** que les avis reçus et les observations déposées lors de l'enquête publique justifient des adaptations limitées ne remettant pas en question l'économie générale du projet de plan de prévention des risques littoraux soumis à enquête publique ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1er :**

Le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Littoraux Pays Talmondaï sur les communes de Talmont Saint Hilaire, Jard sur Mer et Saint Vincent sur Jard est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté.

### **ARTICLE 2 :**

Le PPRL comprend les pièces suivantes :

- \* une notice de présentation et ses annexes,
- \* un règlement et ses annexes,
- \* des plans de zonage réglementaire.

### **ARTICLE 3 :**

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Messieurs les maires des communes visées à l'article 1 ci-dessus,
- Monsieur le président de la communauté de communes du Talmondaïs,
- Monsieur le président du Syndicat Mixte du Scot Sud-Ouest Vendéen,
- Madame la directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Pays-de-la-Loire,
- Madame la directrice générale de la Prévention des Risques du Ministère en charge de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie.
- Monsieur le président du Conseil Départemental de la Vendée,
- Monsieur le président de la Chambre d'Agriculture de la Vendée,
- Monsieur le président de la délégation Pays-de-la-Loire du Centre National de la Propriété Forestière.

### **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Vendée et mention en sera faite en caractères apparents dans le journal OUEST-FRANCE (édition de Vendée).

### **ARTICLE 5 :**

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairies des communes sus-mentionnées, au siège de la communauté de communes du Talmondaïs, ainsi qu'au siège du Syndicat Mixte du Scot Sud-Ouest Vendéen, pendant au moins un mois à partir de la date de réception de la notification du présent arrêté.

Le plan approuvé y sera tenu à la disposition du public, ainsi qu'en préfecture, en sous-préfecture des Sables d'Olonne et à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

À l'expiration du délai d'affichage et après mise à disposition du public du dossier durant au moins un mois, les maires des communes sus-mentionnées, le président de la communauté de communes du Talmondaïs, ainsi que le président du Syndicat Mixte du Scot Sud-Ouest Vendéen transmettront au préfet un certificat justifiant l'accomplissement de cette mesure de publicité.

### **ARTICLE 6 :**

Le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Littoraux Pays Talmondaïs, approuvé vaut servitude d'utilité publique, conformément à l'article L562-4 du code de l'environnement. Il sera annexé aux documents d'urbanisme communaux en vigueur, conformément aux articles L.151-43, L.161-1, L.153-60, L.163-10, L.152-7 et L.162-1 du code de l'urbanisme.

Une copie de l'arrêté du maire constatant la mise à jour du document d'urbanisme communal sera également adressée au préfet de la Vendée.

### **ARTICLE 7 :**

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

- le préfet de la Vendée,
- le sous-préfet des Sables d'Olonne,
- le directeur départemental des territoires et de la mer de la Vendée,
- les maires des communes visées à l'article 1 ci-dessus,
- le président de la communauté de communes du Talmondaïs,
- le président du Syndicat Mixte du Scot Sud-Ouest Vendéen.

À la Roche-sur-Yon, le 30 mars 2016

Le Préfet,

**Jean-Benoît ALBERTINI**





**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation  
de l'agriculture et de la forêt**

## **ARRÊTÉ CADRE INTERDÉPARTEMENTAL**

**N° 2023-DRAAF-39**

relatif à la mise en place de mesures de prévention des incendies de forêt et  
de protection des forêts contre l'incendie

**Le Préfet de la Loire-Atlantique,  
chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,  
chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**La Préfète de la Mayenne,  
chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**Le Préfet de la Sarthe,  
chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**Le Préfet de la Vendée,  
chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu** le code forestier, notamment le titre III du livre 1<sup>er</sup> dont ses articles L.131-1 et suivants, ainsi que l'article R. 163-2 ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212-1 et 2, L. 2215-1 et 3 ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment l'article L. 541-21-1 ;
- Vu** le code pénal ;
- Vu** le code de procédure pénale ;
- Vu** le code civil ;
- Vu** le code rural et de la pêche maritime ;
- Vu** le code de la sécurité intérieure ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 11 janvier 2023 nommant Monsieur Fabrice RIGOLET-ROZE préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique ;
- Vu** le décret du 28 octobre 2020 nommant Monsieur Pierre ORY préfet de Maine-et-Loire ;
- Vu** le décret du 11 janvier 2023 nommant Madame Marie-Aimée GASPARI préfète de la Mayenne ;
- Vu** le décret du 15 février 2022 nommant Monsieur Emmanuel AUBRY préfet de la Sarthe ;
- Vu** le décret du 3 novembre 2021 nommant Monsieur Gérard GAVORY préfet de la Vendée ;

**Considérant** le nombre important de départs de feux et la surface importante parcourue par les feux de forêt lors de l'été 2022 dans les départements des Pays de la Loire ;

**Considérant** le faible taux de boisement en Pays de la Loire, nécessitant de porter une attention accrue à la protection des forêts contre l'incendie ;

**Considérant** l'évolution climatique, dont les différents scénarii indiquent que les départements des Pays de la Loire sont particulièrement concernés par cette évolution ;

**Considérant** les différentes projections d'évolution du risque d'incendie au niveau national, qui mettent en évidence un accroissement notoire de la sensibilité à ce risque en Pays de la Loire, plaçant la région parmi celles les plus exposées à l'échéance 2060 ;

**Considérant** la nécessité de prévenir le déclenchement et la propagation du feu en forêts comme à leur proximité directe, en édictant les mesures adéquates visant à prévenir les incendies ;

**Considérant** le périmètre de ces mesures qui concernent, outre les professionnels œuvrant en forêt ou à proximité directe, l'ensemble de la population des départements de la région Pays de la Loire ;

**Considérant** l'origine majoritairement extérieure aux forêts des feux de forêt dans la région des Pays de la Loire, celle-ci pouvant être notamment liée à des travaux agricoles ;

**Considérant** la nécessité d'exercer les activités économiques, notamment forestières et agricoles, de manière à réduire les risques de départ de feux et leur propagation, tout en les préservant de manière proportionnée au niveau de risque du moment ;

**Considérant** la nécessité de renforcer la prévention lorsque les niveaux de risque sont les plus élevés par des mesures destinées à préserver les vies humaines, en réduisant au maximum le nombre de personnes présentes en forêt, et à faciliter l'intervention des services de secours ;

**Considérant** les dispositions de l'article L. 131-6 du code forestier qui permettent aux préfets de départements d'édicter des mesures de nature à assurer la prévention des incendies de forêt, à faciliter la lutte contre ces incendies et à en limiter les conséquences, pour certaines périodes de l'année et sur un périmètre déterminé ;

**Considérant** le périmètre d'intervention interdépartemental de certains professionnels et l'intérêt, hors cas particuliers, de rechercher des réponses homogènes entre départements, adaptées au niveau de risque rencontré pour chacun d'eux, apportant une meilleure lisibilité pour le public et les professionnels et, qu'à ce titre, il importe que les modalités de prescription des mesures correspondantes s'appuient sur des bases communes pour les cinq départements des Pays de la Loire ;

**SUR** proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, des directeurs départementaux des territoires de la Mayenne, de Maine-et-Loire et de la Sarthe et des directeurs départementaux des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique et de la Vendée,

## **ARRÊTENT**

### **Article 1<sup>er</sup> : définition**

On entend par bois et forêts les terrains occupant une superficie d'au moins 50 ares, comportant des arbres capables d'atteindre une hauteur supérieure à 5 mètres à maturité, et une largeur moyenne d'au moins 20 mètres.

Les terrains momentanément déboisés (après coupe) ou en régénération sont considérés comme des bois et forêts.

## **Article 2 : champ d'application**

Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux habitations, à leurs dépendances et aux installations de toute nature.

### **Dispositions permanentes :**

**Elles sont applicables toute l'année.**

## **Article 3 : usages du feu**

À l'exclusion des propriétaires de terrains, boisés ou non, et de leurs ayants droit, il est interdit en tout temps d'allumer ou de porter du feu dans les bois et forêts, tels que définis à l'article 1, et à moins de 200 mètres de ceux-ci.

Cette interdiction s'applique en particulier :

- aux barbecues, méchouis, braseros, feux de camp et à toute autre forme de feux ;
- au fait de fumer, y compris sur les voies longeant ou traversant les bois et forêts ;
- aux activités pyrotechniques ;
- aux lanternes volantes ou tout autre dispositif fonctionnant sur le même principe.

## **Article 4 : brûlage des déchets verts**

Conformément au code de l'environnement, le brûlage des déchets verts est interdit en tout temps et à toute personne, sauf pour l'élimination d'espèces envahissantes ou nuisibles pour la santé, soumise à dérogation délivrée par le préfet de département concerné.

### **Dispositions temporaires :**

**Elles sont applicables pour la période du 1<sup>er</sup> mars au 30 septembre inclus.**

## **Article 5 : appréciation du niveau de risque**

Le niveau de risque d'incendie est apprécié à partir des données fournies par Météo-France. Ces données distinguent quatre niveaux de risque :

- faible (vert)
- modéré (jaune)
- élevé (orange)
- très élevé (rouge)

À partir de ces éléments, notamment quand le niveau de risque atteint le niveau élevé (orange) ou très élevé (rouge), un arrêté du préfet de département détermine le niveau de risque retenu à l'échelle de chaque département. Il permet de décider des mesures à mettre en œuvre en application des articles 6 à 16 du présent arrêté, en les rendant applicables à l'ensemble de chaque département.

En l'absence d'arrêté du préfet de département, le niveau de risque est considéré comme faible (vert).

## **Article 6 : périmètre d'application**

Les articles suivants, sauf exception citée dans l'article concerné, s'appliquent dans tous les bois et forêts, tels que définis à l'article 1, et jusqu'à une distance de 200 mètres de ceux-ci.

## **Article 7 : usages du feu**

Tout usage du feu est interdit à toute personne sans distinction, y compris les propriétaires et leurs ayants droit, dans les bois et forêts et jusqu'à une distance de 200 mètres de ceux-ci.

Cela s'applique en particulier :

- aux barbecues, méchouis, braseros, feux de camp et toute autre forme de feux ;
- au fait de fumer, y compris sur les voies longeant ou traversant les bois et forêts ;
- aux feux traditionnels tels que feux de la Saint-Jean ;
- aux lanternes volantes ou tout autre dispositif fonctionnant sur le même principe.

Les barbecues, méchouis, braseros ou feux de camp sont néanmoins autorisés en période de risque faible (vert) et modéré (jaune) s'ils sont pratiqués par les propriétaires ou leurs ayants droit, en dehors des bois et forêts, dans un espace aménagé : au centre d'un espace sans aucun arbre ou arbuste 50 m alentour, et sans végétation 10 m alentour, en surveillance continue. Une prise d'arrosage ou un extincteur doit être situé à proximité.

#### **Article 8 : brûlages des rémanents**

Le brûlage des rémanents d'origine forestière ou agricole est interdit à toute personne sans distinction, y compris les propriétaires et leurs ayant-droits, dans les bois et forêts et jusqu'à une distance de 200 mètres de ceux-ci.

#### **Article 9 : feux d'artifice, activités pyrotechniques**

Les feux d'artifice et activités pyrotechniques ne sont autorisés en période de risque faible (vert) ou modéré (jaune) que s'ils sont mis en œuvre par des professionnels dûment agréés, avec l'accord et sous la responsabilité des propriétaires des terrains. En période de risque élevé (orange) et très élevé (rouge), ils sont interdits. Des dérogations peuvent être sollicitées auprès de la préfecture concernée en période de risque élevé (orange).

L'arrêté départemental déterminant le niveau de risque, prévu à l'article 5, peut adapter cette mesure en fonction du contexte local.

#### **Article 10 : enfumages des ruches**

Qu'ils soient mis en œuvre par des professionnels ou non, les enfumages de ruches ne sont autorisés qu'en période de risque faible (vert) et modéré (jaune), et à la condition d'être muni d'un dispositif d'extinction du feu et d'un moyen de communication.

Ils sont interdits pour les niveaux de risque élevé (orange) et très élevé (rouge).

#### **Article 11 : circulation et stationnement**

*Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux forêts littorales (c'est-à-dire les surfaces forestières d'un seul tenant dont le périmètre jouxte le littoral) et aux forêts situées en agglomération. Les collectivités locales peuvent néanmoins définir, en informant le préfet, les voies de circulation et les forêts auxquelles elles s'appliquent.*

*La circulation de toute nature dans les parcelles forestières jouxtant les voies autorisées à la circulation dans les forêts littorales est interdite selon les dispositions qui suivent.*

La circulation sur les chemins privés est soumise en tout temps à l'accord préalable des propriétaires. Les présentes dispositions s'appliquent aux voies traversant ou longeant les bois et forêts. Elles ne s'appliquent pas aux routes revêtues ouvertes à la circulation publique.

Néanmoins, en période de risque très élevé (rouge), l'Office National des Forêts peut étendre les interdictions de circulation en forêt domaniale sur les routes revêtues, ouvertes à la circulation publique, du domaine privé de l'État.

#### **Véhicules motorisés :**

*Il s'agit de véhicules à moteur, que celui-ci soit thermique ou électrique, à l'exception des vélos et trottinettes à assistance électrique.*

- en période de risque élevé (orange) : la circulation et le stationnement sont interdits à toute personne, à l'exception des propriétaires forestiers et leurs gestionnaires, des entreprises de travaux forestiers pour lesquelles ils ne sont autorisés que jusqu'à 15h00, des agriculteurs et des services publics et de secours. La circulation des grumiers reste autorisée jusqu'à 15h00.



- en période de risque très élevé (rouge) : la circulation et le stationnement sont interdits à toute personne, à l'exception des services publics et de secours, et restent possibles pour les propriétaires, leurs gestionnaires, et les agriculteurs de 0h00 à 12h00.

Circulation non motorisée, quelle que soit sa nature (piétonne, équestre, à vélo et en trottinette y compris à assistance électrique...) :

- en période de risque élevé (orange) : la circulation et le stationnement sont interdits de 12h00 à 23h59, à l'exception des propriétaires forestiers et leurs gestionnaires, des entreprises de travaux forestiers, des agriculteurs et des services publics et de secours.

- en période de risque très élevé (rouge) : la circulation et le stationnement sont interdits, à l'exception des services publics et de secours et restent possibles pour les propriétaires, leurs gestionnaires et les agriculteurs de 0h00 à 12h00.

#### **Article 12 : accès du public aux bois et forêts**

*Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux forêts littorales (c'est-à-dire les surfaces forestières d'un seul tenant dont le périmètre jouxte le littoral) et aux forêts situées en agglomération. Les collectivités locales peuvent néanmoins définir, en informant le préfet, les voies de circulation et les forêts auxquelles elles s'appliquent.*

*Les dispositions de cet article ne concernent pas les professionnels forestiers ou agricoles, les propriétaires, leurs gestionnaires et les services publics et de secours.*

- en période de risque élevé (orange) : l'accès du public est interdit de 12h00 à 23h59.

- en période de risque très élevé (rouge) : l'accès du public est interdit jour et nuit.

En dehors de ces périodes d'interdiction, l'accès aux bois et forêts reste soumis à l'autorisation des propriétaires.

L'arrêté départemental déterminant le niveau de risque, prévu à l'article 5, peut adapter les mesures de cet article en fonction du contexte local.

#### **Article 13 : activités professionnelles forestières**

*On entend par matériel pouvant provoquer un départ de feux, tout outil ou engin à moteur thermique ou électrique.*

Activités professionnelles forestières utilisant un matériel pouvant provoquer un départ de feux :

- en période de risque élevé (orange) : elles sont autorisées de 0h00 à 12h00 à la condition que le professionnel soit muni de dispositifs anti-projection, d'un extincteur et d'un moyen de communication. L'entretien et le nettoyage des engins, moteurs à l'arrêt, ainsi que leur chargement sur porte-chars est autorisé jusqu'à 14h00. Le chargement des grumiers est autorisé jusqu'à 14h00.

- en période de risque très élevé (rouge) : elles sont interdites.

Activités professionnelles forestières n'utilisant pas de matériel pouvant provoquer un départ de feux :

- en période de risque élevé (orange) : elles sont autorisées.

- en période de risque très élevé (rouge) : elles sont autorisées, pour les seuls propriétaires et leurs gestionnaires de 0h00 à 12h00, pour les seuls actes de gestion (inventaires, descriptions de peuplements, marquages, ...), hors travaux.

#### **Article 14 : activités professionnelles agricoles exercées à moins de 200 mètres des bois et forêts de surface égale ou supérieure à 4ha**

Les dispositions de cet article ne s'appliquent que pour les bois et forêts d'une surface supérieure ou égale à 4 ha.

Elles ne s'appliquent pas aux sièges d'exploitation, aux bâtiments agricoles et aux installations qui en dépendent : les travaux y restent autorisés.

*On entend par matériel pouvant provoquer un départ de feux, tout outil ou engin à moteur thermique ou électrique.*

Activités professionnelles agricoles n'utilisant pas de matériel pouvant provoquer un départ de feux, ou intervention d'urgence au titre du bien-être animal :

Ces activités sont autorisées quel que soit le niveau de risque.

Activités professionnelles agricoles utilisant un matériel pouvant provoquer un départ de feux :

a) activités de récolte en vert : fruits, légumes, vendanges, maïs ensilage :

- en période de risque élevé (orange) jour et nuit, et en période de risque très élevé (rouge) de 0h00 à 12h00 : ces récoltes sont autorisées à la condition d'être muni d'un moyen de communication, d'un système de travail du sol de type déchaumeur et d'une tonne à eau de 1000 l minimum ou d'un extincteur.

- en période de risque très élevé (rouge) de 12h00 à 23h59 : elles sont autorisées à condition d'être muni d'un moyen de communication, d'un système de travail du sol de type déchaumeur, d'une tonne à eau de 1000 l minimum et d'un extincteur.

b) activités de récolte des céréales, des protéagineux, d'oléagineux, activités de fenaison, fauche et pressage :

- en période de risque élevé (orange) : elles sont autorisées jour et nuit, à la condition d'être muni d'un moyen de communication, d'un système de travail du sol de type déchaumeur et d'une tonne à eau de 1000 l minimum ou d'un extincteur.

- en période de risque très élevé (rouge) : elles sont interdites. Elles peuvent faire l'objet de dérogations selon les modalités fixées par arrêté préfectoral, de 0h00 à 12h00 et à condition d'être muni d'un moyen de communication, d'un système de travail du sol de type déchaumeur, d'une tonne à eau de 1000 l minimum et d'un extincteur.

c) abreuvement et affouragement des animaux : utilisation, maintenance et déplacement de matériel d'irrigation : déchaumage et travail du sol sur sol nu : semis :

- en période de risque élevé (orange), jour et nuit, et en période de risque très élevé (rouge) de 0h00 à 12h00 : ces activités sont autorisées à la condition d'être muni d'un moyen de communication, d'un système de travail du sol de type déchaumeur et d'une tonne à eau de 1000 l minimum ou d'un extincteur.

- en période de risque très élevé (rouge) : ces activités sont interdites de 12h00 à 23h59.

d) broyage de végétation et entretien mécanique de haies :

Sous réserve de la conditionnalité en vigueur fixée par la politique agricole commune (PAC) en matière de bonnes pratiques agricoles et environnementales (BCAE), les travaux de broyage de végétation et d'entretien mécanique de haies sont autorisés en période de risque faible (vert) ou modéré (jaune). Ils sont interdits en période de risque élevé (orange) et très élevé (rouge).

e) autres travaux agricoles utilisant un matériel pouvant provoquer un départ de feux :

Les autres travaux agricoles sont autorisés en période de risque-faible (vert) ou modéré (jaune). Ils sont autorisés en période de risque élevé (orange) jour et nuit à la condition d'être muni d'un moyen de communication, d'un système de travail du sol de type déchaumeur et d'une tonne à eau de 1000 l minimum ou d'un extincteur. Ils sont interdits jour et nuit en période de risque très élevé (rouge).

**Article 15 : autres activités économiques (travaux publics...), autres travaux agricoles et forestiers non professionnels (bois de chauffage, broyage de végétation et entretien mécanique de haies...), et autres travaux (bricolage, entretien...)**

*On entend par matériel pouvant provoquer un départ de feux, tout outil ou engin à moteur thermique ou électrique, ou produisant de la chaleur (fer à souder...) ou du feu (chalumeau...).*

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux habitations, aux bâtiments et aux dépendances des entreprises : les travaux y restent autorisés.

Activités utilisant un matériel pouvant provoquer un départ de feux :

Ces activités sont interdites en période de risque élevé (orange) et en période de risque très élevé (rouge).

Activités n'utilisant pas de matériel pouvant provoquer un départ de feux :

Ces activités sont autorisées de 0h00 à 12h00 en période de risque élevé (orange) et interdites jour et nuit en période de risque très élevé (rouge).

**Article 16 : tirs de munitions**

Tirs de loisir :

De manière non exclusive, sont notamment concernés la chasse, les ball-traps en extérieur, les stands de tir en extérieur ou le tir sportif.

Ces activités sont interdites en période de risque élevé (orange) et en période de risque très élevé (rouge).

Missions de service public (lieutenants de louveterie) et lutte contre les nuisibles :

- en période de risque élevé (orange), ces activités sont autorisées de 0h00 à 12h00.
- en période de risque très élevé (rouge), elles sont interdites jour et nuit.

L'arrêté départemental déterminant le niveau de risque, prévu à l'article 5, fixe les mesures applicables sur les terrains militaires.

**Article 17 : disponibilité des services de secours**

En cas de moyens matériels ou humains des services d'incendies et de secours significativement affectés par leur emploi sur d'autres foyers de lutte contre l'incendie, au sein ou à l'extérieur de la région, le préfet peut renforcer les mesures prévues par les articles précédents (articles 11 à 16) dans l'arrêté départemental déterminant le niveau de risque, prévu à l'article 5.

*L'ensemble de ces mesures est récapitulé dans le tableau joint en annexe du présent arrêté.*

**Dispositions finales :**

**Article 18 : contrôles et sanctions**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies conformément aux lois et décrets en vigueur.

Ainsi, les contrevenants aux dispositions du présent arrêté, et à celles des arrêtés temporaires pris en son application, sont passibles de l'amende prévue pour les contraventions de quatrième classe.

En outre, le fait de provoquer un incendie de forêt est sanctionné conformément aux dispositions du code pénal.

**Article 19 : arrêtés abrogés**

Les arrêtés suivants sont abrogés :

- arrêté de Monsieur le Préfet de la Loire-Atlantique du 8 août 2000 portant réglementation en vue de prévenir les incendies de forêt,
- arrêté n° DIDD/BPEF/n°80 de Monsieur le Préfet de Maine-et-Loire du 11 mars 2019 portant réglementation du brûlage des déchets verts à l'air libre,
- arrêté n° 80.3040 de Monsieur le Préfet de la Mayenne du 19 décembre 1980 concernant les mesures de protection contre les incendies de bois et forêts,
- arrêté de Monsieur le Préfet de la Sarthe du 2 juillet 2021 portant règlement de protection de la forêt contre les incendies,
- arrêté n° 12 SIDPC-DDTM 627 de Monsieur le Préfet de la Vendée du 26 novembre 2012 portant réglementation de l'usage du feu.

## **Article 20 : voies de recours**

Le présent arrêté peut être contesté :

- par recours gracieux auprès des auteurs de l'acte dans les deux mois suivant la notification de la présente décision, le silence de l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emportant décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois,
- par recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire,
- par recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, auprès du tribunal administratif de Nantes \_ 6 allée de l'Île Gloriette CS 24111 44041 Nantes cedex \_ ou dématérialisé par l'application accessible sur le site <https://www.telerecours.fr>.

## **Article 21 : exécution**

Les sous-préfets des arrondissements des départements de la Loire-Atlantique, de Maine-et-Loire, de la Mayenne, de la Sarthe et de la Vendée,

les directeurs de cabinet du préfet de la Loire-Atlantique, du préfet de Maine-et-Loire, de la préfète de la Mayenne, du préfet de la Sarthe et du préfet de la Vendée,

les secrétaires généraux des préfetures de la Loire-Atlantique, de Maine-et-Loire, de la Mayenne, de la Sarthe et de la Vendée,

les présidents des Conseils Départementaux de la Loire-Atlantique, de Maine-et-Loire, de la Mayenne, de la Sarthe et de la Vendée,

les maires des communes de la Loire-Atlantique, de Maine-et-Loire, de la Mayenne, de la Sarthe et de la Vendée,

les commandants des groupements de gendarmerie de la Loire-Atlantique, de Maine-et-Loire, de la Mayenne, de la Sarthe et de la Vendée,

les directeurs départementaux de la sécurité publique de la Loire-Atlantique, de Maine-et-Loire, de la Mayenne, de la Sarthe et de la Vendée,

les directeurs des Services Départementaux d'Incendie et de Secours de la Loire-Atlantique, de Maine-et-Loire, de la Mayenne, de la Sarthe et de la Vendée,

la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire,

la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire,

les directeurs départementaux des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique et de la Vendée,

les directeurs départementaux des territoires de Maine-et-Loire, de la Mayenne et de la Sarthe,

le directeur de l'agence Pays de la Loire de l'Office National des Forêts,

les chefs de services départementaux de l'Office Français de la Biodiversité,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié aux recueils des actes administratifs des préfetures de la Loire-Atlantique, de Maine-et-Loire, de la Mayenne, de la Sarthe et de la Vendée.



Fait à Nantes, le 5 juillet 2023

Le Préfet de la Loire-Atlantique,

A stylized signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

Fabrice RIGOULET-ROZE

Le Préfet de la Vendée,

A signature in blue ink, featuring a cursive 'G' followed by a series of loops and a final horizontal stroke.

Gérard GAVORY

Le Préfet de Maine-et-Loire,

A signature in blue ink, starting with a large 'P' and followed by a series of loops and a long horizontal stroke.

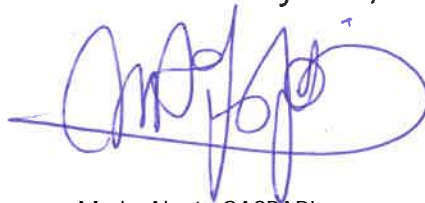
Pierre ORY

Le Préfet de la Sarthe,

A signature in blue ink, featuring a stylized 'E' followed by a series of loops and a long horizontal stroke.

Emmanuel AUBRY

La Préfète de la Mayenne,

A signature in blue ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke.

Marie-Aimée GASPARI

Règles applicables du 1er mars au 30 septembre dans les bois et forêts (définition IGN) et à moins de 200 mètres des bois et forêts = zones à risque

			Niveau de risque					
			Faible	Modéré	Elevé		Très élevé	
Activités / travaux		Conditions			00h00 à 12h00	12h00 à 23h59	00h00 à 12h00	12h00 à 23h59
A titre indicatif : nombre de journées concernées été 2022 :					13 à 15		2 à 6	
Brûlage	Brûlage des déchets verts		Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit
	Brûlage des résanants forestiers	propriétaires et professionnels	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit
	Brûlage agricole (ex : haies)	professionnels	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit
Apport et usage du feu de toute nature	Barbecue, méchouis, braseros...		Autorisés, hors bois et forêts, sous réserve de moyens de prévention adaptés	Autorisés, hors bois et forêts, sous réserve de moyens de prévention adaptés	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit
	Lanternes volantes		Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit
	Feux d'artifice, pyrotechnie, St-Jean...		Autorisé si réalisé par des professionnels	Autorisé si réalisé par des professionnels	Interdit(sauf dérogation)	Interdit(sauf dérogation)	Interdit	Interdit
	Ruchers : utilisation d'enfums		Autorisé si dispositifs d'extinction (professionnels ou non)	Autorisé si dispositifs d'extinction (professionnels ou non)	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit
Fumer	Concerner également les voies de circulation traversant les zones à risque		Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit
Circulation et stationnement dans les bois et forêts hors routes revêtues ouvertes au public * (Hors forêts du littoral et des agglomérations**)	Stationnement et circulation motorisée sur les voies traversant ou longeant un massif forestier.	Sous réserve de l'accord du propriétaire pour les chemins privés	Autorisé	Autorisé	Interdit (sauf ETF, agriculteurs, gestionnaires et propriétaires, services publics et de secours)	Interdit (sauf ETF jusqu'à 15h00, agriculteurs, gestionnaires et propriétaires, services publics et de secours)	Interdit (sauf agriculteurs, gestionnaires et propriétaires, services publics et de secours)	Interdit (sauf services publics et de secours)
	Circulation de tout type (y compris piétonne) sur les voies traversant ou longeant un massif forestier		Autorisé	Autorisé	Autorisé	Interdit (sauf ETF jusqu'à 15h00, agriculteurs, gestionnaires et propriétaires, services publics et de secours)	Interdit (sauf agriculteurs, gestionnaires et propriétaires, services publics et de secours)	Interdit (sauf services publics et de secours)
	Accès du public aux forêts		Autorisé	Autorisé	Autorisé	Interdit	Interdit	Interdit
Activités et travaux	Activités et travaux dans les habitations, les sièges d'exploitation, les bâtiments professionnels, leurs dépendances et installations de toute nature.	Tous travaux déjà autorisés en temps habituel	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé
		Sans utilisation de matériels pouvant provoquer un départ de feu (= moteur thermique et électrique) Ou intervention urgente nécessitée par le bien-être animal	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé
		Récoltes en vert : fruits, légumes, vendanges, maïs ensilage	Autorisé	Autorisé	Autorisé si muni d'un moyen de communication, d'un déchaumeur et d'une tonne à eau ou d'un extincteur	Autorisé si muni d'un moyen de communication, d'un déchaumeur et d'une tonne à eau ou d'un extincteur	Autorisé si muni d'un moyen de communication, d'un déchaumeur et d'une tonne à eau ou d'un extincteur	Autorisé si muni d'un moyen de communication, d'un déchaumeur, d'une tonne à eau et d'un extincteur
		- Récolte de céréales ; protéagineux, oléagineux - Fenaison, fauche et pressage	Autorisé Déchaumage recommandé dès après la récolte	Autorisé Déchaumage recommandé dès après la récolte	Autorisé si muni d'un moyen de communication, d'un déchaumeur et d'une tonne à eau ou d'un extincteur	Autorisé si muni d'un moyen de communication, d'un déchaumeur et d'une tonne à eau ou d'un extincteur	Interdit sauf dérogation, avec déchaumeur, tonne à eau de 1000 minimum, extincteur et moyen de communication	Interdit
		- Abreuvement et affouragement d'animaux situés dans la zone des 200m - Irrigation (utilisation, maintenance et déplacement de matériel) - Déchaumage, travail du sol sur sol nu - Semis (notamment de colza)	Autorisé	Autorisé	Autorisé si muni d'un moyen de communication, d'un déchaumeur et d'une tonne à eau ou d'un extincteur	Autorisé si muni d'un moyen de communication, d'un déchaumeur et d'une tonne à eau ou d'un extincteur	Autorisé si muni d'un moyen de communication, d'un déchaumeur et d'une tonne à eau ou d'un extincteur	Interdit
		Autres travaux agricoles utilisant du matériel pouvant provoquer un départ de feu (= moteur thermique ou électrique)	Autorisé	Autorisé	Autorisé si muni d'un déchaumeur et d'une tonne à eau, d'un extincteur ou d'un moyen de communication	Autorisé si muni d'un déchaumeur et d'une tonne à eau, d'un extincteur ou d'un moyen de communication	Interdit	Interdit
		Broyage de végétation et entretien mécanique de haies	Autorisé	Autorisé	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit
		Sans utilisation de matériels pouvant provoquer un départ de feu (gestion, travail manuel)	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé pour seuls actes de gestion (inventaires, description peuplements, marquages)	Interdit
		Activités et travaux forestiers (professionnels)						
		Avec utilisation de matériels pouvant provoquer un départ de feu (= moteurs thermiques ou électriques)	Autorisé	Autorisé	Autorisé si muni de dispositifs anti-projection, d'extincteur et d'un moyen de communication	Interdit (l'entretien et le nettoyage du matériel et des engins par les ETF est autorisé, moteur arrêté, de 12h à 14h)	Interdit	Interdit
		Tous travaux en peupleraies et zones de marais	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé
		Autres activités économiques (travaux publics...), autres travaux agricoles et forestiers non professionnels (bois de chauffage, broyage de végétation et entretien mécanique de haies,...), et autres travaux (bricolage, entretien,...)	Sans utilisation de matériels pouvant provoquer un départ de feu	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Interdit	Interdit
		Avec utilisation de matériels pouvant provoquer un départ de feu (moteur thermique ou électrique)	Autorisé	Autorisé	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit
Tirs de munitions	Activités de tirs militaires	À préciser dans l'arrêté départemental déterminant le niveau de risque						
	Activités de tirs de loisirs (chasse, tir sportif, stand de tir, ball-trap...)		Autorisé	Autorisé	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit
	Missions de services publics (louveterie,...) et lutte contre les nuisibles		Autorisé	Autorisé	Autorisé	Interdit	Interdit	Interdit

\* pour rappel : la pénétration, la circulation et le stationnement dans les massifs forestiers privés sont interdits sans l'accord préalable du propriétaire

\*\* l'arrêté cadre ne traite pas des mesures à prendre dans les forêts du littoral et des agglomérations : les préfets et les collectivités déterminent les mesures qui conviennent en matière de circulation et de stationnement pour ces forêts



PREFECTURE VENDEE

## **Arrêté n °2014125-0005**

signé par  
**Jean- Benoît ALBERTINI, Préfet de la Vendée**

**le 05 Mai 2014**

**PREFECTURE 85**  
**Cabinet préfet**

Arrêté n ° 14 SIDPC- SDIS 246 du 5 mai 2014  
réglementant la prévention contre les risques  
d'incendie et de panique sur les terrains de  
camping, caravanage, aires d'accueil  
d'autocaravanes, parcs résidentiels de loisirs à  
gestion hôtelière et installations assimilées.



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA VENDEE

**Arrêté n° 14 SIDPC-SDIS 246**

réglementant la prévention contre les risques d'incendie et de panique sur les terrains de camping, caravanage, aires d'accueil d'autocaravanes, parcs résidentiels de loisirs à gestion hôtelière et installations assimilées

**LE PREFET DE LA VENDEE**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2212-1 et L 2212-2 5°,  
VU la loi 2010-238 du 09 mars 2010 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteur de fumée dans tous les lieux d'habitation,  
VU les articles R 111-30 à 111-36, R 421-2 et 421-9 du code de l'urbanisme,  
VU les articles R 331-1 à R331-11 du code du tourisme,  
VU la circulaire n°97 – 106 du 25 novembre 1997 relative à l'application de la réglementation spécifique aux terrains de camping situés dans les zones à risques,  
VU la circulaire 95-14 du 06 février 1995 relative aux mesures préventives de sécurité dans les campings soumis à un risque naturel ou technologique prévisible,  
VU l'arrêté du 6 février 1995 fixant le modèle du cahier des prescriptions de sécurité destiné aux gestionnaires de terrains de camping et de stationnement de caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible,  
VU l'arrêté du 28 septembre 2007 relatif à l'implantation des habitations légères de loisirs, à l'installation des résidences mobiles de loisirs et des caravanes et au camping et modifiant le code de l'urbanisme,  
VU l'arrêté n° 13 SIDPC-SDIS 250 modifié, du 21 mai 2013, portant réglementation de la prévention contre les risques d'incendie et de panique sur les terrains de camping, caravanage, aires d'accueil d'autocaravanes, parcs résidentiels de loisirs à gestion hôtelière et installations assimilées,  
VU l'arrêté n° 12 CAB-SIDPC 591 du 20 novembre 2012 portant approbation de la liste des terrains de camping exposés aux risques majeurs, dans le département de la Vendée,  
CONSIDERANT l'étude réalisée par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Vendée, en collaboration avec la fédération vendéenne de l'hôtellerie de Plein Air,  
CONSIDERANT la réglementation applicable en matière de stockage de gaz et d'urbanisme,  
CONSIDERANT les obligations incombant aux campings selon leur situation au regard des risques naturels et technologiques,

**ARRETE**

**I – CHAMP D'APPLICATION**

**Article 1 : Objet de l'arrêté**

Le présent arrêté fixe les dispositions destinées à améliorer la sécurité contre les risques d'incendie et de panique sur les terrains de camping, caravanage, aires d'accueil d'autocaravanes, parcs résidentiels de loisirs à gestion hôtelière et installations assimilées dans le département de la Vendée. Dans cet arrêté, le terme de camping est utilisé pour évoquer les différents types d'exploitation mentionnés ci-dessus.

Ne sont pas visés les bâtiments recevant du public tels que défini par l'article R 123-2 du code de la construction et de l'habitation. Ceux-ci sont soumis au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique pour lesquels tous travaux, aménagements ou extensions doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation ou de permis de construire.



### **Article 2 : Mise en œuvre**

La mise en œuvre des prescriptions du présent arrêté relève de la responsabilité propre de l'exploitant et s'applique sous le contrôle de l'autorité de police en application des articles L.2212-1 et suivants du Code général des Collectivités Territoriales.

Ces mesures s'appliquent également sous le contrôle de l'autorité chargée de la délivrance de l'autorisation d'aménager en application des articles L.443-1 et suivants et R.443-7 et suivants du Code de l'Urbanisme.

## **II - ACCES ET CIRCULATION INTERIEURE**

Les dispositions ci-après doivent permettre en cas de sinistre d'assurer l'évacuation des personnes et l'intervention des secours, dans de bonnes conditions, pour tous les établissements d'hébergement touristique.

Les articles 3, 4, 5 et 6 ne s'appliquent qu'aux établissements créés après le 31 mai 2013, ainsi qu'aux extensions dans des établissements existants réalisées après cette même date.

### **Article 3 : Accès principal au camping**

Est considéré comme accès tout passage permettant, en fonctionnement normal, de pénétrer dans un établissement d'hébergement touristique.

Les campings ayant plus de vingt-cinq emplacements doivent avoir un accès principal d'une largeur minimum de 5 mètres s'il est utilisé en double sens ou de 2 fois 3 mètres si l'entrée et la sortie sont distinctes.

Ces accès sont reliés à une voie de circulation ouverte au public et utilisable par les engins de lutte contre l'incendie et les véhicules de transports sanitaires. L'accès principal est complété par des issues de secours conformément à l'article 4.

Les campings ayant au plus vingt-cinq emplacements peuvent ne disposer que d'un accès principal d'une largeur minimale de 3 mètres relié à une voie de circulation ouverte au public et utilisable par les engins de lutte contre l'incendie et les véhicules de transports sanitaires.

### **Article 4 : Issues de secours**

Les issues de secours sont des accès supplémentaires mis à la disposition des résidents dans le cadre d'une évacuation expresse en cas de péril imminent.

Elles doivent permettre également un accès au secours, notamment en cas d'engorgement de l'entrée principale.

Le nombre des issues de secours est fixé comme suit :

- les campings ayant plus de vingt-cinq emplacements et totalisant moins de deux cent cinquante emplacements doivent aménager une issue de secours.
- au-delà de deux cent cinquante emplacements, une issue de secours supplémentaire est aménagée par tranche de trois cents emplacements.

Ces issues de secours sont d'une largeur minimale de 3 mètres. Toutefois, si elles doivent être utilisées par les secours, la circulation s'effectue à double sens, et la largeur de l'issue doit être portée à 5 mètres. Le nombre et les caractéristiques des issues qui doivent servir concomitamment à l'évacuation du public et à l'accès des secours est déterminé par le SDIS lors de l'étude du dépôt de permis ou d'aménager.

Les issues doivent être signalées, éclairées et balisées et raccordées à la voie publique par des voies carrossables. Elles doivent être judicieusement réparties dans l'enceinte de l'établissement de manière à faciliter l'évacuation.

Si exceptionnellement, il n'est matériellement pas possible de réaliser le nombre d'issues de secours demandé (présence de tiers...), une analyse du risque est réalisée au cas par cas pour trouver des mesures compensatoires.

### **Article 5 : Voies de raccordement de l'établissement à la voie publique.**

Quelle que soit la largeur de la bande de roulement des voies de raccordement de l'établissement à la voie publique, le stationnement y est interdit.

#### Article 6 : Voies de circulation intérieure

Les voies de circulation intérieure sont des voies carrossables desservant les emplacements et les issues de secours et permettant en toute circonstance le passage des véhicules de secours. Ces voies sont d'une largeur minimale de 3 mètres si la circulation s'effectue en sens unique et de 5 mètres si la circulation s'effectue à double sens. Quelle que soit la largeur de la voie, le stationnement est interdit sur la bande de roulement.

Par ailleurs, une hauteur libre de 3m50, permettant le passage des engins de secours, doit être observée sur ces voies.

#### Article 7 : Voies sans issue

Des aires de retournement doivent être aménagées en bout des voies de circulation intérieure des établissements comportant des voies en impasse de plus de 50 mètres. Le rayon intérieur préconisé pour une aire de retournement permettant une manœuvre des engins de secours est de 11 mètres.

Toutefois, cette distance de 50 mètres ainsi que le rayon intérieur précité peuvent faire l'objet d'une dérogation pour tenir compte du nombre total d'emplacements desservis par cette impasse et de leur éloignement par rapport à son entrée, ainsi que des possibilités spatiales de mise en place. Dans ce cas, des mesures compensatoires peuvent être proposées.

#### Article 8 : Sorties complémentaires

Pour tenir compte des caractéristiques géographiques du site (étendu, enclavé...), des sorties complémentaires facilitant l'évacuation des personnes, à pied ou en voiture, peuvent utilement compléter les issues de secours obligatoires.

Ces sorties complémentaires doivent déboucher, directement ou via des voies piétonnes, sur des espaces naturels ouverts, à l'abri du risque. Ces sorties doivent être signalées sur le plan d'évacuation.

### III - AMENAGEMENT

#### Article 9 : Aménagement des emplacements

Dans les terrains de camping, l'occupation maximale des hébergements tels que tentes, caravanes, résidences mobiles de loisirs, habitations légères de loisirs (auvents et terrasses amovibles exclus), est limitée à 30 % de la surface totale de l'emplacement qui leur est affecté.

Dans les Parcs Résidentiels de Loisirs (PRL) à gestion hôtelière, l'occupation maximale des hébergements tels que habitations légères de loisirs, résidences mobiles de loisirs et caravanes (auvents et terrasses amovibles exclus), est limitée à 20 % de la surface totale de l'emplacement qui leur est affecté.

Une aire libre d'isolement d'une distance minimale de 4 mètres doit être respectée entre chaque implantation de résidence mobile de loisir et d'habitation légère de loisir, de façade à façade, y compris terrasses couvertes fermées, annexes et autres structures. La façade s'entend comme l'une des faces, parois ou côtés des structures précitées.

Seules les haies séparatives et les terrasses à l'air libre, en bois ou matériaux incombustibles, faiblement équipées (1 table, chaises) peuvent être admises dans la distance d'isolement de 4 m. Ces terrasses peuvent éventuellement posséder une couverture non fixe, pouvant être ôtée ou repliée rapidement. *Cette consigne doit être portée à la connaissance de chaque occupant d'emplacement à son arrivée.*

Par exception, les campings existants qui ne peuvent techniquement respecter cette distance de séparation et d'isolement doivent être dotés d'un plan d'évacuation et disposer d'un système d'alarme conforme à l'article 22, alinéa 2 du présent arrêté. Ces établissements doivent également être dotés de Robinets d'Incendie Armés (RIA) selon les modalités prévues à l'article 19.

#### Article 10 : Arbres et haies

La hauteur et la largeur des haies végétales séparatives doivent être maintenues à des dimensions compatibles avec la limitation du risque de propagation recherchée.

#### Article 11 : Débroussaillage

L'ensemble des terrains doivent être débroussaillés et entretenus sur toute leur surface et être maintenus en permanence en parfait état de propreté.

Afin de limiter les risques de propagation, les établissements soumis au risque feu de forêt doivent, en périphérie de site, éliminer la végétation basse et arbustive et couper les ramifications de la partie inférieure des arbres jusqu'à 2 mètres de hauteur environ.

Ces opérations d'entretien ont pour objectif de restreindre la densité de la végétation pour diminuer la combustibilité et faciliter l'accès des secours tout en conservant, d'une part un certain ombrage qui limitera la repousse d'une végétation herbacée ou ligneuse, et d'autre part un relatif état de fraîcheur au niveau du sol.

La largeur impactée par cet entretien autour du site peut varier de 10m à 50m, suivant l'analyse du risque. Cette analyse doit notamment prendre en compte la végétation, la topographie, les difficultés d'accès et l'implantation en périphérie de structures hébergeant des occupants.

A cette fin, l'exploitant doit établir un projet technique des opérations d'entretien des zones boisées. Pour établir son projet, il pourra utilement se rapprocher du SDIS, ainsi que de l'ONF dans le cas où les mesures prévues seraient susceptibles d'impacter des forêts domaniales ou de collectivités. Ce projet doit être initié dans un délai d'un an à compter de la publication du présent arrêté. Ce projet doit ensuite être validé par la sous-commission en charge de la sécurité des campings, et si possible déposé concomitamment à l'étude du cahier de prescription.

En tout état de cause, le gestionnaire dispose d'un délai de 3 ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté pour réaliser les travaux. S'il s'agit de la création d'un nouvel établissement, les travaux devront être envisagés dès la conception.

#### IV-EMPLOI DU FEU

##### Article 12 : Implantation en zone boisée et installations de cuisson type barbecue/plancha

Un camping peut être autorisé exceptionnellement à moins de 200 mètres d'une forêt par les autorités administratives compétentes.

En dehors des règles relatives aux installations de cuissons de type barbecue/plancha, les établissements visés par le présent règlement doivent appliquer la réglementation d'emploi du feu établie par l'arrêté n° 12 SIDPC-DDTM 627 du 26 novembre 2012, portant également définition d'une zone boisée.

Concernant l'utilisation des installations barbecues/planchas à usage individuel ou collectif, les possibilités de mise en place sont définies comme suit :

##### Etablissements soumis au risque feux de forêt ou situé à – de 200m d'une zone boisée :

<b>Installation individuelle</b>	<b>Interdite</b> Toutefois, l'utilisation d'installations mobiles électriques ou à gaz est autorisée. Cependant, ces installations devront respecter une distance de sécurité d'au moins 1 m par rapport aux façades des structures implantées, à un risque particulier et aux haies séparatives. <i>Cette formalité devra être portée à la connaissance des occupants d'emplacement.</i>
<b>Installation collective</b>	<b>Interdite</b> Toutefois l'utilisation d'une installation fixe (électrique ou à gaz ou à charbon de bois uniquement) peut être autorisée sous réserve qu'elle soit implantée dans une aire distante d'au moins 50 m de toute zone boisée et qu'elle respecte les consignes relatives à l'aménagement des installations collectives. L'emploi de liquide inflammable est strictement interdit. Si un départ de feu se produisait, le moyen d'extinction devra être obligatoirement constitué par un jet d'eau sur source pérenne.

**Etablissements non soumis au risque feux de forêt ou situé à + de 200m d'une zone boisée :**

<b>Installation individuelle</b>	<b>Installation mobile autorisée</b> Sous réserve de respecter une distance de sécurité d'au moins 1 mètre par rapport aux façades des structures implantées, à un risque particulier et aux haies séparatives. <i>Cette formalité devra être portée à la connaissance des occupants d'emplacement.</i>
<b>Installation collective</b>	<b>Installation mobile et fixe autorisée</b> Sous réserve de respecter les consignes relatives à l'aménagement des installations collectives

L'utilisation de l'ensemble des installations visées par le présent article doit être interdite par l'exploitant en période de risque fort ou lors de conditions météorologiques ponctuelles défavorables (faible hygrométrie, vent fort...).

**Consignes relatives à l'aménagement des installations collectives**

Les barbecues/planchas collectifs doivent être aménagés en respectant les règles suivantes : ils doivent être construits en matériaux incombustibles et installés sur sol gravillonné ou sablé permettant l'absorption rapide d'un épandage accidentel de liquide inflammable, lorsque leur emploi est permis. Une dérogation relative à la nature du sol peut être envisagée si les appareils fonctionnent au gaz ou à l'électricité. Dans tous les cas, un extincteur ou un RIA avec des consignes d'utilisation ainsi qu'un point d'eau doivent être accessibles à proximité de l'installation.

**Article 13 : Pyrotechnie**

L'usage des articles pyrotechniques de toutes catégories, y compris les pétards ou fusées de détresse, est prohibé dans l'enceinte et aux abords des terrains de camping jusqu'à une distance de 50 mètres, durant la période d'ouverture au public des établissements. Par ailleurs, les dispositions de l'arrêté préfectoral sur l'emploi du feu doivent être respectées.

**V- INSTALLATION TECHNIQUE GAZ ET ELECTRICITE**

**Article 14 : Installations électriques et à gaz**

Les installations électriques et à gaz collectives doivent être conformes aux normes en vigueur. Un certificat de conformité, établi par un organisme agréé, doit être fourni lors de toute demande d'ouverture ou d'extension d'un établissement. Les installations électriques et à gaz sont ensuite maintenues constamment en bon état d'entretien et d'isolement. Elles sont vérifiées annuellement par un technicien qualifié.

Les installations électriques et à gaz privatives doivent être conformes au contrat signé avec l'exploitant et au règlement intérieur de l'établissement.

**Article 15 : Installations de gaz**

Tout stockage de gaz d'une capacité unitaire supérieure à 6 tonnes sur un même site (réservoirs fixes et mobiles) doit faire l'objet d'une étude spécifique sous la rubrique 1412 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les bouteilles de gaz isolées et raccordées en raison d'un usage spécifique (installations individuelles...) ne sont pas comptées dans les six tonnes.

**A/Installations collectives**

Les installations de gaz collectives doivent être conformes aux normes en vigueur. Un certificat de conformité établi par un organisme agréé doit être fourni lors de toute demande d'ouverture, d'extension ou de modification de classement. Les installations sont ensuite maintenues constamment en bon état. Elles sont vérifiées annuellement par un technicien qualifié.



### **B/Installations privatives**

L'unité de référence est l'Unité Bouteille (UB) correspondant à une bouteille de 13 kg de gaz. Le nombre d'UB est limité à 3 par emplacement dont 2 dédiées à l'alimentation de la structure d'hébergement. Lorsqu'il s'agit de gaz propane, les bouteilles doivent impérativement être stockées à l'extérieur. *Ces consignes doivent figurer dans le règlement intérieur de l'établissement et être portées à la connaissance de chaque occupant d'emplacement.*

Lorsque cela est possible, afin de limiter l'impact d'un feu d'habitation légère de loisirs ou de mobil-home, il est préconisé de protéger les bouteilles en les isolant par un écran incombustible.

Les bouteilles doivent répondre aux obligations suivantes :

- installation uniquement en position verticale avec robinet en position haute,
- les raccordements, inverseurs et systèmes de détente sont maintenus accessibles,
- remplacement des bouteilles possible sans dérangement de l'installation ou des accessoires.

### **Article 16 : Stockage de gaz en réservoirs fixes d'une capacité unitaire inférieure à 6 tonnes**

Les réservoirs fixes alimentant des installations intérieures, particulières ou collectives, sont implantées à un emplacement déterminé, délimité et signalé. Ils sont soumis à l'**arrêté du 30 juillet 1979 modifié** relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux stockages fixes d'hydrocarbures liquéfiés non soumis à la législation des installations classées ou des immeubles recevant du public.

Un stockage d'hydrocarbures liquéfiés en réservoirs fixes peut être aérien ou enterré. Les principales consignes de sécurité, notamment la mention « interdiction de fumer », doivent être placées soit sur le réservoir, soit à proximité de celui-ci. Les moyens de lutte contre l'incendie sont spécifiés à l'annexe 1 du présent arrêté.

La protection des réservoirs est effectuée de la manière suivante :

- les réservoirs enterrés sans capot verrouillé et les réservoirs aériens ont l'obligation d'être situés dans un espace rendu inaccessible au public et à tous véhicules par la mise en place d'une clôture grillagée de 2 mètres de hauteur avec porte d'accès de même hauteur, incombustible et verrouillée. La pose de cette clôture doit être effectuée en dehors de l'emprise du réservoir. Un espace libre de 0,60 mètre au moins doit être laissé latéralement autour du ou des réservoirs.

- les réservoirs enterrés avec capot verrouillé, doivent être marqués par des plots de signalisation de fosse. Des éléments fixes (blocs pierre, main courante, plots...) doivent être implantés à une distance d'au moins 0,60 mètres, mesurée à partir de l'aplomb du réservoir, de manière à y rendre l'espace inaccessible à tous les véhicules.

Les stockages alimentant en combustible gazeux un Etablissement Recevant du Public (ERP) doivent respecter la réglementation relative à ces constructions.

### **A/Réservoirs fixes aériens d'une capacité inférieure à 6 tonnes**

Les réservoirs aériens, doivent être placés en plein air ou sous simple abri (toiture ou auvent) et grillagé conformément aux paragraphes précédents. Ils peuvent éventuellement être situés dans un local ouvert, recouvert d'une toiture légère et largement ventilé. Dans ce cas, les parties pleines des parois ne doivent pas excéder 75 % de la surface latérale totale.

La bouche de remplissage et l'orifice d'évacuation à l'air libre de la soupape de sûreté du réservoir doivent être placés au moins à une distance (d) par rapport aux autres constructions ou installations. Les distances à respecter sont portées en annexe 2.

### **B/Réservoirs enterrés d'une capacité inférieure à 6 tonnes**

Les réservoirs enterrés doivent être placés à l'extérieur de tout bâtiment et hors de ses accès.

Tout passage de véhicules doit être interdit sur une distance d'un mètre mesurée à partir de l'aplomb de la paroi du réservoir.

Ils doivent également respecter les distances (d) d'éloignement par rapport aux autres constructions ou installations portées en annexe 3.

### **ARTICLE 17 : Dépôt de gaz en réservoirs mobiles**

Depuis le 31 mai 2013, tout nouvel établissement ne peut aménager qu'un seul dépôt de réservoirs mobiles de gaz, délimité et signalé.

Par dérogation, dans les établissements existants comportant plusieurs dépôts difficiles à regrouper, l'exploitant sera responsable du respect de l'arrêté préfectoral pour chacun d'eux.

Les bouteilles du dépôt de gaz sont installées, en position horizontale, ou en position verticale avec robinet en position haute.

Si elles sont installées en appui d'une paroi verticale, celle-ci doit être construite en matériau incombustible et dépasser d'au moins 0,50 mètre de haut la dernière rangée de bouteilles.

Les personnes non habilitées par l'exploitant ne doivent pas avoir accès au stockage. A ce titre, les bouteilles doivent être installées dans des casiers fermés à clef.

Le dépôt doit être protégé par au moins un extincteur à poudre portatif homologué, d'une capacité minimale de 4 kg, Positionné à 20 mètres maximum et annuellement contrôlé.

Une signalétique mentionnant la présence de gaz et l'interdiction de fumer ou d'apporter du feu, sous quelque forme que ce soit à moins de 2 mètres des récipients mobiles stockés, doit être implantée de façon visible à proximité du dépôt.

### **Distances d'implantation à respecter en fonction de la quantité stockée**

Les parois des récipients mobiles doivent être situées vis-à-vis :

- des propriétés appartenant à des tiers,
- de la voie publique,
- des ouvertures des locaux habités ou des locaux habités par des tiers,
- des ouvertures de tout local contenant des foyers ou autres feux nus,
- de tout soupirail, descente d'escalier de cave, sous-sol, bouche d'égout non protégée par un siphon ou de tout point bas vers lequel peuvent s'accumuler des vapeurs inflammables,
- de tout dépôt de matières combustibles, à une distance minimale, en projection horizontale.

Capacité unitaire stockée	Distance (d) minimum à respecter
- au plus égale à 260 kg (20 UB)	2 mètres
- supérieure à 260 kg et au plus égale à 520 kg (entre 20 et 40 UB)	3 mètres
- supérieure à 520 kg (plus de 40 UB)	4 mètres

Cette distance n'est pas exigée si le stockage est isolé des emplacements énumérés ci-dessus par un mur plein en matériaux incombustibles, stable au feu de degré une heure dont les dimensions en longueur dépassent de 1 mètre au moins celles du stockage et de 0,50 mètre au moins la hauteur. La hauteur minimale de ce mur doit être d'au moins 2 mètres dans le cas d'isolement par rapport aux propriétés appartenant à des tiers ou de la voie publique.

Toutefois, aucun stockage en réservoirs mobiles ne peut être implanté à moins de 8 m d'un emplacement. Cette distance peut être ramenée à 1m si un mur répondant aux critères du paragraphe précédent est implanté entre le stockage et le(s) emplacement(s) concerné(s).

## **VI - DEFENSE INCENDIE**

### **Article 18 : Défense extérieure contre l'incendie**

La défense extérieure contre l'incendie des campings est assurée aux moyens d'hydrants (poteau d'incendie et/ou bouche d'incendie) et/ou de points d'eau naturels ou artificiels dans les conditions suivantes :

- Tout emplacement doit être défendu par un point d'eau principal, situé à 200 m maximum, pouvant assurer l'alimentation en eau de 30 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures, des engins de lutte contre l'incendie.
- La distance de 200 m est mesurée à partir des voies principales.
- Les points d'eau naturels (lacs...) ou artificiels (piscine du camping...) peuvent être retenus comme ressources en eau satisfaisant à la défense contre l'incendie, sous réserve :

- ✓ d'être impérativement alimentés en permanence lors de la période d'ouverture du camping,
- ✓ de présenter en tout temps, toute heure une capacité minimale de 90 m<sup>3</sup>,
- ✓ de permettre l'alimentation des moyens sapeurs-pompiers, à partir d'un dispositif validé par le SDIS.

Des emplacements peuvent néanmoins être situés au-delà de 200 m et jusqu'à 400 m d'un point d'eau principal, s'ils sont défendus par des RIA.

L'installation, l'entretien et la vérification des points d'eau servant à la défense extérieure contre l'incendie sont à la charge du propriétaire ou de l'exploitant.

#### Article 19 : Extincteurs et RIA

Tous les établissements doivent être équipés de moyens de défense intérieure contre l'incendie.

Les établissements totalisant jusqu'à 300 emplacements sont dotés, à leur convenance, d'extincteurs ou de RIA dans les conditions qualitatives et quantitatives suivantes :

- En cas d'installation d'extincteurs portatifs, ils sont principalement à poudre polyvalente ABC de 6 kg, à raison d'un extincteur pour dix emplacements avec un minimum de deux. Vérifiés annuellement, ils doivent être placés sur des supports apparents, de préférence le long des voies, et être facilement réparables et accessibles.

Les emplacements défendus par des RIA au regard des mesures de l'article 18, sont dispensés de l'installation d'extincteur, à l'exception des extincteurs imposés dans les ERP ou nécessaires en raison des risques particuliers.

- En cas d'installations de RIA, leur nombre et leur emplacement sont déterminés de façon à ce que tout emplacement de tente ou de caravane ainsi que toute autre installation soit défendue efficacement par au moins un jet de lance.

La composition et les caractéristiques des RIA doivent être conformes aux normes en vigueur les concernant (NF S 62-201 septembre 2005). Ils doivent notamment répondre aux diamètres nominaux minimum 19/6 (19 correspondant au diamètre interne du tuyau et 6 correspondant au diamètre à l'ajutage. Ces deux mesures étant exprimées en millimètres).

Sous réserve du respect des conditions rappelées dans la norme précitée, le réseau d'eau public peut être utilisé pour la mise en œuvre des RIA.

Toutefois, quelle que soit la source utilisée, la pression de fonctionnement ne doit pas être inférieure à 2,5 bars au RIA le plus défavorisé.

Les établissements totalisant plus de 300 emplacements sont dotés de RIA correspondant aux caractéristiques précisées au paragraphe précédent. Toutefois, si ces établissements comportent un grand nombre d'emplacements nus ou proposent des structures d'hébergement très largement éloignées les unes des autres, des dérogations d'implantation de RIA peuvent être envisagée après étude.

Dès lors qu'un établissement existant totalise plus de 25 emplacements et ne respecte pas l'aire libre d'isolement prévue à l'article 9, il doit également être doté de RIA. Toutefois, cette obligation d'installation peut être restreinte aux seuls emplacements pour lesquels la distance précitée n'est pas respectée. Par ailleurs, si le nombre d'emplacements concernés est limité, cette prescription de RIA peut être remplacée par des mesures compensatoires proposées par le SDIS après analyse.

Les établissements devant disposer de RIA et existant à la date du 31 mai 2013 doivent s'équiper progressivement, à raison de 4 RIA par an minimum.

Dans tous les établissements, quel que soit le nombre d'emplacements, chaque résidence mobile de loisir et habitation légère de loisir doit disposer au minimum d'un extincteur de 2 kg approprié aux risques (si possible à poudre ABC). L'extincteur doit être facilement accessible, réparé et vérifié annuellement.

#### **Article 20 : Conseil technique du SDIS**

L'exploitant peut prendre l'attache du SDIS pour toute question relative à la défense incendie du site. Cette démarche pourra notamment permettre de trouver des solutions techniques correspondant à une bonne défense incendie en tenant compte des caractéristiques particulières de certains campings.

### **VII-ALERTE ET ALARME**

#### **Article 21 : Alerte**

Les cabines téléphoniques situées à l'intérieur du camping et le bureau d'accueil doivent être munis d'une affiche comportant les numéros d'appel des secours (15-17-18-112), un message-type à employer par les utilisateurs et la localisation précise de l'appelant (nom du camping, adresse, commune, numéro d'emplacement).

#### **Article 22 : Alarme**

Chaque Etablissement visé à l'article 1 du présent arrêté est doté d'un moyen d'alarme sonore. Ce moyen d'alarme doit permettre de prévenir les occupants en cas d'évacuation. Il doit pouvoir être actionné rapidement et assurer la diffusion d'un signal sonore clair et/ou d'un message.

En outre, des essais des moyens d'alarme doivent être effectués annuellement et consignés dans le registre de sécurité.

Les moyens d'alarme sonore peuvent être :

N° 1 : Système d'alarme de type mégaphone.

N° 2 : Système d'alarme de type électro-acoustique (hauts parleurs, etc...). Si la diffusion d'un message est prévue, celui-ci doit être traduit à minima en français, allemand et anglais.

N° 3 : Système d'alarme mentionné à l'alinéa précédent secouru par une source autonome susceptible de pallier l'absence d'alimentation électrique du secteur (groupe électrogène, batterie...). L'alarme doit inclure un message diffusé, à minima, en français, allemand et anglais.

Sauf exception précisée dans le présent arrêté, les établissements de moins de 300 emplacements ou installations, doivent être dotés à minima du système N° 1.

A partir de 300 emplacements ou installations, les établissements doivent être dotés à minima du système d'alarme N° 2.

Toutefois, dès qu'un camping comporte plus de 25 emplacements et est concerné par un risque feux de forêt, SEVESO ou rupture de barrage et inscrit sur la liste mentionnée à l'article 30, il doit être doté du système d'alarme N° 3, pouvant, de plus, être activé en toute circonstance et sans délais.

Les campings soumis au risque de submersion marine ou d'inondation terrestre et inscrits sur la liste prévue à l'article 30, sont dotés du système d'alarme N° 2, ou N° 3 si une occupation des emplacements est possible entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 31 mars.

Les campings soumis au seul risque d'érosion et inscrits sur la liste prévue à l'article 30, feront l'objet d'une analyse au cas par cas pour définir le système d'alarme à mettre en place.

#### **Article 23 : Détecteur autonome de fumée**

Les campings doivent être équipés d'un détecteur autonome de fumée dans chaque habitation légère de loisirs ou mobil'homes.

### **VIII-DISPOSITIONS FACILITANT L'ACTION DES SECOURS**

#### **Article 24 : Plan d'information et d'évacuation**

Dans tous les établissements d'hébergement touristique, un plan du site est apposé, en permanence à l'entrée ou à l'accueil et à disposition chaque occupant. Sur ce plan figurent :

- Les établissements recevant du public et tout autre bâtiment en dur
- Les locaux techniques et locaux à risques particuliers
- Les emplacements numérotés



- La localisation des moyens d'extinction (poteaux, robinets d'incendie armés, extincteurs, citernes, points d'eau...)
- Les commandes de coupure (gaz, électricité...)
- Les accès, les voies de circulation, les issues de secours et les sorties complémentaires
- Le fléchage d'évacuation, les sorties et la ou les zones de regroupement

Les cheminements internes menant aux issues de secours, mentionnées à l'article 4, doivent être balisés afin de permettre aux occupants de l'établissement de regagner intuitivement ces sorties (panneaux avec inscriptions en blanc sur fond vert).

Un plan d'intervention facilitant l'intervention des secours peut également être réalisé. Dans ce cas, il sera préparé par l'exploitant en collaboration avec les sapeurs-pompiers et validé par ces derniers.

#### **Article 25 : Personnel**

L'exploitant et le personnel de gardiennage doivent être informés de la mise en œuvre des consignes de sécurité : diffusion de l'alarme, manipulation des extincteurs et des RIA, évacuation du site...

#### **Article 26 : Trousse de première urgence**

Une ou plusieurs trousse de première urgence doivent être placées à l'accueil ou au poste de gardiennage.

#### **Article 27 : Consignes**

Il convient, à l'entrée de chaque camping et aux principaux lieux de passage (sanitaires...) d'afficher des panneaux inaltérables comportant un plan du camping, de ses emplacements, de ses moyens de secours et d'alerte, de ses issues de secours, ainsi que les consignes à respecter en cas de sinistre.

Des consignes de sécurité supplémentaires permettant de signaler des risques spécifiques à l'établissement (ex : présence d'un lac non surveillé dans l'enceinte de l'établissement : attention au risque de noyade) doivent être disposées au niveau de chaque risque ainsi qu'aux lieux de passage fréquent des usagers.

#### **Article 28 : Gardiennage**

L'accès de nuit aux campings 1 ou 2 étoiles qui ne possèdent pas un système de gardiennage, doit être facilité pour permettre l'intervention des véhicules de secours. Un système d'ouverture doit être proposé au SDIS qui valide sa mise en place.

### **IX-REGISTRE DE SECURITE**

#### **Article 29 : Registre de sécurité**

Les exploitants doivent renseigner et tenir à jour un registre de sécurité propre au camping. Les vérifications annuelles (électricité, gaz, extincteurs, RIA, locaux techniques des piscines, systèmes d'alerte le cas échéant) ainsi que les anomalies d'exploitation doivent être mentionnées dans le registre de sécurité.

Les actions de vérification et de modification des installations doivent être réalisées et signées par un technicien qualifié ou un organisme agréé. L'information et l'identification du personnel, au regard du risque d'incendie et de panique, doivent être réalisées, datées et mentionnées.

### **X-DISPOSITIONS PARTICULIERES**

#### **Article 30 : Etablissements soumis à un risque majeur**

Les établissements concernés par un ou plusieurs risques majeurs et identifiés dans l'arrêté préfectoral en vigueur, fixant la liste des terrains de campings exposés aux risques majeurs dans le département de la Vendée, ou présentant un risque d'incendie et de panique après analyse du SDIS, doivent tenir à jour un cahier de prescriptions de sécurité comprenant les quatre parties définies ci-après.

La première partie du cahier des prescriptions de sécurité comprend les informations générales et administratives relatives au terrain ainsi que les consignes d'exploitation permanentes :

- données administratives ;
- copie du document d'approbation des prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation visé par l'autorité compétente ;
- nature des risques auxquels est soumis le terrain ;
- référence des dernières visites de contrôle ;
- matériels installés et conditions d'entretien ;
- consignes d'exploitation permanentes.

La deuxième partie du cahier des prescriptions de sécurité concerne les mesures relatives à l'information des occupants du terrain :

- modèles d'affiches à utiliser en référence à la réglementation en vigueur ;
- affichettes indiquant les consignes à suivre par les occupants ;
- document de synthèse à remettre à chaque occupant du terrain. Ce document doit inclure la conduite à tenir pour les occupants en cas d'alerte et d'évacuation ;
- plan d'affichage ;
- langues de diffusion des consignes.

La troisième partie du cahier des prescriptions est relative aux prescriptions d'alerte :

- données générales pour chacun des risques concernés, notamment s'il existe une procédure réglementaire relative au risque (plan d'exposition aux risques, périmètre de risque, etc.) ;
- organisation de l'alerte, compétences et rôle des organismes publics ;
- rôle du gestionnaire en cas d'alerte.

La quatrième partie du cahier des prescriptions est relative aux prescriptions d'évacuation :

- plan d'évacuation approuvé ;
- rôle du gestionnaire en cas d'évacuation.

Ces campings doivent également compléter, par tranche de 5 000m<sup>2</sup>, les dispositions prévues à l'article 24 par un affichage interne des consignes de sécurité ainsi que des pictogrammes propres aux risques identifiés.

## **XI-DISPOSITIONS DIVERSES**

**Article 31** : L'arrêté préfectoral modifié n° 13 SIDPC-SDIS 250 du 21 mai 2013 est abrogé.

**Article 32** : Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de publication.

**Article 33** : Les sous-préfets d'arrondissement, le sous-préfet, directeur de cabinet, les maires du département, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie de la Vendée et tous les agents assermentés de la force publique, le directeur départemental des territoires et de la mer et le directeur du service départemental d'incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 5 mai 2014,  
Le préfet,

  
Jean-Benoît ALBERTINI



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture de la Vendée**  
**Cabinet du Préfet**  
Service Interministériel de Défense  
et de Protection Civile

### **Arrêté N°22/CAB-SIDPC/429**

## **portant approbation de la liste des terrains de campings exposés aux risques majeurs dans le département de la Vendée**

Le préfet de la Vendée,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme et notamment son article L443-2 ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code de l'environnement et notamment son article L125-2 ;

VU le code forestier ;

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU le code du tourisme ;

VU le décret n°95-260 du 8 mars 1995, relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA), modifié par décret n°2014-1312 du 31 octobre 2014 ;

VU l'arrêté interministériel du 6 février 1995 fixant le modèle du cahier de prescriptions de sécurité destiné aux gestionnaires des terrains de camping et de stationnement de caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible ;

VU l'arrêté interministériel du 9 février 2005 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public ;

VU l'instruction du gouvernement du 6 octobre 2014 relative à l'application de la réglementation spécifique aux terrains de camping et de caravanage situés dans les zones de submersion rapide ;

VU la circulaire interministérielle n°95-14 du 6 février 1995 relative aux mesures préventives de sécurité destinées aux gestionnaires de terrains de camping et de stationnement de caravane soumis à un risque naturel ou technologique prévisible ;

VU la circulaire interministérielle n°97-106 du 25 novembre 1997 relative à l'application de la réglementation spécifique aux terrains de campings situés dans les zones à risques ;



## **PRÉFET DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

VU l'arrêté du 28 septembre 2007 relatif à l'implantation des habitations légères de loisirs, à l'installation des résidences mobiles de loisirs et de caravanes et aux campings et modifiant le code de l'urbanisme ;

VU l'arrêté préfectoral n° 19/SIDPC/581 du 25 juillet 2019 portant approbation, après mise à jour, du dossier départemental des risques majeurs (DDRM) comportant la liste des communes soumises à obligation d'information préventive aux citoyens sur les risques naturels et technologiques majeurs auxquels ils sont exposés, dans le département de la Vendée ;

VU l'arrêté préfectoral n°18/CAB-SIDPC/007 du 4 janvier 2018, modifié, portant constitution et compétence de la sous-commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes ;

VU l'arrêté préfectoral n°20/SIDPC/825 du 26 octobre 2020 portant approbation de la liste des terrains de campings exposés aux risques majeurs, dans le département de la Vendée ;

VU les avis recueillis auprès des services compétents et de l'organisation professionnelle concernée ;

CONSIDÉRANT les risques pouvant affecter les terrains de camping cités en annexe ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'apporter à la population une information préventive sur les risques majeurs auxquels elle est exposée ;

### **Arrête**

#### **Article 1 :**

La liste des campings exposés à un aléa significatif au regard des risques majeurs du département de la Vendée, après révision complète, est arrêtée dans l'annexe 1 au présent arrêté.

#### **Article 2 :**

Les gestionnaires des terrains de camping figurant sur cette liste devront réaliser ou mettre à jour un dispositif d'information préventive, d'alerte et d'évacuation des usagers conforme à un cahier de prescriptions de consignes de sécurité (CPS) :

- reprenant les informations figurant dans le dossier départemental des risques majeurs de la Vendée (DDRM) et le dossier d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) de leur commune ;
- et tenant compte des particularités du site et des caractéristiques du risque (intensité et cinétique).

#### **Article 3 :**

Les maires des communes concernées sont chargés, en application de la réglementation en vigueur et notamment de l'article R125-15 du code de l'environnement, d'examiner la situation de chaque établissement en cause et de faire procéder à la mise en place par l'exploitant de mesures d'information, d'alerte et d'évacuation des usagers, sous forme de cahiers de prescriptions des consignes de sécurité (CPS).

29 rue Delille  
85922 La Roche-sur-Yon Cedex 9  
Tél. : 02 51 36 70 85 – Mail : [prefecture@vendee.gouv.fr](mailto:prefecture@vendee.gouv.fr)  
[www.vendee.gouv.fr](http://www.vendee.gouv.fr)





## PRÉFET DE LA VENDÉE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

### Article 4 :

Une copie du présent arrêté est adressée aux maires des communes concernées.  
Les maires notifieront le présent arrêté aux exploitants des terrains de camping concernés.

### Article 5 :

L'arrêté n°20/SIDPC/825 du 26 octobre 2020 portant approbation de la liste des terrains de campings exposés aux risques majeurs dans le département de la Vendée est abrogé.

### Article 6 :

Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de la justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours administratif, dans les deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture
  - soit un recours gracieux adressé à M. le préfet de la Vendée - 29 rue Delille - 85922 La Roche - sur-Yon Cedex 9
  - soit un recours hiérarchique adressé à M. le ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75800 Paris
- d'un recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, auprès du tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Ile-Gloriette – 44000 Nantes.
- le tribunal administratif peut être également saisi via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 7 :

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, le directeur de cabinet du préfet, les sous-préfets des Sables-d'Olonne et de Fontenay-le-Comte, le chef du service interministériel de défense et de protection civile, les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vendée.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **15 JUIN 2022**

Le préfet,

Gérard Gavory

# CAMPINGS A RISQUES - ANNEXE A L'ARRETE N°22/CAB-SIDPC/429

COMMUNE	NOM	Adresse	SUBMERSION MARINE	INONDATION TERRESTRE	RUPTURE DE BARRAGE	FEU DE FORET	ÉROSION
AIGUILLON LA PRESQU'ILE (L)	CAMPING DE LA BAIE	Boulevard du Communal					
	LE FAUTAIS	18 route de La Tranche					
	LA PINEDE	100 route de la Pointe d'Arcay					
	LES TULIPES	173 route de La Tranche					
	LA SIESTA	route de La Tranche					
	LE GRAND R	route de La Tranche					
	LES VIOLETTES	route de La Tranche					
	LES FLOTS BLEUS	avenue des Chardons					
	LE PAVILLON BLEU	Chemin des Ormeaux					
	L'AIR MARIN – VILLAGE VACANCES	route de La Tranche, Rue des Palisseaux					
AIZENAY	LA FORET	1 Rue de la Clairière					
ANGLES	L'ATLANTIQUE	5 Bis Rue du Chemin de Fer					
	LE CLOS COTTET	Route de La Tranche-sur-Mer					
	LE PORT DE MORICQ	19 Route du Port de Moricq					
	LES ONCHERES	Chemin de La Martinière					
BARBATRE	DOMAINE LE MIDI	Rue du Camping					
	CHEZ CHRISTIAN	126 rue du Frau					
	LA FRANDIERE	9 rue de l'Angle					
	LA CORSIVE	47 Route de la Corsive - Fromentine					
BARRE DE MONTS (LA)	LE GRAND CORSEAU	Route de la Grande Côte – Fromentine					
	CAMPEOLE LA GRANDE COTE	Route de la Grande Côte					
	LE MARAIS	55 Route du Marais – Fromentine					
	LA DAROTTE	13 Chemin de la Darotte					
	AIRE NATURELLE LES GATS	Route de Beauvoil-sur-Mer – Chemin des Gâts					
	L'ECURIE DU MARAIS	Sainte-Christine					
BENET							
BOUIN	YOURTE A LA FERME	Leider, La Grande Réjouie					
	L'OCEAN	17 Rue du Brandais					
BRETAGNOLLES SUR MER	LES CYPRES	Rue du Pont Jaunay					
CHAILLE LES MARAIS	L'ILE CARIOT	Rue du 8 Mai					
DAMVIX	LES CONCHES	Route du Grand Port					
EPINE (L)	LA BOSSE	rue du port					
FENOULLER (LE)	LE PAS OPTON	1935 route du pas Opton					
GIVRAND	LE JAUNAY	Les Rives, 102 Route des Sables					
GRUES	LE BEL AIR	2 Route de Bel Air					
	LA CLEROCA	La Cléroca					
	LE PRE DES SABLES	Rue Jean Racine					

CAMPINGS A RISQUES - ANNEXE A L'ARRETE N°22/CAB-SIDPC/429

COMMUNE	NOM	SUBMERSION MARINE	INONDATION TERRESTRE	RUPTURE DE BARRAGE	FEU DE FORET	ÉROSION
ILE D'ELLE (L)	LE PETIT BOOTH	79 bis Rue Nationale				
	LA VENTOUSE CAMPING GCU	18 bis Rue Pierre Curie Route du Payré				
LANGON (LE)	L ILOT DES MARAIS	5 Route de Chaillé-Les-Marais				
	LE CLOS DES PINS ODALYS LES DUNES	1336 Av. du Dr Joussemet Av. du Dr Joussemet				
LONGEVILLE SUR MER	LA MICHENOTIERE	Route d'Angles La Michenotière				
	LE CAP VENDEEN	Route d'Angles Le Poiré				
	LE SOUS BOIS	La Haute Saligottière				
	LA FORESTIERE	860 Rue de l'Océan				
	LE PETIT ROCHER	1250 Av. du Dr Mathévet				
LUCON	LES GUIFETTES	Route de la Clalraye				
MAILLE	LA PETITE CABANE	Rue de La Petite Cabane				
	LA PREE	Rue de La Prée				
MAREUIL SUR LAY DISSAIS						
MAZEAU (LE )	LE RELAIS DU PECHEUR	Communal d'Entre les Deux				
MOUCHAMPS	LE HAMEAU DU PETIT LAY	Lieu-dit Chauvin D113				
MOUILLERON LE CAPTIF	L'AMBOIS	L'Ambois				
NALLIERS	LE VIEUX CHIENE	rue du port				
	LA POINTE	rue de la Pointe à l'Herbaudière				
NOIRMOUTIER EN L ILE	LE CLAIR MATIN	121 Rue des Sableaux				
	LES ROUSSIERES	15 rue des Grandes Roussières				
	RATP LES SABLEAUX	route des sableaux				
	HUTTOPIA (ex INDIGO LA VENDETTE)	23 allée des Sableaux				
NOTRE DAME DE MONTS	L'ORGATTE	Avenue Abbé Thibaud				
	LA PAREE CHALONS	74 rue de la Brisie				
SABLES D'OLONNE (LES)	LE BOIS SOLEIL	94 chemin des barres				
	LES PIRONS	Rue des Marchais				
	LA LOUBINE (Capfun)	1 route de la mer				
	LE NID D ETE	2 rue de la vigne verte				
	LA GACHERE	Lieu dit Les Granges				
LE PERRIER	USJA CARQUEFOU	27 Rue des Granges				
	LA LOIRE FLEURIE	Route de la Jalonnière				
PUYRAVAULT	LE MERVAL	Lieu dit Le Merval				
SAINT BENOIST SUR MER	LE MARAIS	rue de l'église				

# CAMPINGS A RISQUES - ANNEXE A L'ARRETE N°22/CAB-SIDPC/429

COMMUNE	NOM		SUBMERSION MARINE	INONDATION TERRESTRE	RUPTURE DE BARRAGE	FEU DE FORET	ÉROSION
SAINT ETIENNE DU BOIS	LA PETITE BOULOGNE	Chemin du petit pont		1			
	LE PETIT PAVILLON	161 route des Sabies	1				
	LE BAHAMAS BEACH	168 route des Sabies	1				
	LES MARINES DE SAINT GILLES	2 rue du pont Jaunay	1				
SAINT GILLES CROIX DE VIE	LA PLAGE DE SION (MUNICIPAL)	Avenue de la Forêt				1	
	LES DEMOISELLES	100 Avenue des betcs	1			1	
	LA PLAGE DE RIEZ	51 Avenue des mimosas				1	
	LE BOSQUET	62 Avenue de la Pège	1				
	LA PEGE - MAHANA	67 l'Avenue de la Pège	1				
	LA PUERTA DEL SOL	Chemin des hommesaux				1	
	SOL A GOGO	61 Avenue de la Pège	1				
	LA NINGLE	66 Chemin des Roselières	1				
	LA PLAGE	106 Avenue de la Pège	1				
	LA PRAIRIE	Chemin des Roselières	1			1	
SAINT HILAIRE DE RIEZ	LE CLOS DES PINS	Chemin des Roselières					
	LES ECREUILS	100 Avenue de la Pège	1				
	LE BOIS TORDU	84 Avenue de la Pège	1				
	LES BICHES	Chemin de la petite Baisse				1	
	LES MOUETTES	130 avenue de la pège	1				
	DOMAINE DES PINS	151 Avenue de la Faye				1	
	LES PINEDES DE LA CAILLAUDERIE	111 route de la Caillauderie				1	
	LA PAREE DU JONC	Chemin de la parée du Jonc				1	
	LE CHENAL	78 avenue des épines				1	
	LES SIRENES	71 Avenue des demoiselles				1	
SAINT JEAN DE MONTS	L OREE DU BOIS	Chemin de la parée du Jonc				1	
	LES JARDINS DE L ATLANTIQUE	100 Route de la Caillauderie				1	
	DOMAINE CLARYS	77 Avenue des Epines	1				
	CAMPING COTE PLAGE (EX LE VIEUX RANCH)	Chemin de la parée du Jonc				1	
	VALLEE DE POUPET	Poupet		1			
SAINT MALO DU BOIS	LA DIVE	12 route de la mer	1				
	LES MIZOTTES	41 rue des anciens quais	1				
	LA FERME BASSE BRENEE	Basse Brénée	1				
	LE PONT ROUGE	rue Georges Clémenceau			1		
SAINT REVEREND	LES PORTES DE SAINT GILLES	Rue Georges Clémenceau			1		
	LES ROUCHES	rue des hautes rouches		1			
SAINT URBAIN							

# CAMPINGS A RISQUES - ANNEXE A L'ARRETE N°22/CAB-SIDPC/429

COMMUNE	NOM		SUBMERSION MARINE	INONDATION TERRESTRE	RUPTURE DE BARBAGE	FEU DE FORÊT	ÉROSION
SAINT VINCENT SUR JARD	LE PIED GIRARD	9 rue de la forêt					
SAINTE CECILE	RESIDENCE LA RIVIERE	25 rue du stade					
SAINTE PEXINE	CAMPING MUNICIPAL LE LAY	Rue du Pont					
SALLERTAINE	BEL AIR	Impasse de bel Air					
TALMONT SAINT HILAIRE	LE LITTORAL	Rue du Porteau					
	LES DUNES	539 rue du Mazeau-Le Port de la Guittière					
	L'ESCALE DU PERTHUIS	120 bd de Lattre de Tassigny					
	LES JONQUILLES	chemin de la coulée					
	LA GRANDE VALLEE	145 bd du Mal de Lattre de Tassigny					
	SAINTE ANNE	1 rue Rampillon					
	LA BAIE D'AUNIS	10 rue du Perthuis					
	CAMPEOLE - LA GRIERE	62-64 bd du Mal de Lattre de Tassigny					
	LE JARD	123 bd de Lattre de Tassigny					
	GCU LA TRANCHE SUR MER	16 avenue de Saint-Anne					
	LES ROUILLERES	138 bd de Lattre de Tassigny					
	LE SABLE D'OR	La Terrière					
TRANCHE SUR MER (LA)	LA BELLE HENRIETTE	163 bd Mal de Lattre de Tassigny					
	LA BELLE ANSE - Campéole	161 bd du Mal de Lattre de Tassigny					
	LES BLANCS CHENES	route de la Roche sur Yon					
	LES PRISES	142 bd du Mal de Lattre de Tassigny					
	CAMPING AUNIS CLUB VENDEE	La Charrière des Bandes					
	LE COTTAGE FLEURI	4 impasse du Cottage					
	CAMPING BEL	4 rue du Bottereau					
	LE BELLEVUE	Boulevard de Lattre de Tassigny					
	LE GRAND PRE	1 chemin des Aigrettes					
	LA VILLA JA	40 Rue de Longeville					
TRIAIZE	CAMPING MUNICIPAL	Rue du stade					
VIX	O P TIT MARAIS	Drapelle					





**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Ce QR Code peut servir à vérifier  
l'authenticité des données contenues  
dans ce document.

# ÉTAT DES RISQUES POUR L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES

Établi le 20 juin 2025

La loi du 30 juillet 2003 a institué une obligation d'information des acquéreurs et locataires (IAL) : le propriétaire d'un bien immobilier (bâti ou non bâti) est tenu d'informer l'acquéreur ou le locataire du bien sur certains risques majeurs auquel ce bien est exposé, au moyen d'un état des risques, ceci afin de bien les informer et de faciliter la mise en œuvre des mesures de protection éventuelles .

L'état des risques est obligatoire à la première visite.

Attention! Le non respect de ces obligations peut entraîner une annulation du contrat ou une réfaction du prix.

Ce document est un état des risques pré-rempli mis à disposition par l'État depuis [www.georisques.gouv.fr](http://www.georisques.gouv.fr). Il répond au modèle arrêté par le ministre chargé de la prévention des risques prévu par l'article R. 125-26 du code de l'environnement.

Il appartient au propriétaire du bien de vérifier l'exactitude de ces informations autant que de besoin et, le cas échéant, de les compléter à partir de celles disponibles sur le site internet de la préfecture ou de celles dont ils disposent, notamment les sinistres que le bien a subis.

En complément, il aborde en annexe d'autres risques référencés auxquels la parcelle est exposée.

Cet état des risques réglementés pour l'information des acquéreurs et des locataires (ERRIAL) est établi pour les parcelles mentionnées ci-dessous.

## PARCELLE(S)

**85520 SAINT-VINCENT-SUR-JARD**

Code parcelle :

**000-AB-808, 000-AC-899**



Parcelle(s) : 000-AB-808, 000-AC-899, 85520 SAINT-VINCENT-SUR-JARD

## A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES EXISTANTS ET FAISANT L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL SONT :



**SISMICITÉ : 3/5**

-  1 - très faible
-  2 - faible
-  3 - modéré
-  4 - moyen
-  5 - fort

Un tremblement de terre ou séisme, est un ensemble de secousses et de déformations brusques de l'écorce terrestre (surface de la Terre). Le zonage sismique détermine l'importance de l'exposition au risque sismique.



## RAPPEL

### Sismicité

Pour le bâti neuf et pour certains travaux lourds sur le bâti existant, en fonction de la zone de sismicité et du type de construction, des dispositions spécifiques à mettre en oeuvre s'appliquent lors de la construction.

Pour connaître les consignes à appliquer en cas de séisme, vous pouvez consulter le site :

<https://www.gouvernement.fr/risques/seisme>

### Recommandation

Pour faire face à un risque, il faut se préparer et connaître les bons réflexes.

Consulter le dossier d'information communal sur les risques (DICRIM) sur le site internet de votre mairie et les bons conseils sur [georisques.gouv.fr/me-preparer-me-proteger](https://georisques.gouv.fr/me-preparer-me-proteger)

## INFORMATIONS À PRÉCISER PAR LE VENDEUR / BAILLEUR

### INFORMATION RELATIVE AUX SINISTRES INDEMNISÉS PAR L'ASSURANCE À LA SUITE D'UNE CATASTROPHE NATURELLE, MINIÈRE OU TECHNOLOGIQUE

**Le bien a-t-il fait l'objet d'indemnisation par une assurance suite à des dégâts liés à une catastrophe ?** ☐ Oui ☐ Non

Vous trouverez la liste des arrêtés de catastrophes naturelles pris sur la commune en annexe 2 ci-après (s'il y en a eu).

Les parties signataires à l'acte certifient avoir pris connaissance des informations restituées dans ce document et certifient avoir été en mesure de les corriger et le cas échéant de les compléter à partir des informations disponibles sur le site internet de la Préfecture ou d'informations concernant le bien, notamment les sinistres que le bien a subis.

## SIGNATURES

Vendeur / Bailleur

Date et lieu

Acheteur / Locataire

## ANNEXE 1 : A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES SUIVANTS EXISTENT MAIS NE FONT PAS L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL



### ARGILE : 0/3

- 1 : Exposition faible
- 2 : Exposition moyenne
- 3 : Exposition fort

Les sols argileux évoluent en fonction de leur teneur en eau. De fortes variations d'eau (sécheresse ou d'apport massif d'eau) peuvent donc fragiliser progressivement les constructions (notamment les maisons individuelles aux fondations superficielles) suite à des gonflements et des tassements du sol, et entraîner des dégâts pouvant être importants. Le zonage argile identifie les zones exposées à ce phénomène de retrait-gonflement selon leur degré d'exposition.

Exposition nulle : aucune présence de sols argileux n'a été identifiée selon les cartes géologiques actuelles. Toutefois il peut y avoir des poches ponctuelles de sols argileux.

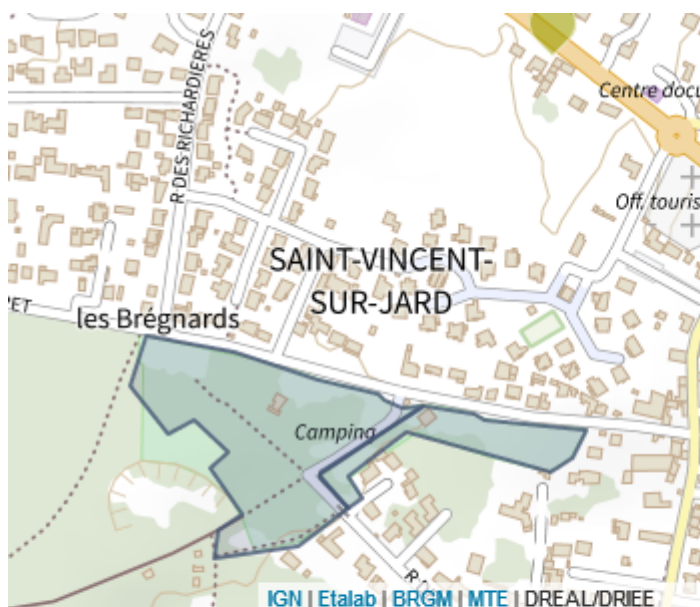


### POLLUTION DES SOLS (500 m)

Les pollutions des sols peuvent présenter un risque sanitaire lors des changements d'usage des sols (travaux, aménagements, changement d'affectation des terrains) si elles ne sont pas prises en compte dans le cadre du projet.

Dans un rayon de 500 m autour de votre parcelle, sont identifiés :

- 1 site(s) potentiellement pollué(s), référencé(s) dans l'inventaire des sites ayant accueilli par le passé une activité qui a pu générer une pollution des sols (CASIAS).





## ANNEXE 2 : LISTE DES ARRÊTÉS CAT-NAT PRIS SUR LA COMMUNE

Cette liste est utile notamment pour renseigner la question de l'état des risques relative aux sinistres indemnisés par l'assurance à la suite d'une catastrophe naturelle.

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles (CAT-NAT) : 14

Source : CCR

Inondations et/ou Coulées de Boue : 6

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE9400171A	03/01/1994	25/01/1994	12/04/1994	29/04/1994
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
IOCE1005933A	27/02/2010	01/03/2010	01/03/2010	02/03/2010
NOR19830111	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
NOR19830910	04/07/1983	25/07/1983	10/09/1983	11/09/1983
NOR19831005	04/07/1983	25/07/1983	05/10/1983	08/10/1983

Mouvement de Terrain : 2

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
IOCE1005933A	27/02/2010	01/03/2010	01/03/2010	02/03/2010

Sécheresse : 3

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
IOCE0811914A	01/01/2005	31/03/2005	15/05/2008	22/05/2008
IOCE0811914A	01/07/2005	30/09/2005	15/05/2008	22/05/2008
IOME2311008A	01/07/2022	30/09/2022	25/04/2023	10/06/2023

Chocs Mécaniques liés à l'action des Vagues : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
IOCE1005933A	27/02/2010	01/03/2010	01/03/2010	02/03/2010

Grêle : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
NOR19830910	04/07/1983	25/07/1983	10/09/1983	11/09/1983

Tempête : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
NOR19830910	04/07/1983	25/07/1983	10/09/1983	11/09/1983

## ANNEXE 3 : SITUATION DU RISQUE DE POLLUTION DES SOLS DANS UN RAYON DE 500 M AUTOUR DE VOTRE BIEN

Inventaire CASIAS des anciens sites industriels et activités de services

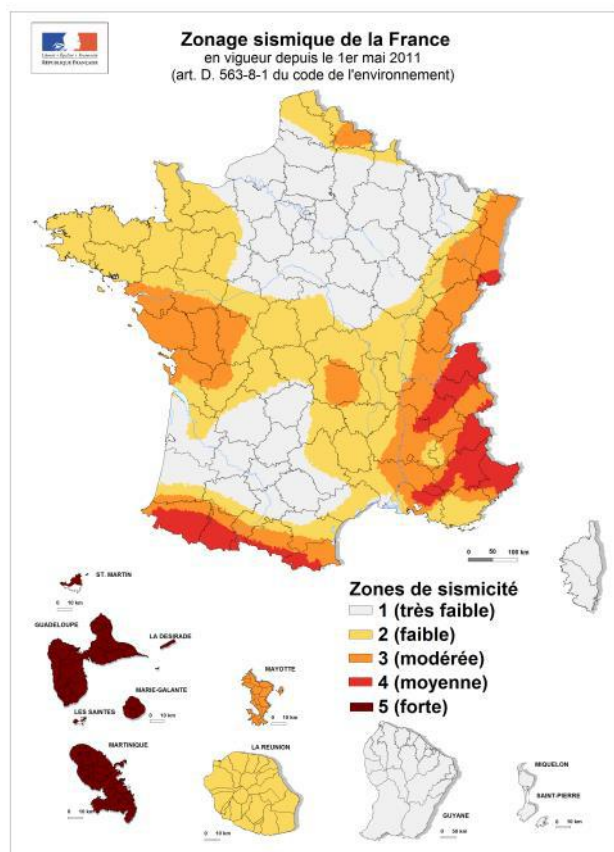
Nom du site	Fiche détaillée
	<a href="https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP4013502">https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP4013502</a>

## Le zonage sismique sur ma commune

### Le zonage sismique de la France:

Les données de sismicité instrumentale et historique et des calculs de probabilité permettent d'aboutir à l'élaboration d'un zonage sismique. Cette analyse probabiliste représente la possibilité pour un lieu donné, d'être exposé à des secousses telluriques.

Elle prend en compte la répartition spatiale non uniforme de la sismicité sur le territoire français et a permis d'établir la cartographie ci-contre qui découpe le territoire français en 5 zones de sismicité: **très faible, faible, modérée, moyenne, forte**. Les constructeurs s'appuient sur ce zonage sismique pour appliquer des dispositions de constructions adaptées au degré d'exposition **au risque sismique**.








La réglementation distingue quatre catégories d'importance (selon leur utilisation et leur rôle dans la gestion de crise):

**I – bâtiments dans lesquels il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée**

**II – bâtiments de faible hauteur, habitations individuelles**

**III – établissements recevant du public, établissements scolaires, logements sociaux**

**IV – bâtiments indispensables à la sécurité civile et à la gestion de crise (hôpitaux, casernes de pompiers, préfectures ...)**

Pour les bâtiments neufs		1	2	3	4	5
I		Aucune exigence				
II		Aucune exigence		Règles CPMI-EC8 Zones 3/4	Règles CPMI-EC8 Zone5	
		Aucune exigence	Eurocode 8			
III		Aucune exigence	Eurocode 8			
IV		Aucune exigence	Eurocode 8			

Si vous habitez, construisez votre maison ou effectuez des travaux :

- en **zone 1**, aucune règle parasismique n'est imposée ;

- en **zone 2**, aucune règle parasismique n'est imposée sur les maisons individuelles et les petits bâtiments. Les règles de l'Eurocode 8 sont imposées pour les logements sociaux et les immeubles de grande taille ;

- en **zone 3 et 4**, des règles simplifiées appelées CPMI –EC8 zone 3/4 peuvent s'appliquer pour les maisons individuelles;

- en **zone 5**, des règles simplifiées appelées CPMI-EC8 zone 5 peuvent s'appliquer pour les maisons individuelles.

Pour connaître, votre zone de sismicité: <https://www.georisques.gouv.fr/> - rubrique « Connaître les risques près de chez moi »

Le moyen le plus sûr pour résister aux effets des séismes est la construction parasismique : concevoir et construire selon les normes parasismique en vigueur, tenir compte des caractéristiques géologiques et mécaniques du sol.

Pour en savoir plus:

Qu'est-ce qu'un séisme, comment mesure-t-on un séisme ? —> <https://www.georisques.gouv.fr/minformer-sur-un-risque/seisme>

Que faire en cas de séisme ? —> <https://www.georisques.gouv.fr/me-preparer-me-protger/que-faire-en-cas-de-seisme>

# Annexe 4

## États des lieux d'entrée (ou sortie)

### Références

Référence du site :	CSS_8320_D_LONGEVILLE_003
Forêt domaniale :	LONGEVILLE
Commune :	SAINT VINCENT SUR JARD
Désignation courante :	Camping Pied Girard
Superficie contractuelle du terrain occupée :	2 ha 52 a 07 ca
Date :	Mai 2025

### Pièces et documents

	Documents de référence	Date de réalisation du document
E1	Inventaire des espaces naturels	Mars 2025
E2	Inventaire des espaces dédiés aux infrastructures (cf modèle)	Mars 2025
E3	Inventaire des espaces dédiés aux emplacements	Mars 2025
E4	État des lieux de l'huissier	Mai 2025

Pour chacun des éléments de l'état des lieux, il s'agit d'indiquer l'état selon trois niveaux **d'appréciation visuelle** :

- **Bon** : l'élément est bien entretenu et présente toutes les caractéristiques pour son utilisation.
- **Mauvais** : l'élément est dégradé et nécessite une intervention.
- **Ruine** : l'élément est abandonné ou présente un danger d'usage.

## Carte de localisation des équipements





## E1 – Inventaire des « espaces naturels »

**Rappel : Un espace naturel** est un espace non linéaire de 150 m2 minimum d’un seul tenant, un espace de végétation naturelle et/ou de forêt gérée durablement, un espace matérialisé clairement sur le plan du site et sur le terrain (*plots, lisses basses, ganivelles ou autre*), un espace non campé et hors stationnement.

Zone	Etat des lieux	Photo
Intégralité du camping	Absent	Il n’y a pas d’espaces naturels identifiés sur ce camping

## E2 - Inventaire des « espaces dédiés aux infrastructures »

**Rappel : Un espace équipé d'infrastructures** comprend le bâti et les équipements, les infrastructures (voirie, aire de jeux, piscine, sanitaires, espaces verts artificiels...)

Pour chacun des éléments de l'état des lieux, il s'agit d'indiquer l'état selon trois niveaux **d'appréciation visuelle** :

- **Bon** : l'élément est bien entretenu et présente toutes les caractéristiques pour son utilisation.
- **Mauvais** : l'élément est dégradé et nécessite une intervention.
- **Ruine** : l'élément est abandonné ou présente un danger d'usage.

Infrastructures

Etat  
des  
lieux

Photo

Accueil. Laverie

Moyen





Local Poubelle

Moyen



Routes  
bituminées :

Moyen





Parking extérieur  
camping

Bon



Aire de jeu

Bon





Terrains de  
Pétanque



Piscine : Non



Clôtures

Bon



Borne électrique

Moyen





Bloc sanitaire

Bon



Aire de vidange  
des camping-  
car...

Moyen





Issue de secours...


Bon





## E3 - Inventaire des « espaces dédiés aux emplacements »

**Rappel :** L'espace restant pourra être **dédié aux emplacements**. Ces espaces conservent le caractère du milieu naturel du site (forêt, dune, ...).

Emplacements	Etat des lieux	Photo
Emplacements nus au premier plan et Mobils Home au deuxième plan	Bon	

## E4 – Etat des lieux de l’huissier

Document joint.

À \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
Pour le Bénéficiaire,

Pour l'ONF,

Karl REMAUD

Signature / tampon

Signature / tampon





# HUIS-ALLIANCE 85

SOCIÉTÉ A RESPONSABILITÉ LIMITÉE  
Lionel PATY & Guillaume MARIONNEAU  
Commissaires de Justice associés

[www.huissier-stgilles.com](http://www.huissier-stgilles.com)

OFFICE DE SAINT GILLES CROIX DE VIE  
29, Route de la Roche  
B.P. 647

Tél : 02 51 55 14 43  
Fax : 02 51 55 62 61  
E-mail : [huis-alliance85@huissier-justice.fr](mailto:huis-alliance85@huissier-justice.fr)



OFFICE DE LA ROCHE SUR YON  
20, Rue Benjamin Franklin  
Immeuble Boston



## PROCES- VERBAL DE CONSTAT

**LE VINGT MAI de L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE à 09H00**

**ONF**

**CAMPING LE PIED GIRARD  
9 rue de la Forêt  
85520 SAINT VINCENT SUR JARD**

### **A LA REQUETE DE :**

OFFICE NATIONAL DES FORETS, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 662 043 116, dont le siège social est à (44262) NANTES Cedex 2, AGENCE DES PAYS DE LOIRE, 15 Boulevard Léon Bureau, CS 16237, représentée par Madame Laetitia BOURQUARD, Gestionnaire des Conventions d'Occupations Temporaires pour l'agence des Pays de la Loire.

Laquelle m'expose préalablement que l'Eta-ONF possède un terrain domanial sur lequel est installé un camping dénommé « Le pied Girard » concédé à l'entreprise FRERY.

Que le contrat actuel arrivant à échéance, l'ONF doit procéder à un appel à projets pour son renouvellement.

Qu'elle me requiert à l'effet de dresser l'état des lieux des installations du camping Le Pied Girard 9 rue de la Forêt à 85520 SAINT VINCENT SUR JARD (Vendée).

### **DEFERANT A CETTE REQUISITION,**

Je, Lionel PATY, Commissaire de Justice associé au sein de la Société à Responsabilité limitée HUIS-ALLIANCE 85 , dont le siège est 29, route de la Roche à SAINT GILLES CROIX DE VIE, titulaire d'un Office de Commissaire de Justice à la résidence de LA ROCHE SUR YON (Vendée) y demeurant Immeuble le Boston, 20 rue Benjamin Franklin, soussigné,

Me rends Camping Le Pied Girard 9 rue de la Forêt à 85520 SAINT VINCENT SUR JARD (Vendée), où étant, en présence de son responsable, Monsieur Thierry MASSET, et de monsieur Karl REMAUD pour l'ONF, je procède aux constatations suivantes :

Le camping est aménagé avec deux bâtiments construits (cf plan ci-dessous)



Je débute mes constatations par la partie accueil du bâtiment.

## I - BATIMENT ACCUEIL-SANITAIRE

L'entrée du camping est aménagée avec une barrière avec une ouverture par code.

La voirie devant l'accueil est recouverte d'un enrobé bitumeux en bon état.

La construction est réalisée en parpaings, couverte de tuiles.

Les menuiseries sont en PVC ou en aluminium, l'ensemble à l'extérieur est en bon état. Il est divisé en deux parties.

La première englobe l'accueil client et le logement de fonction et la seconde un sanitaire.

### A) PARTIE ACCUEIL/LOGEMENT DE FONCTION :

#### ACCUEIL :

Le sol est carrelé 20x20, avec plinthes assorties.

Les murs sont enduits en plâtre et peints.

Le plafond est en brique avec spots intégrés.

Je note des menuiseries en aluminium en façade avec une porte d'accès ouvrante un battant, l'ensemble en bon état général. Les menuiseries sont équipées de volets roulants.

A suivre, un dégagement dessert dans le sens inverse des aiguilles d'une montre, un local technique, un WC, une salle d'eau et à suivre une pièce de vie et une cuisine.

### **DEGAGEMENT :**

Le sol est carrelé 20x20 avec plinthes assorties.

Le cloisonnement est en plâtre, peint.

Je note une trappe d'accès aux combles et un point lumineux.

Les portes de distribution sont en bois isoplane, peintes à l'état d'usage.

### **LOCAL TECHNIQUE :**

Le sol est carrelé à l'identique de la pièce précédente.

Le cloisonnement est en plâtre brut y compris le plafond.

Je note la présence de deux ballons d'eau chaude, ainsi qu'une armoire TGBT.

La porte d'accès à l'extérieur est en bois à l'état d'usage.

### **WC :**

Le sol et les plinthes sont carrelés à l'identique des pièces précédentes.

Les murs sont en plâtre, peints y compris le plafond.

Présence d'une cuvette avec chasse d'eau en faïence et d'une bouche VMC.

### **SALLE DE BAINS :**

Le sol et les plinthes sont carrelés à l'identique.

Les murs sont faïencés sur la partie sanitaire, le reste est enduit en plâtre et peint y compris le plafond.

Présence d'une bouche VMC.

La salle d'eau est équipée d'un lavabo posé sur colonne et d'une douche carrelée.

Présence d'un radiateur électrique ATLANTIC, ancien.

**PIECE DE VIE :**

Le sol est carrelé avec plinthes assorties à l'identique des pièces précédentes.

Les murs sont enduits en plâtre et peints.

Le plafond est peint, l'ensemble à l'état d'usage.

La pièce est éclairée par une fenêtre deux battants ouvrants, donnant sur la terrasse et une fenêtre un battant ouvrant, donnant sur le pignon côté rue.

Pas de radiateur de chauffage dans cette pièce.

**CUISINE :**

Dans la continuité de la précédente pièce, le sol est carrelé.

Les murs sont en plâtre y compris le plafond, jaunis.

Je note un aménagement de cuisine avec plan de travail en mélaminé, un évier deux bacs, un égouttoir équipé de mitigeur.

La crédence est carrelée.

Une bouche VMC.

La pièce est éclairée par une fenêtre un battant donnant en façade arrière, munie de volet roulant.

A suivre, adossé à l'accueil, présence d'un sanitaire.

**B) PARTIE SANITAIRES**

Il est divisé en deux espaces

**ESPACE SANITAIRE 1 :**

Le sol est carrelé, 5x5 équipé de deux bondes siphoniques et de plinthes sanitaires.



Les murs sont carrelés jusqu'à une hauteur d'1m80 à 2m côté sanitaire. Le reste est enduit en ciment et peint.

La charpente est voligée.

Présence de quatre lavabos, équipés d'une alimentation en eau froide, de deux éviers avec un égouttoir inox, alimenté d'un robinet séparé eau chaude eau froide, de trois cabines de douches simples et d'une cabine de douche avec espace enfant.

L'écoulement des douches se fait par un caniveau situé le long du mur de refend.

Le sanitaire est clos par des volets en bois, usagés.

### **ESPACE SANITAIRE 2 :**

Le sol est carrelé, 5x5 équipé d'une bonde siphonée et de plinthes sanitaires.

Les murs sont carrelés jusqu'à une hauteur d'1m80 à 2m côté sanitaire. Le reste est enduit en ciment et peint.

La charpente est voligée.

Il est équipé de deux urinoirs, d'un lavabo alimenté en eau froide, et de quatre WC fermés avec cuvette en faïence et d'une chasse d'eau PVC.

Présence d'éclairage avec spots Leds ou points lumineux.

L'espace est fermé par des volets bois, usagés.

A noter, le long du pignon gauche, deux bacs à linge en ciment, équipés d'eau chaude et eau froide séparée et d'un robinet de nettoyage.

## **II – SANITAIRE PRINCIPAL**

Il s'agit d'un bâtiment construit en parpaings, couvert de tuiles avec des menuiseries bois entouré d'un préau ouvert.

### **PREAU OUVERT**

L'espace entoure le sanitaire et est couvert d'une charpente voligée.

Le sol est carrelé 5X5, muni de deux caniveaux d'écoulement des eaux usées.

Présence de vingt-sept éviers inox, onze doubles et cinq individuels avec égouttoir, munis d'un robinet poussoir eau chaude, eau froide.

#### **BLOC SANITAIRE HOMME :**

La façade est bardée de bois, usagée.

Le sol est carrelé 5x5 usagé, équipé d'un caniveau à chaque extrémité.

Les murs sont doublés de faïence jusqu'à 1m60 côté lavabo et WC fermé et 2m dans les cabines de douches.

Je dénombre huit espaces lavabos ouverts avec miroirs et éclairage néons, trois douches fermées par une porte.

Les douches sont constituées d'un sol carrelé avec bac encastré, les murs sont faïencés, alimentées en eau chaude, eau froide, avec mitigeur.

A suivre, quatre WC fermés. Je note que la faïence est d'aspect récent, en bon état.

Les portes de distribution de l'ensemble sont anciennes.

Présence d'un espace équipé de six urinoirs avec boutons poussoirs.

Je note que le vitrage côté espace douche et sanitaire est fêlé.

#### **LOCAL VELO :**

Le sol est carrelé.

Les murs sont faïencés jusqu'à 2m.

Il s'agit d'un ancien sanitaire, accessible PMR qui a été désaffecté.

#### **SANITAIRE ESPACE FEMME :**

La façade est bardée de bois, usagée.

Présence à l'entrée d'une bonde siphonide non scellée avec une reprise de carrelage à faire. Le sol est carrelé 5x5 avec plinthes sanitaires équipé d'un caniveau à chaque extrémité.

Je note huit lavabos ouverts avec un lavabo en faïence, équipé d'un robinet bouton poussoir, d'un miroir et d'un éclairage, quatre douches fermées, les murs sont faïencés jusqu'à 1m60 côté lavabo et WC, 2m côté douche.

Je note huit WC fermés, équipés d'une cuvette en faïence.

Je note que l'encadrement de la fenêtre côté chaufferie est en très mauvais état avec l'apparition de pourriture au niveau de sa traverse basse.

### **SANITAIRE ACCESSIBLE PMR :**

Le sol est carrelé avec bonde siphonide côté douche, équipé de plinthes.

Les murs sont partiellement faïencés côté sanitaire.

La pièce est équipée d'un lavabo avec bouton poussoir, d'une douche avec mitigeur, d'une cuvette surélevée, l'ensemble avec des mains courantes de maintien.

La porte d'entrée est en bois en mauvais état.

### **CHAUFFERIE :**

La porte d'entrée en bois est en mauvais état, la traverse haute du dormant est hors d'usage.

A l'intérieur, le sol est constitué d'une dalle ciment.

Les murs sont enduits en ciment et peints.

Présence d'un ballon électrique de 1000 litres avec une dalle d'installation de mars 2004.

### **AMENAGEMENTS EXTERIEURS :**

- une aire de jeux en bois
- un terrain de pétanque
- une station de vidange pour camping-car

## SURFACE BATI COUVERT

BATIMENTS	SURFACE BATIE COUVERTE
Accueil et Sanitaire	119,00m <sup>2</sup>
Bloc sanitaire principal (150m <sup>2</sup> )	131,50m <sup>2</sup>

Telles sont mes constatations auxquelles seront annexées 74 photographies prises par mes soins pour illustration.

Les photographies ont été prises à l'aide d'un appareil photographique numérique, dont je certifie l'absence d'une quelconque modification.

Et j'ai de tout ce que dessus dressé le présent procès-verbal de constat pour servir et valoir à mon requérant ce que de droit.

Me Lionel PATY



COÛT : (Les articles font référence au Code de Commerce)

Prestation : 700,00

(annexe 4-9, I, 2, f  
de la partie réglementaire)

Total hors taxes : **700,00**

T.V.A. 20.00% : 140,00

**TOTAL T.T.C. : 840,00**



1 - PARKING ENTREE



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

2 - PARKING ENTREE



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



### 3 - BAT ACCUEIL ET SANITAIRE



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

### 4 - BAT ACCUEIL ET SANITAIRE



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025





SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

6 - ACCUEIL



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025





SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

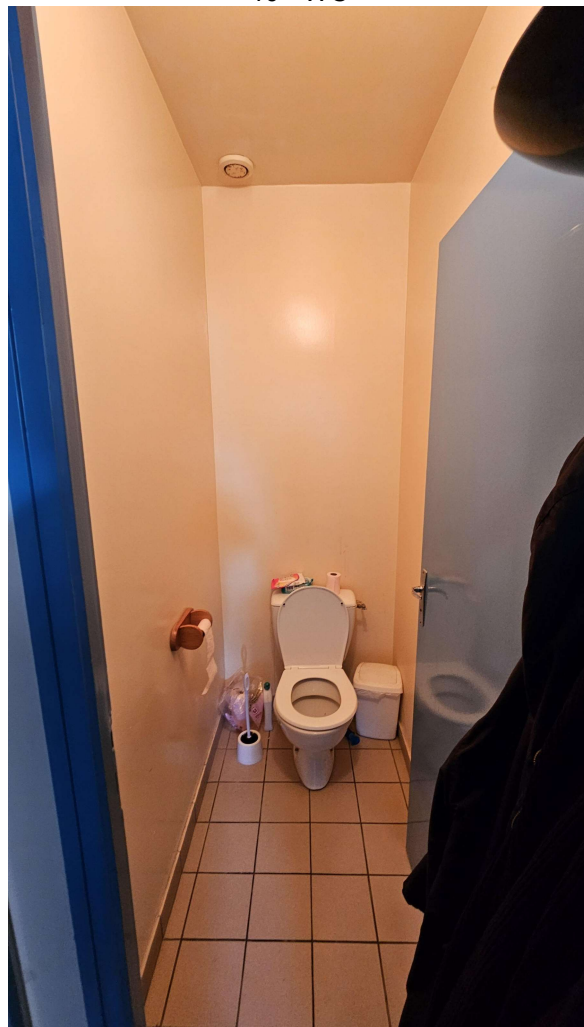


9 - DEGAGEMENT



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

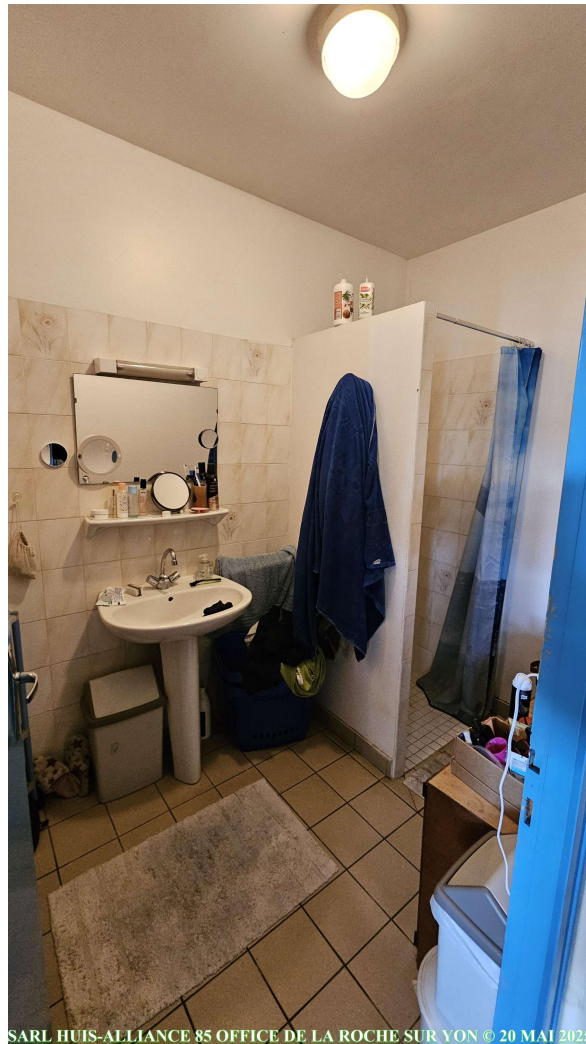
10 - WC



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



11 - SALLE D'EAU



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

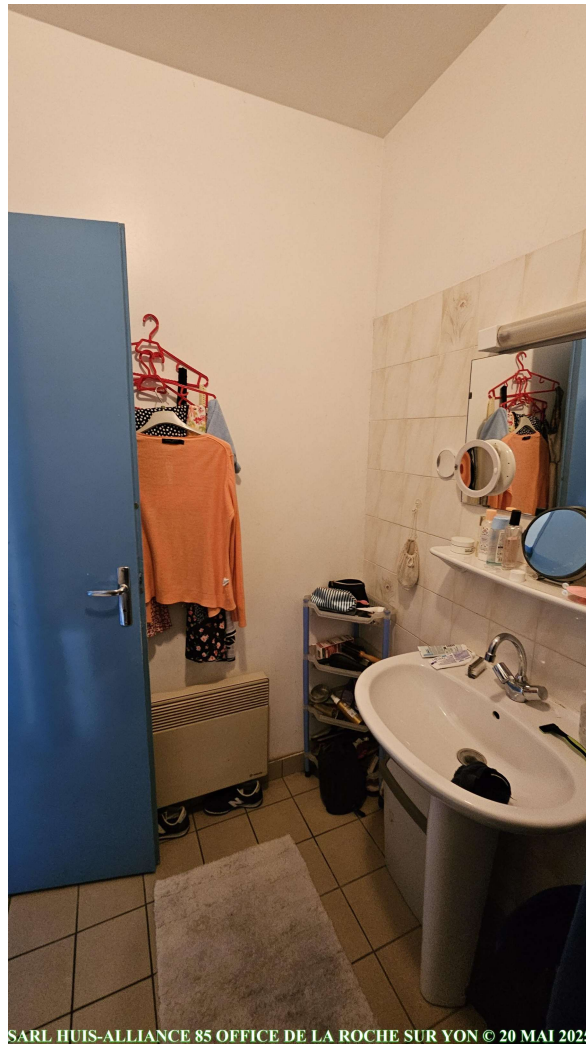
12 - SALLE D'EAU



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



13 - SALLE D'EAU



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

14 - SEJOUR



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



15 - SEJOUR



16 - SEJOUR





17 - CUISINE



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

18 - CUISINE



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



19 - RESERVE



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

20 - RESERVE



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



21 - RESERVE



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

22 - RESERVE



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



23 - SANITAIRE 1 (Dames)



24 - SANITAIRE 1 (Dames)





25 - SANITAIRE 1 (Dames)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

26 - SANITAIRE 1 (Dames)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

27 - SANITAIRE 1 (Dames)



28 - SANITAIRE 1 (Dames)





29 - SANITAIRE 1 (Hommes)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

30 - SANITAIRE 1 (Hommes)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025





SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025





SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025





SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

36 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace extérieur)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



37 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace extérieur)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

38 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace extérieur)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



39 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace extérieur)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

40 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace Hommes)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



41 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace Hommes)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

42 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace Hommes)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



43 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace Hommes)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

44 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace Hommes)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

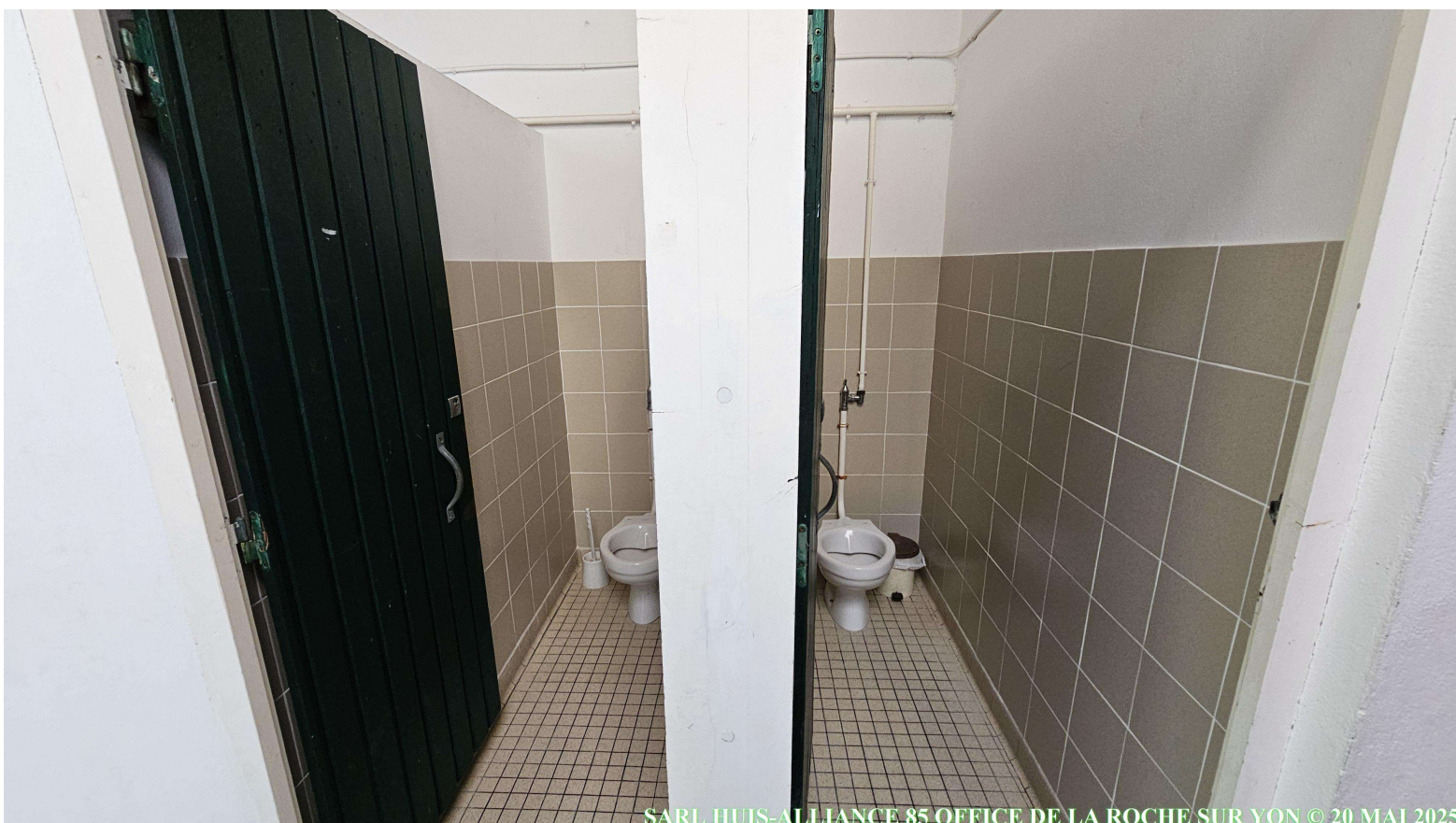


45 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace Hommes)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

46 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace Hommes)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



47 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace Hommes)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

48 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace Hommes)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



49 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace Hommes)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

50 - SANITAIRE PRINCIPAL (Local Vélo)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



51 - SANITAIRE PRINCIPAL (Local Vélo)



52 - SANITAIRE PRINCIPAL (Local Vélo)





53 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace dames)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

54 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace dames)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



55 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace dames)



56 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace dames)





57 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace dames)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

58 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace dames)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



59 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace dames)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

60 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace dames)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



61 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace dames)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

62 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace dames)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



63 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace dames)



64 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace dames)





65 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace PMR)



66 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace PMR)





67 - SANITAIRE PRINCIPAL (Espace PMR)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

68 - SANITAIRE PRINCIPAL (Chaufferie)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



69 - SANITAIRE PRINCIPAL (Chaufferie)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

70 - SANITAIRE PRINCIPAL (Chaufferie)



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



## 71 - AMENAGEMENTS EXTERIEURS



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025

## 72 - AMENAGEMENTS EXTERIEURS



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025





SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



SARL HUIS-ALLIANCE 85 OFFICE DE LA ROCHE SUR YON © 20 MAI 2025



# Annexe 5

## Autorisations nécessaires à l'activité

Autorisations administratives requises pour l'aménagement et / ou l'exploitation du site tel qu'autorisée à l'Article 3 - Objet de l'occupation temporaire

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions d'occupation et d'utilisation par le Bénéficiaire de terrains situés en forêt domaniale, domaine privé de l'État, relevant du régime forestier et gérés par l'Office national des forêts (ONF) en vertu de l'article L.221-2 du Code forestier.

. Sont aussi rassemblés certains documents de références concernant le site.

Cette liste n'est pas exhaustive.

### Documents présentés

5.1 - Classement ATOUT France

5.2 - Certification Écolabel européen ou équivalent pour les hébergements touristiques<sup>3</sup>

5.3 - Autorisation préfectorale d'exploitation

5.4 - Classement de l'établissement recevant du public

### Date de réalisation du document

13/07/2022

<sup>3</sup> L'écolabel européen s'inscrit dans le cadre d'un développement durable des hébergements touristiques dont les campings. Il vise à réduire l'impact environnemental des produits et des services. Le Bénéficiaire s'engage à obtenir la certification écolabel européen, au plus tard 36 mois après la signature de la convention. En cas de non obtention de cet écolabel ou de sa perte en cours de convention, une pénalité s'appliquera conformément à l'article 3.6.5.



**DECISION DE CLASSEMENT**  
(Articles D. 332-2 à D. 332-4 du code du tourisme)

Par décision en date du 13/07/2022, Atout France, l'Agence de développement touristique de la France, a procédé au classement du camping ci-après :

CAMPING DU PIED GIRARD  
9 RUE DE LA FORÊT  
85520 Saint-Vincent-sur-Jard

Dans la catégorie : 2 étoiles - TOURISME

Le N° de SIRET de l'établissement au moment de la demande : 49757699100101

La capacité d'accueil de l'établissement (en nombre d'emplacements) : 120

- 108 emplacement(s) nu(s) non raccordés en eau et assainissement
- 0 emplacement(s) « confort caravane » ;
- 0 emplacement(s) « grand confort caravane » ;
- 12 emplacement(s) destiné(s) à l'accueil exclusif d'hébergements équipés pour se raccorder à tous les branchements et comportant en leur sein des sanitaires privatifs ;
- 0 emplacement(s) de l'aire de stationnement pour autocaravanes.

Le N° d'enregistrement de l'établissement : C85-007869-003

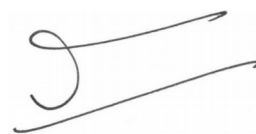
La présente décision de classement est valable jusqu'au 13/07/2027. Elle ne saurait en aucun cas attester que le bénéficiaire satisfait aux obligations légales ou réglementaires régissant sa profession.

Conformément aux dispositions de l'article L. 141-2 du code du tourisme, publicité sera faite de cet établissement classé sur le site internet d'Atout France.

Fait à Paris,

Le 13/07/2022

Le Secrétaire Général



Philippe KASPI

**Mentions des voies et délais de recours**

Si vous estimez que la présente décision est contestable, vous pouvez former soit un **recours gracieux** auprès d'Atout France, soit un **recours contentieux** devant le tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve votre établissement, votre exploitation ou le lieu d'exercice de votre profession.

Le recours gracieux ou le recours contentieux doit intervenir **dans les deux mois** suivant la notification de la présente décision. En cas de rejet de recours gracieux, vous conservez la possibilité de former un recours contentieux dans les deux mois suivant la notification de la décision de rejet. Cette décision de rejet peut être implicite (absence de réponse pendant deux mois).

# Annexe 6

## « Plan de gestion durable du camping » / Travaux autorisés

Le « Plan de gestion durable du camping » est élaboré par le Bénéficiaire en parfaite conformité avec :

- L'aménagement forestier ;
- les CNTPFS ;
- le « Guide de gestion durable des campings ». Ce guide est fourni sur demande.

Le « Plan de gestion durable du camping » est un document contractuel et opposable, validé au préalable par l'ONF. Il contiendra les éléments suivants :

### 1. Plan d'aménagement du site (1/500<sup>ème</sup>)

Un projet d'organisation spatiale et temporelle du camping afin d'assurer le maintien ou l'amélioration du caractère forestier du site. Le plan d'aménagement confirme les attentions particulières du Bénéficiaire pour :

- *Le respect des surfaces affectés aux espaces naturels*, aux espaces équipés d'infrastructures et d'équipements, espaces dédiés aux emplacements ;
- *Un projet paysager*, intégration paysagère des équipements, constructions et aménagements de toutes natures envisagés par le Bénéficiaire ;
- *Des interventions sylvicoles* à prévoir durant toute la durée de la convention (plantations, renouvellement et éventuellement coupe).

### 2. Programme pluriannuel prévisionnel

Le programme pluriannuel prévisionnel de travaux et de plantations à mettre en œuvre, sur la totalité de la durée de la convention. Il s'agit du **phasage prévisionnel** des travaux envisagés par le Bénéficiaire. Le Bénéficiaire s'engage à le respecter.

### 3. Les programmes annuels de travaux

Chaque année, le Bénéficiaire présentera à l'ONF pour validation, un programme annuel détaillé des travaux, conforme au « plan de gestion durable du camping », et aux principes de l'entretien courant. Ce programme est élaboré après la visite annuelle et à mettre en œuvre l'année N.

Le plan de gestion durable est à transmettre par le bénéficiaire à l'ONF au plus tard 12 mois après la signature du contrat.



# Annexe 7

## Pénalités contractuelles

Les pénalités sont appliquées en sus de la redevance.  
Les manquements sont constatés par les agents de l'ONF.

### Sur le suivi de l'occupation

<b>A1</b>	Non déclaration d'un opérateur télécom	5000 € par opérateur
<b>A2</b>	Changement de domicile ou d'adresse de facturation sans information à l'ONF	250€ par convention
<b>A4</b>	Retard de paiement de la redevance au-delà de 60 jours de retard et en complément de la pénalité prévue à l'article 13.7 des Conditions générales.	100 € par jour de retard
<b>A5</b>	Défaut d'entretien des ouvrages du Bénéficiaire et des équipements techniques des opérateurs (art. 7.4 et 8 des Conditions particulières)	500 € par manquement constaté
<b>A6</b>	Non-respect des prescriptions du CNPTSF	5000 € par manquement constaté
<b>A7</b>	Non transmission dans les délais impartis des éléments comptables pour établissement de la valeur annuelle de l'intéressement (Art. 5 des Conditions particulières)	Majoration de 25 % de la part variable à l'intéressement avec un minimum à 5 000 €
<b>A8</b>	Non obtention dans un délai de 36 mois à compter de la signature de la convention ou perte de l'écolabel européen ou équivalent en cours d'exécution de la convention	10 000 € par an

### Sur la tenue des installations

<b>T1</b>	Non-conformité des travaux autorisés par l'ONF (art. 7.4 des Conditions particulières) ou écart à l'état des lieux.	5000 € par constat
<b>T2</b>	Intervention sur site ou modification du site par le Bénéficiaire ou ses prestataires sans autorisation de l'ONF	500 € par manquement constaté
<b>T3</b>	Violation de la réglementation de protection de la forêt contre l'incendie (art. 11.4 des Conditions générales)	500 € par manquement constaté
<b>T4</b>	Endommagement du site ou violation des conditions et modalités d'implantation des ouvrages mis à disposition (art. 7.4 des Conditions particulières)	500 € par manquement constaté
<b>T5</b>	Retard dans la remise en état des lieux et restitution du site (art. 7.5 des Conditions particulières)	300 € par jour de retard

## **Annexe 8**

# **Diagnostics des bâtiments (amiante, performance énergétique...)**





## Dossier de Diagnostics Techniques

Numéro de dossier : **25/04/ONF-PIEDGIRARD/2782**

Date du repérage : **20/05/2025**



### Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Département : ..... **Vendée**

Adresse : ..... **9 Rue de la forêt**

**Camping "LE PIED GIRARD"**

Commune : ..... **85520 SAINT-VINCENT-SUR-JARD**

Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :

**Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété.**

Périmètre de repérage :

**Toutes parties accessibles sans démontage ni destruction.**

### Désignation du propriétaire

Désignation du client :

Nom et prénom : ..... **Siège DT CENTRE OUEST AQUITAINE**  
**- OFFICE NATIONAL DES FORETS -**

Adresse : ..... **100 Boulevard de la Salle**  
**45760 Boigny-sur Bionne**

### Objet de la mission :

☒ **Dossier Technique Amiante**



## Résumé de l'expertise n° 25/04/ONF-PIEDGIRARD/2782

Cette page de synthèse ne peut être utilisée indépendamment du rapport d'expertise complet.



### Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Adresse : ..... 9 Rue de la forêt


Camping "LE PIED GIRARD"

Commune : ..... 85520 SAINT-VINCENT-SUR-JARD

Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :

Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété.

Périmètre de repérage : ..... Toutes parties accessibles sans démontage ni destruction.

	Prestations	Conclusion
	Amiante	Dans le cadre de la mission, il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.



# Dossier technique amiante



Immeuble bâti visité :  
Adresse : .....9 Rue de la forêt  
Camping "LE PIED GIRARD"  
Code Postal : .....85520  
Ville : .....SAINT-VINCENT-SUR-JARD  
Précision : .....Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété.

## Version du dossier :

Révision	Date	Objet
Version initiale	20/05/2025	Établissement du Dossier Technique

**À conserver même après destruction**

## **Sommaire du Dossier technique Amiante**

1. Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au Dossier technique amiante
2. Résultat des évaluations périodiques
3. Suivi des travaux de retrait et de confinement de l'amiante
4. Fiche récapitulative du Dossier technique amiante  
Recommandations générales de sécurité du dossier technique amiante





**1**

**Rapport de mission de repérage des matériaux et produits  
contenant de l'amiante à intégrer au Dossier technique  
amiante**



## Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique « amiante » (listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique)

Numéro de dossier : 25/04/ONF-PIEDGIRARD/2782

Date du repérage : 20/05/2025

### Références réglementaires

Textes réglementaires	Articles R. 1334-17, 18, 20 et 21 et R. 1334-23 et 24 du Code de la Santé Publique ; Annexe 13.9 du Code de la Santé Publique, Arrêtés du 12 et 21 décembre 2012 et du 26 juin 2013, décret 2011-629 du 3 juin 2011, arrêté du 1 <sup>er</sup> juin 2015.
-----------------------	---

### Immeuble bâti visité

Adresse	Rue : ..... <b>9 Rue de la forêt</b> <b>Camping "LE PIED GIRARD"</b> Bât., escalier, niveau, appartement n°, lot n°: <b>Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété.</b> Code postal, ville : . <b>85520 SAINT-VINCENT-SUR-JARD</b>
Périmètre de repérage :	..... <b>Toutes parties accessibles sans démontage ni destruction.</b>
Type de logement :	..... <b>Autre</b>
Fonction principale du bâtiment :	..... <b>Autres</b>
Date de construction :	..... <b>Avant Juillet 1997</b>

### Le propriétaire et le commanditaire

Le(s) propriétaire(s) :	Nom et prénom : ... <b>Siège DT CENTRE OUEST AQUITAINE - Mme BOURQUARD - OFFICE NATIONAL DES FORETS</b> Adresse : <b>100 Boulevard de la Salle - 45760 Boigny-sur Bionne</b>
Le commanditaire	Nom et prénom : ... <b>Siège DT CENTRE OUEST AQUITAINE - Mme BOURQUARD - OFFICE NATIONAL DES FORETS</b> Adresse : <b>100 Boulevard de la Salle - 45760 Boigny-sur Bionne</b>

### Le(s) signataire(s)

	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage ----- Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport	ANDRE benoit	Opérateur de repérage	I.Cert Centre Alphasys - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE	Obtention : 14/09/2020 Échéance : 13/09/2027 N° de certification : CPDI5223

Raison sociale de l'entreprise : **EURL Monts Diag Immo** (Numéro SIRET : **849.696.687.000.29**)

Adresse : **41 Rue du Cardinal de Richelieu, 85160 SAINT-JEAN-DE-MONTS**

Désignation de la compagnie d'assurance : **PACIFICA**

Numéro de police et date de validité : **7783268906 / 01/05/2026**

### Le rapport de repérage

Date d'émission du rapport de repérage : 21/05/2025, remis au propriétaire le 21/05/2025
Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses
Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 34 pages



## Sommaire

- 1 Les conclusions
- 2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses
- 3 La mission de repérage
  - 3.1 L'objet de la mission
  - 3.2 Le cadre de la mission
    - 3.2.1 L'intitulé de la mission
    - 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
    - 3.2.3 L'objectif de la mission
    - 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
    - 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
    - 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif
- 4 Conditions de réalisation du repérage
  - 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
  - 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
  - 4.3 Plan et procédures de prélèvements
- 5 Résultats détaillés du repérage
  - 5.0 Identification des matériaux repérés de la liste A et B
  - 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)
  - 5.2 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyse
  - 5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif
- 6 Signatures
- 7 Annexes

## 1. – Les conclusions

**Avertissement** : les textes ont prévu plusieurs cadres réglementaires pour le repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante, notamment pour les cas de démolition d'immeuble. **La présente mission de repérage ne répond pas aux exigences prévues pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou avant réalisation de travaux dans l'immeuble concerné et son rapport ne peut donc pas être utilisé à ces fins.**

**1.1 Liste A : Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il n'a pas été repéré**  
**- de matériaux ou produits de la liste A contenant de l'amiante.**

**1.1 Liste B : Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il n'a pas été repéré**  
**- de matériaux ou produits de la liste B contenant de l'amiante.**

**1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :**

Localisation	Parties du local	Raison
Néant	-	

## 2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses

**Raison sociale et nom de l'entreprise** : ... Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse

**Adresse** : ..... -

**Numéro de l'accréditation Cofrac** : ..... -

### 3. – La mission de repérage

#### 3.1 L'objet de la mission

La présente mission concerne le repérage en vue de l'établissement du constat de présence ou d'absence d'amiante établi en vue de la constitution du dossier technique amiante.

#### 3.2 Le cadre de la mission

##### 3.2.1 L'intitulé de la mission

«Repérage en vue de l'établissement du constat de présence ou d'absence d'amiante établi en vue de la constitution du dossier technique amiante».

##### 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

L'article R 1334-17 et 18 du code de la construction et de l'habitation prévoit que «Les propriétaires des parties communes d'immeubles collectifs d'habitation ainsi les propriétaires d'immeuble à usage autre que d'habitation y font réaliser un repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante»

Le dossier de diagnostic technique comprend, entre autres, «l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du même code».

La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

##### 3.2.3 L'objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante mentionnés en annexe du Code la santé publique.»

L'Annexe du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste A et B).

##### 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

Le programme de repérage est défini par l'Annexe 13.9 (liste A et B) du Code de la santé publique et se limite pour une mission normale à la recherche de matériaux et produits contenant de l'amiante dans les composants et parties de composants de la construction y figurant.

*En partie droite l'extrait du texte de l'Annexe 13.9*

**Important** : Le programme de repérage de la mission de base est limitatif. Il est plus restreint que celui élaboré pour les missions de repérage de matériaux ou produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou celui à élaborer avant réalisation de travaux.

##### 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

Liste A	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
Flocages, Calorifugeages, Faux plafonds	Flocages
	Calorifugeages
	Faux plafonds

Liste B	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
<b>1. Parois verticales intérieures</b>	
Murs, Cloisons "en dur" et Poteaux (périphériques et intérieurs)	Enduits projetés
	Revêtement durs (plaques de menuiseries)
	Revêtement durs (amiante-ciment)
	Entourages de poteaux (carton)
	Entourages de poteaux (amiante-ciment)
	Entourages de poteaux (matériau sandwich)
	Entourages de poteaux (carton+plâtre)
Cloisons (légères et préfabriquées), Gains et Coffres verticaux	Coffrage perdu
	Enduits projetés
<b>2. Planchers et plafonds</b>	
Plafonds, Poutres et Charpentes, Gains et Coffres Horizontaux	Panneaux de cloisons
	Enduits projetés
Planchers	Panneaux collés ou vissés
	Dalles de sol
<b>3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs</b>	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)	Conduits
Clapets / volets coupe-feu	Enveloppes de calorifuges
	Clapets coupe-feu
	Volets coupe-feu
Portes coupe-feu	Rebouchage
	Joint (tresses)
Vide-ordures	Joint (bandes)
	Conduits
<b>4. Eléments extérieurs</b>	
Toitures	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
	Ardoises (fibres-ciment)
	Accessoires de couvertures (composites)
	Accessoires de couvertures (fibres-ciment)
	Bardeaux bitumineux
Bardages et façades légères	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
	Ardoises (fibres-ciment)
	Panneaux (composites)
	Panneaux (fibres-ciment)
Conduits en toiture et façade	Conduites d'eaux pluviales en amiante-ciment
	Conduites d'eaux usées en amiante-ciment
	Conduits de fumée en amiante-ciment

Composant de la construction	Partie du composant ayant été inspecté (Description)	Sur demande ou sur information
Néant	-	



## 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

Descriptif des pièces visitées

**Bâtiment 1 - Façades et pignon,**  
**Bâtiment 1 - Toiture,**  
**Bâtiment 1 - Accueil,**  
**Bâtiment 1 - Dégagement,**  
**Bâtiment 1 - Séjour,**  
**Bâtiment 1 - Cuisine,**  
**Bâtiment 1 - Salle d'eau,**  
**Bâtiment 1 - Wc,**  
**Bâtiment 1 - Cellier,**

**Bâtiment 1 - Combles,**  
**Bâtiment 1 - Sanitaires,**  
**Bâtiment 1 - Bloc WC,**  
**Bâtiment 2 - Façades et pignon,**  
**Bâtiment 2 - Toiture,**  
**Bâtiment 2 - Local à vélo,**  
**Bâtiment 2 - Bloc sanitaires 1,**  
**Bâtiment 2 - Bloc sanitaires 2,**  
**Bâtiment 2 - Wc,**  
**Bâtiment 2 - Chaufferie**

Localisation	Description
Bâtiment 1 - Accueil	Sol : Béton et Carrelage Murs : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage Fenêtres : PVC Porte d'entrée : PVC Porte : Bois et Peinture
Bâtiment 1 - Cellier	Sol : Béton et Carrelage Murs : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage Portes : Bois et Peinture
Bâtiment 1 - Dégagement	Sol : Béton et Carrelage Murs : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage Portes : Bois et Peinture
Bâtiment 1 - Salle d'eau	Sol : Béton et Carrelage Murs : Plâtre et peinture et faïence Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage Porte : Bois et Peinture
Bâtiment 1 - Wc	Sol : Béton et Carrelage Murs : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage Porte : Bois et Peinture
Bâtiment 1 - Séjour	Sol : Béton et Carrelage Murs : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage Fenêtres avec volets : PVC Porte : Bois et Peinture
Bâtiment 1 - Cuisine	Sol : Béton et Carrelage Murs : Plâtre et peinture et faïence Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage Fenêtre avec volets : PVC Portes de placard : Bois et Peinture
Bâtiment 1 - Combles	Murs : Parpaing Plafond : tuiles Charpente industrielle : Bois
Bâtiment 1 - Sanitaires	Sol : Béton et Carrelage Murs : Ciment et peinture et faïence Portes : Bois et Peinture Voligeage : Bois Pannes : Bois
Bâtiment 1 - Bloc WC	Sol : Béton et Carrelage Murs : Ciment et Peinture Portes : Bois et Peinture Voligeage : Bois Pannes : Bois
Bâtiment 2 - Local à vélo	Sol : Béton et Carrelage Murs : Ciment et peinture et faïence Plafond : panneaux agglomérés Plinthes : Carrelage Fenêtre : Bois et Peinture Porte : Bois et Peinture Lambourdes : Bois

Localisation	Description
Bâtiment 2 - Bloc sanitaires 1	Sol : Béton et Carrelage Murs : Ciment et peinture et faïence Plafond : Lambris bois Plinthes : Carrelage Fenêtres : Bois et Peinture Portes : Bois et Peinture Pannes : Bois
Bâtiment 2 - Bloc sanitaires 2	Sol : Béton et Carrelage Murs : Ciment et peinture et faïence Plafond : Lambris bois Plinthes : Carrelage Fenêtres : Bois et Peinture Portes : Bois et Peinture Pannes : Bois
Bâtiment 2 - Wc	Sol : Béton et Carrelage Murs : Ciment et peinture et faïence Plafond : panneaux agglomérés Plinthes : Carrelage Fenêtre : Bois et Peinture Porte : Bois et Peinture Lambourdes : Bois
Bâtiment 2 - Chaufferie	Sol : Béton Murs : Ciment et Peinture Plafond : Béton et Peinture Porte : Bois et Peinture
Bâtiment 1 - Façades et pignon	Murs : Ciment et Peinture
Bâtiment 2 - Façades et pignon	Murs : Ciment et Peinture
Bâtiment 1 - Toiture	Toiture : tuiles
Bâtiment 2 - Toiture	Toiture : tuiles

## 4. – Conditions de réalisation du repérage

### 4.1 Bilan de l'analyse documentaire

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	-
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	-
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	-

Observations :

**Néant**

### 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 28/02/2025

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 20/05/2025

Heure d'arrivée : 10 h 00

Durée du repérage : 02 h 30

Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : Accompagnateur

### 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux arrêtés en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions des arrêtés.

Remarques :

Le programme de repérage de la présente mission est limitatif (pas d'action de démontage ou destruction)

La pré-visite a été réalisé le jour de l'expertise.

Le diagnostic de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti ou de parties privatives d'un immeuble bâti n'implique pas que l'immeuble bâti est exempt d'amiante.

1. Tous les murs doublés, les raidisseurs de cloison. L'ensemble des bois ouvrés encastrés dans la maçonnerie, (coffrages, planchers, boisseaux gaines de ventilation, conduits de fumée, d'évacuation, etc...) et d'une hauteur supérieure à quatre mètres.

2. L'ensemble des parties cachées par du mobilier ou matériaux divers et notamment le mobilier de cuisine.

3. Les sous faces des planchers bois non accessibles, les plafonds masqués par des faux-plafonds.



4. Les solivages bois recouverts par des matériaux divers, tels que ; laine de verre, poutres coffrées.  
Le coffrage de la douche ou de la baignoire.

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	-	X
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visitables		X	

## 4.4 Plan et procédures de prélèvements

Néant

## 5. – Résultats détaillés du repérage

### 5.0.1 Identification des matériaux repérés de la liste A

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation	Commentaires
Néant	-			

Aucun autre matériau de la liste A n'a été repéré dans périmètre de repérage mentionné au paragraphe 3.2.6

### 5.0.1 Identification des matériaux repérés de la liste B

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation	Commentaires
Néant	-			

Aucun autre matériau de la liste B n'a été repéré dans périmètre de repérage mentionné au paragraphe 3.2.6

## 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)

### Matériaux ou produits contenant de l'amiante

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation** et préconisations*
Néant	-		

\* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe 7.4 de ce présent rapport  
\*\* détails fournis en annexe 7.3 de ce présent rapport

## 5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse

Localisation	Identifiant + Description
Néant	-

## 5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif

Localisation	Identifiant + Description	Justification
Néant	-	-



## 6. – Signatures

*Nota :* Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **I.Cert**  
Centre Alphasys - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE  
(détail sur [www.info-certif.fr](http://www.info-certif.fr))

Fait à **SAINT-VINCENT-SUR-JARD**, le **20/05/2025**

Par : **ANDRE benoit**





## ANNEXES

### Au rapport de mission de repérage n° 25/04/ONF-PIEDGIRARD/2782

#### Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

## Sommaire des annexes

### 7 Annexes

#### 7.1 Schéma de repérage

#### 7.2 Rapports d'essais

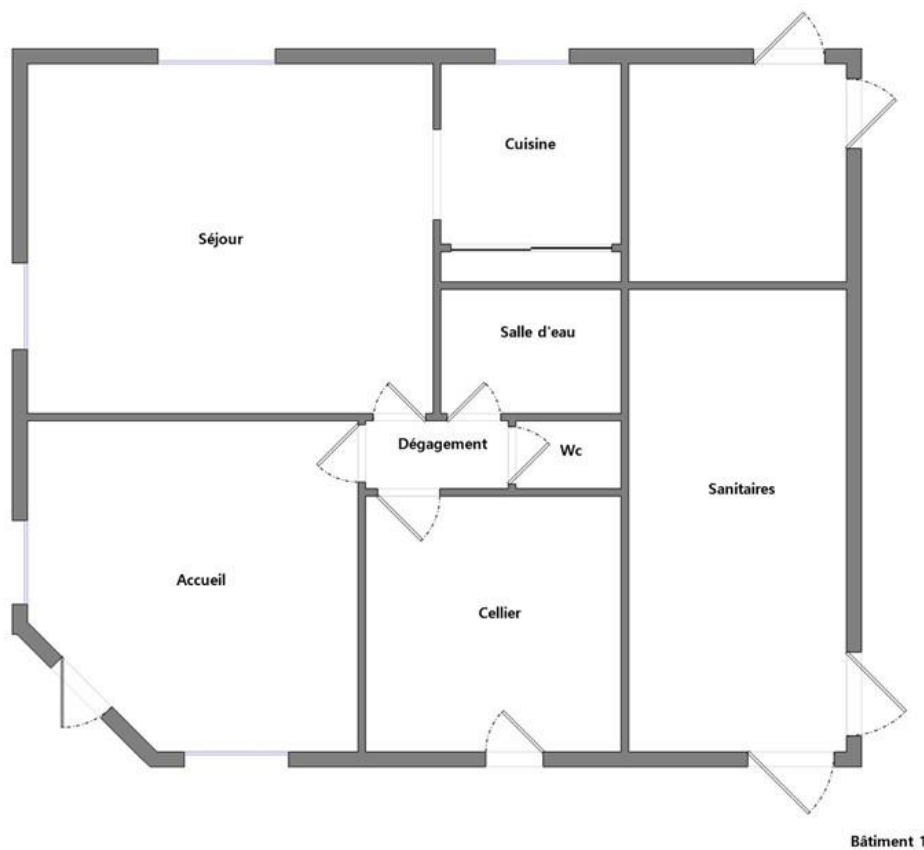
#### 7.3 Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

#### 7.4 Conséquences réglementaires et recommandations

#### 7.5 Documents annexés au présent rapport



7.1 - Annexe - Schéma de repérage



**Planche (croquis) de repérage technique effectué par le cabinet : EURL Monts Diag Immo, auteur : ANDRE benoit**  
**Dossier n° 25/04/ONF-PIEDGIRARD/2782 du 20/05/2025**  
**Adresse du bien : 9 Rue de la forêt**  
**Camping "LE PIED GIRARD" - 85520 SAINT-VINCENT-SUR-JARD**

















Bâtiment 2

**Planche (croquis) de repérage technique effectué par le cabinet : EURL Monts Diag Immo, auteur : ANDRE benoit**  
**Dossier n° 25/04/ONF-PIEDGIRARD/2782 du 20/05/2025**  
**Adresse du bien : 9 Rue de la forêt**  
**Camping "LE PIED GIRARD" - 85520 SAINT-VINCENT-SUR-JARD**



## Légende

	Conduit en fibro-ciment		Dalles de sol	<p>Nom du propriétaire : <b>Siège DT CENTRE OUEST AQUITAINE OFFICE NATIONAL DES FORETS</b></p> <p>Adresse du bien : <b>9 Rue de la forêt Camping "LE PIED GIRARD" 85520 SAINT-VINCENT-SUR-JARD</b></p>
	Conduit autre que fibro-ciment		Carrelage	
	Brides		Colle de revêtement	
	Dépôt de Matériaux contenant de l'amiante		Dalles de faux-plafond	
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste		Toiture en fibro-ciment	
	Présence d'amiante		Toiture en matériaux composites	

**Aucune photo/illustration n'a été jointe à ce rapport.**

--	--

## 7.2 - Annexe - Rapports d'essais

### Identification des prélèvements :

Identifiant et prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description
-	-	-	-	-

### Copie des rapports d'essais :

**Aucun rapport d'essai n'a été fourni ou n'est disponible**





## 7.3 - Annexe - Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

### Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

**Aucune évaluation n'a été réalisée**

#### Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

##### 1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
<p>1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres. ou</p> <p>2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou</p> <p>3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.</p>	<p>1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou</p> <p>2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).</p>	<p>1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou</p> <p>2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.</p>

##### 2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.

### Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

**Aucune évaluation n'a été réalisée**

#### Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

##### 1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

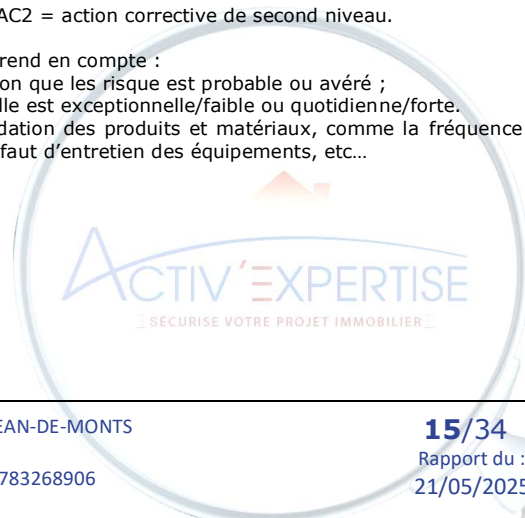
Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation	Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation	Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que les risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...



## 7.4 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations

### Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

**Article R1334-27 :** En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

**Score 1** – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 2** – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 3** – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

**Article R1334-28 :** Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

**Article R1334-29 :** Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvres, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

#### Article R.1334-29-3 :

**I)** A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

**II)** Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

**III)** Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

### Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Réalisation d'une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
  - a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
  - b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.
2. Réalisation d'une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
  - a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
  - c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
  - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.



3. Réalisation d'une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
  - b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
  - c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
  - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.
- En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.



## 7.5 - Annexe - Autres documents



S.A.R.L. MONTS DIAG IMMO  
41 RUE DU CARDINAL DE RICHELIEU  
85160 ST JEAN DE MONTS

Site La Roche sur Yon  
Route d'Aizenay – 85012 LA ROCHE SUR YON CEDEX  
ASSURANCE PACIFICA

N° Contrat : 7783268906  
N/Réf : 85/AGS/

Pour la gestion de votre contrat  
09 693 693 01

La Roche sur Yon, le 25 avril 2025

### ATTESTATION D'ASSURANCE MULTIRISQUE PROFESSIONNELLE

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Atlantique Vendée, agissant en qualité d'intermédiaire en assurance immatriculé auprès de l'ORIAS, certifie que :

SARL MONTS DIAG IMMO  
41 RUE DU CARDINAL DE RICHELIEU  
85160 ST JEAN DE MONTS

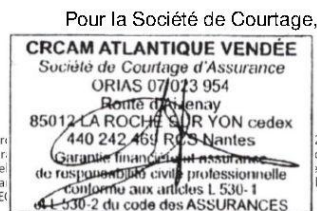
a souscrit par son intermédiaire auprès de PACIFICA, entreprise régie par le code des assurances, le contrat d'assurance Multirisque Professionnelle, n°7783268906 afin de garantir la Responsabilité Civile Professionnelle pour ses activités :

Activité(s) Principale(s)	Activité(s) Secondaire(s)
<ul style="list-style-type: none"><li>- Diagnostic de performance énergétique,</li><li>- Constat des risques d'exposition au plomb,</li><li>- Repérage amiante en cas de vente, travaux ou démolition,</li><li>- Dossier technique amiante,</li><li>- Présence de termites et mères.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Installation intérieure d'électricité,</li><li>- Installation intérieure de gaz,</li><li>- Etat des risques et pollution,</li><li>- Installation d'assainissement non collectif ou collectif de logements,</li><li>- Mesurage loi CARREZ et surface habitable,</li><li>- Etats des lieux,</li><li>- Audit énergétique obligatoire.</li></ul>

La présente attestation est valable à partir du 25/04/2025 et jusqu'au 01/05/2026.

Elle n'implique qu'une présomption de garantie.

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL ATLANTIQUE VENDÉE  
Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit – Siège Social : La Gar  
Nantes - Société de courtage d'assurance immatriculée auprès du Registre des Intermédiaires en Assur  
Assurance), sous le n° 07 023 954 - n° TVA FR 57 440 242 469. Titulaire de la carte professionne  
immobilière, numéro CPI 4401 2022 000 000 026 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, bénéfic  
Professionnelle délivrées par CAMCA - 53 rue La Boétie 75008 Paris. Numéro d'identification unique CITE  
Téléphone : 09 693 693 00 (prix d'un appel local) - www.ca-atlantique-vendee.fr



2 469 RCS  
diaires en  
s, Gestion  
lité Civile





## Certificat de compétences Diagnosticueur Immobilier

N° CPDI5223 Version 010

Je soussigné, Etienne LAMY, Directeur Opérationnel d'I.Cert, atteste que :

**Monsieur ANDRE Benoit**

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 06 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

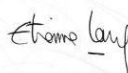
Amiante avec mention	Amiante Avec Mention (1) Date d'effet : 14/09/2020 - Date d'expiration : 13/09/2027
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention (1) Date d'effet : 14/09/2020 - Date d'expiration : 13/09/2027
Audit Énergétique	Audit Énergétique (2) Date d'effet : 13/01/2025 - Date d'expiration : 13/05/2031
DPE individuel	Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel (3) Date d'effet : 14/05/2024 - Date d'expiration : 13/05/2031
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique (1) Date d'effet : 09/04/2024 - Date d'expiration : 08/04/2031
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz (1) Date d'effet : 10/04/2024 - Date d'expiration : 09/04/2031
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb (1) Date d'effet : 16/04/2024 - Date d'expiration : 15/04/2031
Termites	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine (1) Date d'effet : 17/04/2024 - Date d'expiration : 16/04/2031

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Ce certificat n'implique qu'une présomption de certification. Sa validité peut être vérifiée à l'adresse

<https://www.icert.fr/liste-des-certifies/>

Valide à partir du 13/01/2025.



(1) Arrêté du 1er juillet 2024 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans les domaines du diagnostic amiante, électricité, gaz, plomb et termites, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification.  
(2) Décret no 2023-1219 du 20 décembre 2023 définissant le référentiel de compétences et les modalités de contrôle de ces compétences pour les diagnostiqueurs immobiliers en vue de la réalisation de l'audit énergétique mentionné à l'article L. 12-6-29-1 du code de la construction et de l'habitation.  
(3) Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.



Certification de personnes  
Diagnosticueur  
Portée disponible sur [www.icert.fr](http://www.icert.fr)

I.Cert - Parc d'Affaires, Espace Performance - Bât K  
35760 Saint-Grégoire



CPE DI FR 11 rev19

Aucun autre document n'a été fourni ou n'est disponible

## 2

### Résultat des évaluations périodiques





## Evaluation des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériaux	Localisation	Etat de conservation	Mesures d'empoussièrement

## Evaluation des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériaux	Localisation	Etat de conservation	Mesures d'empoussièrement

## Evaluation des matériaux et produits hors liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériaux	Localisation	Etat de conservation	Mesures d'empoussièrement



### 3

## Suivi des travaux de retrait et de confinement de l'amiante





## Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement

## Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement

## Matériaux et produits hors liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement



# 4

## Fiche récapitulative du Dossier technique amiante





## Fiche récapitulative du dossier technique « amiante »

Référence du présent DTA : 25/04/ONF-PIEDGIRARD/2782  
Norme méthodologique employée : AFNOR NFX 46-020 d'Août 2017  
Date de création : 20/05/2025

Historique des dates de mise à jour

Révision	Date	Objet

**Informations :** cette fiche présente les informations minimales devant être contenues dans la fiche récapitulative mentionnée dans l'arrêté du 12 et 21 décembre 2012, du 26 juin 2013 ainsi qu'à l'article R.1334-29-5 du code de la santé publique, à charge pour le propriétaire de compléter par toutes informations utiles et spécifiques aux bâtiments concernés.

Toutes les rubriques mentionnées ci-après sont à renseigner. Une fiche récapitulative est renseignée par DTA et par immeuble bâti.

La fiche récapitulative mentionne les travaux qui ont été réalisés pour retirer ou confiner des matériaux ou produits contenant de l'amiante. Elle est mise à jour systématiquement à l'occasion de travaux ayant conduits à la découverte ou à la suppression de matériaux ou produits contenant de l'amiante.

### 1. – Identification de l'immeuble, du détenteur et des modalités de consultation du DTA

#### Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Département : .. **Vendée**

Adresse : ..... **9 Rue de la forêt**

**Camping "LE PIED GIRARD"**

Commune : ..... **85520 SAINT-VINCENT-SUR-JARD**

Désignation et situation du ou des lots de copropriété :

**Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété.**

Périmètre de repérage : .. **Toutes parties accessibles sans démontage ni destruction.**

Date de construction : ..... **Avant Juillet 1997**

Fonction principale du bâtiment : **Autres**

#### Désignation de la personne détenant le dossier technique « amiante »

Désignation du propriétaire :

Nom et prénom : ..... **Siège DT CENTRE OUEST AQUITAINE - OFFICE NATIONAL DES FORETS**

Adresse : ..... **100 Boulevard de la Salle - 45760 Boigny-sur Bionne**

Détenteur du dossier technique amiante :

Nom et prénom : ..... **Siège DT CENTRE OUEST AQUITAINE - OFFICE NATIONAL DES FORETS**

Adresse : ..... **100 Boulevard de la Salle - 45760 Boigny-sur Bionne**

Modalités de consultation :

.....  
.....

## 2. – Rapports de repérage

Numéro de référence du rapport de repérage	Date du rapport	Nom de la société et de l'opérateur de repérage	Objet du repérage
25/04/ONF-PIEDGIRARD/2782	21/05/2025	EURL Monts Diag Immo ANDRE benoit	Repérage des matériaux de la liste A et B au titre de l'article R1334-20 et 21 du code de la santé publique

Observations :

**Néant**

## 3. – Liste des locaux ayant donné lieu au repérage

Liste des différents repérages	Numéro de rapport de repérage	Liste des locaux visités	Liste des pièces non visitées
Repérage des matériaux de la liste A au titre de l'article R1334-20 du code de la santé publique	25/04/ONF-PIEDGIRARD/2782	Bâtiment 1 - Façades et pignon, Bâtiment 1 - Toiture, Bâtiment 1 - Accueil, Bâtiment 1 - Dégagement, Bâtiment 1 - Séjour, Bâtiment 1 - Cuisine, Bâtiment 1 - Salle d'eau, Bâtiment 1 - Wc, Bâtiment 1 - Cellier, Bâtiment 1 - Combles, Bâtiment 1 - Sanitaires, Bâtiment 1 - Bloc WC, Bâtiment 2 - Façades et pignon, Bâtiment 2 - Toiture, Bâtiment 2 - Local à vélo, Bâtiment 2 - Bloc sanitaires 1, Bâtiment 2 - Bloc sanitaires 2, Bâtiment 2 - Wc, Bâtiment 2 - Chauffage	Néant
Repérage des matériaux de la liste B au titre de l'article R1334-21 du code de la santé publique	25/04/ONF-PIEDGIRARD/2782	Bâtiment 1 - Façades et pignon, Bâtiment 1 - Toiture, Bâtiment 1 - Accueil, Bâtiment 1 - Dégagement, Bâtiment 1 - Séjour, Bâtiment 1 - Cuisine, Bâtiment 1 - Salle d'eau, Bâtiment 1 - Wc, Bâtiment 1 - Cellier, Bâtiment 1 - Combles, Bâtiment 1 - Sanitaires, Bâtiment 1 - Bloc WC, Bâtiment 2 - Façades et pignon, Bâtiment 2 - Toiture, Bâtiment 2 - Local à vélo, Bâtiment 2 - Bloc sanitaires 1, Bâtiment 2 - Bloc sanitaires 2, Bâtiment 2 - Wc, Bâtiment 2 - Chauffage	Néant
Autres repérages (préciser) :	-	-	-



## 4. – Identification des matériaux ou produits contenant de l'amiante

### 4.1 Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Type de repérage	Matériau ou produit	Localisation précise	Etat de conservation	MESURES obligatoires associées (évaluation périodique, mesures d'empoussièrement ou travaux de retrait ou confinement)
Néant	-	-			

### 4.2 Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Type de repérage	Matériau ou produit	Localisation précise	Etat de conservation	MESURES préconisées par l'opérateur
Néant	-	-			



## 5. – Les évaluations périodiques

### 5.1 Evaluation des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériaux	Localisation	Etat de conservation et préconisations*	Mesures d'empoussièrement

\* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe de ce présent rapport

### 5.2 Evaluation des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériaux	Localisation	Etat de conservation et préconisations*	Mesures d'empoussièrement

\* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe de ce présent rapport

### 5.3 Evaluation des matériaux et produits hors liste A, B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériaux	Localisation	Etat de conservation et préconisations*	Mesures d'empoussièrement

\* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe de ce présent rapport





## 6. – Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires

### 6.1 Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement

### 6.2 Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

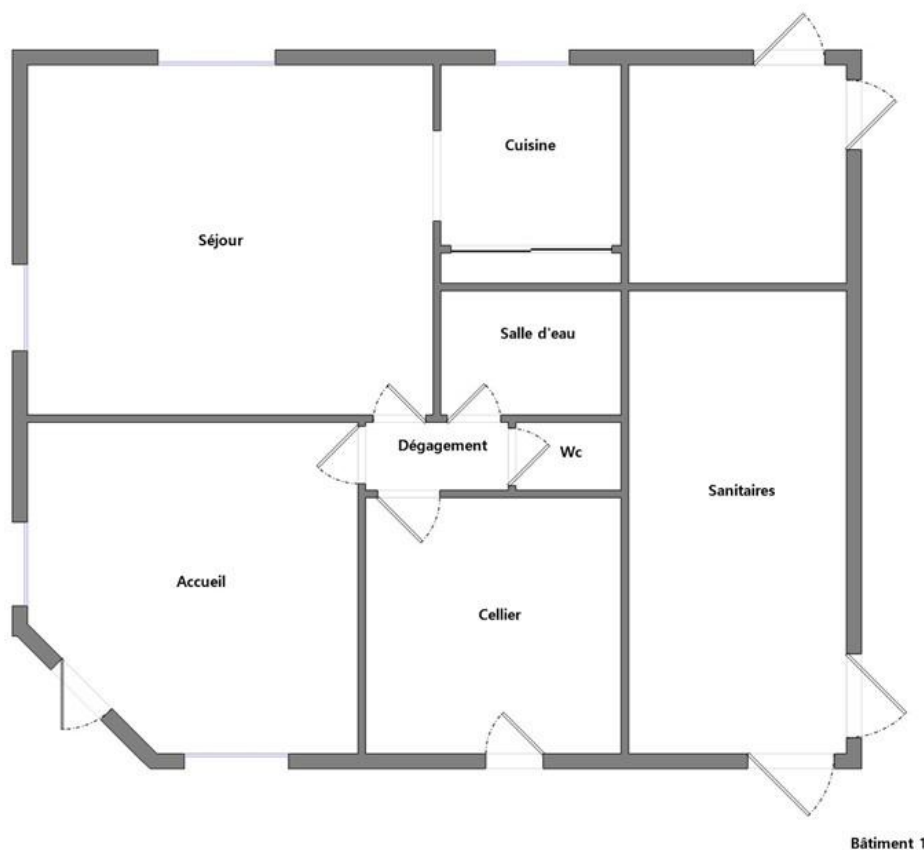
Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement

### 6.3 Matériaux et produits hors liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement



7. – Croquis et Photos



**Planche (croquis) de repérage technique effectué par le cabinet : EURL Monts Diag Immo, auteur : ANDRE benoit**  
**Dossier n° 25/04/ONF-PIEDGIRARD/2782 du 20/05/2025**  
**Adresse du bien : 9 Rue de la forêt**  
**Camping "LE PIED GIRARD" - 85520 SAINT-VINCENT-SUR-JARD**



















Bâtiment 2

**Planche (croquis) de repérage technique effectué par le cabinet : EURL Monts Diag Immo, auteur : ANDRE benoit**  
**Dossier n° 25/04/ONF-PIEDGIRARD/2782 du 20/05/2025**  
**Adresse du bien : 9 Rue de la forêt**  
**Camping "LE PIED GIRARD" - 85520 SAINT-VINCENT-SUR-JARD**



## Légende

	Conduit en fibro-ciment		Dalles de sol	<p>Nom du propriétaire : <b>Siège DT CENTRE OUEST AQUITAINE OFFICE NATIONAL DES FORETS</b></p> <p>Adresse du bien : <b>9 Rue de la forêt Camping "LE PIED GIRARD" 85520 SAINT-VINCENT-SUR-JARD</b></p>
	Conduit autre que fibro-ciment		Carrelage	
	Brides		Colle de revêtement	
	Dépôt de Matériaux contenant de l'amiante		Dalles de faux-plafond	
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste		Toiture en fibro-ciment	
	Présence d'amiante		Toiture en matériaux composites	



## 8. - Recommandations générales de sécurité du dossier technique amiante

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### 1. Informations générales

#### a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

#### b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

### 2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

### 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr). De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.



## 4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

### a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

### b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

### c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

### d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

### e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.





**ATTESTATION SUR L'HONNEUR** réalisée pour le dossier n° **25/04/ONF-PIEDGIRARD/2782** relatif à l'immeuble bâti visité situé au : 9 Rue de la forêt - **Camping "LE PIED GIRARD"** - 85520 SAINT-VINCENT-SUR-JARD.

Je soussigné, **ANDRE benoit**, technicien diagnostiqueur pour la société **EURL Monts Diag Immo** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

Prestations	Nom du diagnostiqueur	Entreprise de certification	N° Certification	Echéance certif
Amiante	ANDRE benoit	I.Cert	CPDI5223	13/09/2027 (Date d'obtention : 14/09/2020)
DPE sans mention	ANDRE benoit	I.Cert	CPDI5223	13/05/2031 (Date d'obtention : 14/05/2019)
Electricité	ANDRE benoit	I.Cert	CPDI5223	08/04/2031 (Date d'obtention : 09/04/2019)
Gaz	ANDRE benoit	I.Cert	CPDI5223	09/04/2031 (Date d'obtention : 10/04/2019)
Plomb	ANDRE benoit	I.Cert	CPDI5223	15/04/2031 (Date d'obtention : 16/04/2019)
Termites	ANDRE benoit	I.Cert	CPDI5223	16/04/2031 (Date d'obtention : 17/04/2019)
Audit Energetique	ANDRE Benoît	I.Cert	CPDI5223	13/05/2031 (Date d'obtention : 01/04/2023)

- Avoir souscrit à une assurance (PACIFICA n° 7783268906 valable jusqu'au 01/05/2026) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à **SAINT-VINCENT-SUR-JARD**, le **20/05/2025**

Signature de l'opérateur de diagnostics :



**Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation**

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

**Article L271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation**

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »

S.A.R.L. MONTS DIAG IMMO  
41 RUE DU CARDINAL DE RICHELIEU  
85160 ST JEAN DE MONTS

Site La Roche sur Yon  
Route d'Aizenay – 85012 LA ROCHE SUR YON CEDEX  
ASSURANCE PACIFICA

N° Contrat : 7783268906  
N/Réf : 85/AGS/

Pour la gestion de votre contrat  
09 693 693 01

La Roche sur Yon, le 25 avril 2025

## ATTESTATION D'ASSURANCE MULTIRISQUE PROFESSIONNELLE

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Atlantique Vendée, agissant en qualité d'intermédiaire en assurance immatriculé auprès de l'ORIAS, certifie que :

SARL MONTS DIAG IMMO  
41 RUE DU CARDINAL DE RICHELIEU  
85160 ST JEAN DE MONTS

a souscrit par son intermédiaire auprès de PACIFICA, entreprise régie par le code des assurances, le contrat d'assurance Multirisque Professionnelle, n°7783268906 afin de garantir la Responsabilité Civile Professionnelle pour ses activités :

Activité(s) Principale(s)	Activité(s) Secondaire(s)
<ul style="list-style-type: none"><li>- Diagnostic de performance énergétique,</li><li>- Constat des risques d'exposition au plomb,</li><li>- Repérage amiante en cas de vente, travaux ou démolition,</li><li>- Dossier technique amiante,</li><li>- Présence de termites et mères.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Installation intérieure d'électricité,</li><li>- Installation intérieure de gaz,</li><li>- Etat des risques et pollution,</li><li>- Installation d'assainissement non collectif ou collectif de logements,</li><li>- Mesurage loi CARREZ et surface habitable,</li><li>- Etats des lieux,</li><li>- Audit énergétique obligatoire.</li></ul>

La présente attestation est valable à partir du 25/04/2025 et jusqu'au 01/05/2026.

Elle n'implique qu'une présomption de garantie.

Pour la Société de Courtage,

### CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL ATLANTIQUE VENDÉE

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit – Siège Social : La Garde  
Nantes - Société de courtage d'assurance immatriculée auprès du Registre des Intermédiaires en Assurance  
(Assurance), sous le n° 07 023 954 - n° TVA FR 57 440 242 469. Titulaire de la carte professionnelle  
immobilière, numéro CPI 4401 2022 000 000 026 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, bénéficiaire  
Professionnelle délivrées par CAMCA - 53 rue La Boétie 75008 Paris. Numéro d'identifiant unique CITE  
Téléphone : 09 693 693 00 (prix d'un appel local) - [www.ca-atlantique-vendee.fr](http://www.ca-atlantique-vendee.fr)



2 469 RCS  
diarres en  
s, Gestion  
lité Civile







# Certificat de compétences Diagnosticueur Immobilier

N° CPDI5223 Version 010

Je soussigné, Etienne LAMY, Directeur Opérationnel d'I.Cert, atteste que :

**Monsieur ANDRE Benoit**

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR o6 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention (1) Date d'effet : 14/09/2020 - Date d'expiration : 13/09/2027
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention (1) Date d'effet : 14/09/2020 - Date d'expiration : 13/09/2027
Audit Energétique	Audit Energétique (2) Date d'effet : 13/01/2025 - Date d'expiration : 13/05/2031
DPE individuel	Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel (3) Date d'effet : 14/05/2024 - Date d'expiration : 13/05/2031
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique (1) Date d'effet : 09/04/2024 - Date d'expiration : 08/04/2031
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz (1) Date d'effet : 10/04/2024 - Date d'expiration : 09/04/2031
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb (1) Date d'effet : 16/04/2024 - Date d'expiration : 15/04/2031
Termites	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine (1) Date d'effet : 17/04/2024 - Date d'expiration : 16/04/2031

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Ce certificat n'implique qu'une présomption de certification. Sa validité peut être vérifiée à l'adresse <https://www.icert.fr/liste-des-certifies/>

Valide à partir du 13/01/2025.

*Etienne Lamy*

(1) Arrêté du 1er juillet 2024 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans les domaines du diagnostic amiante, électricité, gaz, plomb et termites, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification

(2) Décret no 2023-1219 du 20 décembre 2023 définissant le référentiel de compétences et les modalités de contrôle de ces compétences pour les diagnostiqueurs immobiliers en vue de la réalisation de l'audit énergétique mentionné à l'article L. 126-28-1 du code de la construction et de l'habitation

(3) Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification